

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE 1938 — N° 5

Du lien causal
entre les
occupations professionnelles
de la victime et l'accident
du travail

Tendances contemporaines de la jurisprudence

THÈSE

pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue publiquement le 20 Mai 1938, à 14 heures
par

Lucien, Emile GAROBY

Né à Mascara (Oran), le 28 Mars 1913

MEMBRES DU JURY

MM. RODIÈRE , Professeur.....	Président
BRETON , Professeur, Assesseur du Doyen.....	} Suffragants
SIROL , Charge de cours.....	

ERRATA

Bibliographie. — *Esmein, in fine* : p. 65 s.

Piaget, L'heure et le lieu du travail.

Rodière, Note sous Civ., 26 juin 1934...

Rouast, in fine, D. P. 1936.1.137.

Savatier, Les règles générales de la responsabilité civile...

- Pages 9 *ligne 10...* excellemment...
- 27 *ligne 8...* celui dont elle eut surtout à connaître...
- 31 *note 2, in fine...* infra p. 83-84.
- 32 *note 3, Sachet...*
- 33 *note 7, in fine* : 1^{er} août 1906, D. P. 1908...
- 37 *ligne 1...* à l'heure et au lieu du travail...
- 48 *alinéa 4, ligne 2...* ouvrier trouvé mort...
- 51 *alinéa 4, ligne 2...* domestiques...
- 52 *alinéa 5, ligne 6...* écarté...
- 56 *alinéa 2, ligne 12...* puisque aussi bien...
- 60 *alinéa 3, ligne 3...* celle du contrat de louage de services.
- 63 *alinéa 3, ligne 7...* risque couru...
- 67 *alinéa 4, ligne 3...* on admet qu'il constitue...
- 68 *note 4, in fine...* p. 45, note 2.
- 78 *note 2, 16 mars 1937...*
- 82 *alinéa 2, ligne 5...* chez lui (1) ;...
- 84 *note 2, in fine...* p. 82 note 1.
- 86 *alinéa 4, ligne 2...* auxquels il n'est plus possible...
- 89 *alinéa 2, ligne 3...* solution, comme l'établissent...
- 90 *alinéa 2, in fine...* couvert...
- alinéa 3, ligne 9...* tâche...
- 92 *alinéa 3, ligne 3...* quasi-totalité...
- alinéa 4, ligne 5, observe-t-il...*
- 93 *alinéa 3, ligne 4...* 1^{er} août 1927 (4)...
- alinéa 4, in fine...* effets (5)...
- note 1, ligne 2...* métal urgiste
- note 3, précité, v. p. 33.*
- note 4, S. 1927.1.387 (supprimer : 7 op. cit., n° 405)*
- note 5, Civ., 10 décembre 1902...*
- 94 *alinéa 4, ligne 1, C'est ainsi qu'ont été considérés...*
- 96 *alinéa 3, ligne 1, Ont donné lieu à l'application de la loi :*
- 97 *ligne 6...* mais non pour un ouvrier
- alinéa 3, ligne 5...* aggravés pour les ouvriers...
- 102 *note 4...* p. 12.
- alinéa 3, ligne 8 avaient...*
- 107 *alinéa 2, ligne 1...* dévouement...
- 108 *alinéa 2, ligne 8...* anormal...
- note 3.. n°266...*
- 109 *alinéa 2, ligne 15...* n'aurait permis...
- 110 *alinéa 6, ligne 2 qu'il ne s'y rattache...*
- 111 *ligne 6, Bien qu'il parût...*
- 116 *note 2...* p. 190
- 117 *alinéa 3, ligne 8...* 25 mai 1936 (1).
- 118 *ligne 16, « du travail »*
- 123 *note 1, intervertir ligne 8 et 9*
- 127 *ligne 8...* que lui donnent...
- 130 *note 1, à la place de la 5^e ligne : (De la responsabilité et de la ga-*
rantie, p. 130). Mais cet auteur ne...
- 142 *note 1, n° 2 au lieu de n° 1*
note 2, n° 1 au lieu de n° 2
note 4, n°3 au lieu de n° 4
- 144 *ligne 9, réparation, non intégrale...*
- 149 *alinéa 2, ligne 2, théorie...*
- 150 *ligne 2...* à la notion...
- note 2...* Planiol, Ripert et Rouast...
- 168 *alinéa 3, ligne 3, cultivateur*
- 175 *alinéa 3, ligne 6, « sans connaissance technique »*
- 178 *alinéa 3, ligne 5, voirie...*
- 179 *notes, remplacer les n°s 2, 1, 2, respectivement, par 1, 2, 3.*
alinéa 4, ligne 13... que l'on a entendue...
- 180 *alinéa 2, ligne 10...* subordonnée à celui...
- 182 *note 1, ligne 2...* Vers la socialisation de la responsabilité et des
risques individuels...
- 183 *note 2, compléter par : préposé ». (Ripert, op. cit., n° 177, p. 358)*

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE 1938 — N° 5

Du lien causal
entre les
occupations professionnelles
de la victime et l'accident
du travail

Tendances contemporaines de la jurisprudence

THÈSE

pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue publiquement le 20 Mai 1938, à 14 heures
par

Lucien, Émile GAROBY

Né à Mascara (Oran), le 28 Mars 1913

MEMBRES DU JURY

MM. RODIÈRE , Professeur.....	Président
BRETON , Professeur, Assesseur du Doyen.....	} Suffragants
SIROL , Chargé de cours.....	

UNIVERSITÉ D'ALGER

Faculté de Droit

MM. CHAUEAU, ☉	Doyen, Professeur de Droit commercial.
BRETON, ☉	Assesseur du Doyen, Professeur de Droit civil.
PELTIER, ✱, I. ☉	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. ☉	Professeur de Droit administratif, en congé.
BIENVENUE, I. ☉	Professeur de Droit public.
GAFFIOT ☉	Professeur d'Economie politique.
VIARD	Professeur de Pandectes.
BERGER-VACHON	Professeur de Droit criminel.
BOUSQUET, ☉	Professeur d'Economie politique.
ROUSSIER	Professeur de Droit romain.
RODIÈRE	Professeur de Droit civil.
CHARLIER	Agrégé.
LE BRETON	Agrégé.
COSTE-FLORET	Agrégé.
FAURE DE CERIS, I. ☉ .	Chargé des fonctions d'agrégé.
SIROL	Chargé des fonctions d'agrégé.

JURY DE LA THESE :

MM. RODIÈRE, Professeur	Président.
BRETON, Professeur, Assesseur du Doyen	} Suffragants
SIROL, Chargé de cours	



NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549019_0017

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

Ch. réun. — Chambres réunies de la Cour de cassation.

Civ. — Chambre civile de la Cour de cassation.

Crim. — Chambre criminelle de la Cour de cassation.

D.H. — Recueil hebdomadaire de jurisprudence en matière civile, commerciale, criminelle et de droit public, Paris, Jurisprudence Générale Dalloz.

D.P. — Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale, criminelle et de droit public. Paris, Jurisprudence Générale Dalloz.

G.P. — La Gazette du Palais. Jurisprudence et Législation.

J.O. — Journal Officiel.

J.O., doc. parlem. — Journal Officiel : documents parlementaires.

Loc. cit. — Endroit précité.

Op. cit — Ouvrage précité.

R.A.T. — Revue générale des assurances terrestres.

Rev. crit. — Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue juridique. — Revue juridique de la Fédération nationale des mutilés et invalides du travail.

Rev. trim. — Revue trimestrielle de Droit civil.

S. — Recueil général des lois et des arrêts, fondé par J.-B. Sirey. Journal du Palais.

Trib. — Tribunal civil.

V. — Voyez.

BIBLIOGRAPHIE

- CABOUAT. — **Traité des accidents du travail*, 1 vol. 1901.
- CAPITANT. — *Notes sous Civ.*, 18 avril 1918, D. 1918.1.25 ; Paris, 13 mars 1922, D. 1922.2.17 ; Nancy, 1^{er} juillet 1922, D. 1922.2.121.
- COURTIN. — **La notion d'accident du travail. Théorie de jurisprudence*, Thèse Paris, 1924.
- CUCHE. — *Du rapport de dépendance, élément constitutif du contrat de travail*, Rev. crit., 1913, p. 412.
La définition du salarié et le criterium de la dépendance économique, D.H. 1932, chron. p. 101.
- CUCHE et CAPITANT. — *Précis de législation industrielle*, 3^e édition, 1933.
- ESMEIN. — *Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle*, Rev. trim., 1933, p. 627 s.
Trois problèmes de responsabilité civile, Rev. trim., 1934, p. 317 s.
L'article 1384 al. 1^{er} du Code civil est-il applicable au profit de celui qui heurte une chose immobile? D.H. 1937, chron. p. 93 s.
- FLOUR. — *Les rapports de commettant à préposé dans l'article 1384 du Code civil*, Thèse Caen, 1933.
- GAZIER. — *Législation et jurisprudence des accidents du travail dans l'agriculture*, 1 vol. 1931.
- HUGUENEY. — *L'idée de peine privée en droit contemporain*, Thèse Dijon, 1904.
- JAPY. — **La relation de cause à effet dans les accidents du travail*, Thèse Paris, 1933.
- JOSSERAND. — *Responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897..
Sur la reconstitution d'un droit de classes, D.H. 1937, chron., p. 1 s.
Un ordre juridique nouveau, eod. loc., p. 42 s.
- LALOU. — *Les choses inertes et l'article 1384 § 1^{er} du Code civil*, D.H. 1933. chron., p. 93 s.
- MARTEAU. — *La notion de causalité dans la responsabilité civile*, Thèse Aix, 1914.
- MAZEAUD (H. et L.). — *Traité de la responsabilité civile*, 2^e édition, t. 2.
- PADIS. — *La mort survenue au temps et au lieu du travail*, Revue juridique, 1936, n° 3, p. 188 s.
- PIAGET. — **L'heure et le lieu de travail*, Thèse Grenoble, 1930.
- PLANIOL et RIPERT. — **Traité pratique de droit civil français*, t. VI, avec la collaboration de P. Esmein, et t. XI, avec la collaboration de A. Rouast, R. Savatier, et J. Lepargneur.

- RIPERT. — *Le régime démocratique et le droit civil moderne*, 1 vol. 1936.
- RODIÈRE. — *Les accidents survenus à l'ouvrier entre son domicile et le lieu de son travail*, Revue juridique, 1936, n° 3, p. 159 s.
Note sous Civ., 26 juin, S. 1936.1.49.
La législation des accidents du travail est-elle applicable aux ouvriers engagés suivant un contrat nul? Revue juridique, 1936, n° 4, p. 227 s.
- ROUAST. — *Le caractère alimentaire des indemnités d'accidents du travail*, Annales de l'Université de Paris, 1930, p. 148 s.
L'heure et le lieu du travail et la notion de risque professionnel, R.A.T. 1931, p. 520 s.
Le lien de causalité entre l'accident du travail et le dommage, R.A.T. 1932, p. 673 s.
Notes sous Ch. réun., 8 juin 1928, D.P. 1929, 1. 57; Civ., 12 juillet 1926 et 3 janvier 1927, D.P. 1928.1.137; Civ., 28 juin 1932, R.A.T. 1932.1058; 25 juillet 1935 et 25 mai 1936, D.P. 1937.1.137; Req., 22 février 1932, D.P. 1932.1.25.
- ROUAST et GIVORD. — *Traité du droit des accidents du travail et des maladies professionnelles*, (préface de M. H. Capitant), 1 vol. 1934.
- SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 8 édition, t. 1 1934, par F. Casteil et 3, 1937, par H. Gazier.
Note sous Civ., 7 avril 1919, S. 1921.1.369.
- SAINCTELETTE. — *De la responsabilité et de la garantie*, 1884.
- SALEILLES. — *Accidents du travail et responsabilité civile*, 1897.
Note sous Civ., 16 juin 1896, D.P. 1897.1.433.
- SARRUT. — *Note au D.P.* 1902.1.273.
Note au D.P. 1903.1.105.
- SAUZET. — *Responsabilité des patrons*, Rev. crit., 1883, p. 596 s.
- SAVATIER. — *Des effets et de la sanction du devoir moral en droit positif français et devant la jurisprudence*, Thèse Poitiers, 1916.
Note sous Poitiers, 5 décembre 1923, D.P. 1924.2.73.
Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels, D.H. 1931, chron. p. 9.
Les règles générales de la responsabilité délictuelle, Rev. crit., 1934, p. 409 s.
- SUMIEN. — *L'assujettissement des hôpitaux, hospices et asiles à la législation sur les accidents du travail*, Revue juridique, 1936, n° 4, p. 238 s.
- TOUREN. — *La notion de contrat dans l'évolution de l'idée de risque professionnel*, Thèse Montpellier, 1924.

NOTA. — Les ouvrages précédés d'un astérisque sont cités par le seul nom de l'auteur.

INTRODUCTION

Le devoir de réparation imposé à l'employeur à l'occasion d'un accident du travail est indépendant de toute idée de faute à sa charge. Le problème de la définition de l'accident du travail ne peut donc être résolu que par la recherche du rapport existant entre le travail et l'accident.

De droit commun c'est la faute commise par l'agent du dommage qui motive sa responsabilité et qui, dans une large mesure, permet d'en préciser l'étendue. « Pour qu'il y ait lieu à responsabilité aux termes de l'article 1382, dit la Cour de cassation, il faut non seulement qu'une faute ait été commise, mais encore que cette faute ait occasionné un préjudice ; les juges du fond apprécient souverainement l'existence et la cause du préjudice dont la réparation est demandée..., appréciation qui échappe au contrôle de la Cour de cassation » (1). Le problème causal proprement dit, celui de la relation entre la faute et le préjudice, problème essentiel et que toutes les décisions supposent résolu, reste au second plan dans la matière de la responsabilité. Sans doute, en organisant le rétablissement de la victime irréprochable dans l'ensemble de ses droits et intérêts, en adoptant le point de vue de la victime, plutôt que celui de l'auteur du dommage, qui conduirait à prendre en considération la gravité de la faute de ce dernier pour déterminer la réparation à lui imposer, la jurisprudence fait-elle prévaloir le point de vue cau

(1) Civ., 6 février 1894, D.P. 1894.1.192 (Cité par Marteau. La notion de causalité dans la responsabilité civile, Thèse Aix, 1914 p. 168).

sal sur le point de vue objectif. Mais comme on l'a montré (1), la rupture d'équilibre que cette tendance pourrait introduire entre la culpabilité et la sanction est atténuée par divers moyens: l'évaluation des dommages intérêts, la discrimination entre le dommage direct, seul imputable à l'auteur, et le dommage indirect, enfin l'exercice opportun de la faculté d'appréciation des présomptions constituant le lien causal.

On a donc pu dire justement que cette rivalité d'influence entre ces deux notions dans la solution pratique du problème de la responsabilité civile, se termine par un avantage marqué au profit de la faute (2). La raison en est que la recherche de la seule causalité ne suffit ni à donner la mesure de l'obligation de l'agent du dommage, ni même à le désigner. Toutes les incursions faites dans ce domaine n'arrivent qu'à consacrer la théorie de l'équivalence des conditions qui décèle un nombre incalculable de conditions du dommage sans pouvoir permettre d'établir entre elles une hiérarchie de nature à justifier le titre de cause attribué à l'une ou à certaines plutôt qu'aux autres : par exemple, après un accident d'automobile, au coup de volant malheureux du conducteur d'un véhicule plutôt qu'au remplissage du réservoir ou au gonflement des pneus de cette voiture par un garagiste. De même il ne suffira pas que l'une des conditions du dommage puisse se rattacher au travail de la victime pour que celle-ci ait droit à la réparation légale : le faux mouvement qu'un ouvrier a pu faire au saut du lit en mettant ses habits de travail (3) est incontestablement en relation avec le travail ; il ne sera pourtant pas qualifié d'acci-

(1) V. Huguency, *L'idée de peine privée en droit contemporain*, Thèse Dijon, 1904, p. 17 s. ; Marteau, *op. cit.*, p. 151.

(2) Marteau, *op. cit.*, p. 153. Rodière, *Les accidents survenus à l'ouvrier entre son domicile et le lieu de son travail*, *Revue Juridique* 1936, n° 3, p. 160, 161. Esmein, *Trois problèmes de responsabilité civile*, *Rev. trim.* 1934, p. 317 à 339, n° 1 à 17.

(3) Rouast et Givord, n° 105, p. 114.

dent du travail. Il est donc nécessaire de rapporter l'obligation de réparer le dommage à une autre notion que le principe causal proprement dit.

Quelle sera cette notion en matière d'accidents du travail ? En l'absence de l'élément d'imputabilité morale qui assure immédiatement en droit commun l'identification du responsable, l'attribution du poids de la réparation comporte deux étapes : il faut qu'existent certains rapports entre l'employeur et la victime et que l'accident se soit produit dans certaines circonstances le plaçant lui-même dans un certain rapport avec le travail. L'examen de ces deux ordres de rapports constitue l'objet de notre étude.

En ce qui concerne les circonstances de l'accident, l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 nous précise bien qu'il s'agit des accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail. Cependant cette formule s'est révélée d'application si difficile que la jurisprudence lui en a depuis longtemps substitué une autre en admettant que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail est un accident du travail. Celle-ci soulève elle-même de sérieuses discussions. Entre ses partisans et ses adversaires, le débat est ouvert. On admettra que nous ayons été tenté de nous y mêler.

Mais ne s'étonnera-t-on pas de nous voir agiter la question préjudicielle de la nature des rapports qui doivent lier la victime au chef d'entreprise, alors que depuis longtemps doctrine et jurisprudence s'accordent à exiger l'existence d'un contrat de travail ? Cette recherche nous a été inspirée par l'examen des circonstances physiques propres à qualifier l'accident du travail : poser la question de causalité, c'est en effet poser celle du fondement du devoir d'indemnisation de l'employeur ; c'est la connaissance de ce fondement qui, en nous donnant la clé des multiples cas d'espèces s'offrant à la sagacité du juge, nous a permis de proposer un critérium de

l'accident du travail et de nous prononcer sur la nature juridique des rapports laboriques.

Longtemps doctrine et jurisprudence s'en sont tenues à cette idée, dont les travaux préparatoires reflètent la faveur auprès des rédacteurs de la loi de 1898, que c'est sa qualité d'agent du dommage et de bénéficiaire du travail de la victime qui motive le devoir d'indemnisation de l'employeur : ayant, en organisant une exploitation, donné naissance au risque d'accident et retirant les bénéfices de l'entreprise, il doit assumer la charge des accidents pouvant survenir à son personnel comme celle de tous les autres frais, déclarait-on très généralement (1).

Mais l'évolution de la notion d'accident du travail qui s'était amorcée en jurisprudence au lendemain de la loi de 1898, s'est poursuivie avec persévérance dans le sens d'une minimisation du lien rattachant l'accident, et la lésion même qui en découle, au travail. « L'histoire de la relation causale en matière d'accident du travail est une abolition constante » pourrait-on dire, parodiant Jhering.

D'autre part, le législateur a par des extensions successives accru le nombre des personnes assujetties au point que les professions libérales restent à peu près seules en dehors du domaine d'application de la loi.

Estimant que les accidents consécutifs à l'exercice d'une profession dangereuse pouvaient seuls s'accommoder de l'explication courante, certains auteurs l'ont rejetée et ont cru avoir trouvé un nouveau fondement dans l'idée d'autorité. La jurisprudence et une doctrine quasi unanime n'admettent l'application des lois réparatrices qu'au bénéfice des ouvriers ou employés liés à un patron par un contrat de travail. L'élément caractéristique de ce contrat est, dans la même opinion, le lien de dépendance juridique unissant l'employé à l'employeur. Or la plupart des arrêts relèvent l'existence de

(1) V. Cuhe et Capitant, Précis de Législation Industrielle, n° 304.

circonstances impliquant que l'ouvrier se trouvait au moment de l'accident sous la surveillance de son patron ou qu'il se conformait aux ordres reçus. Partant de ces constatations, ces auteurs soutiennent que le devoir de réparation incombant à l'employeur n'est que la rançon de l'aliénation de liberté que l'ouvrier consent à son profit.

Alors que la précédente s'inspirait de préoccupations économiques, leur théorie ne comporte qu'un postulat juridique qu'ils placent à l'origine de la généralité des décisions jurisprudentielles.

La clarté de cette explication et la logique des solutions qu'ils corroborent ou imaginent tendent à s'imposer à la jurisprudence et à gagner la faveur d'auteurs considérables (1). Nous ne nous rallierons cependant pas à leur point de vue. Qu'il nous soit permis de dire qu'après nous avoir séduit, sa simplicité même nous a fait suspecter l'infailibilité de la notion de risque d'autorité : dans cette construction ordonnée et d'une harmonieuse rigueur, dont le contrat de travail est l'assise et l'autorité la limite, toutes les situations à protéger du point de vue du droit positif peuvent-elles être intégrées ? Force nous a été de répondre négativement. Nous avons alors tenté, pour atteindre ce résultat, de nous élever à notre tour jusqu'à l'inspiration des solutions généralement admises, et nous l'avons trouvée dans des préoccupations économiques et sociales qui nous ont incité à conserver le fondement du risque professionnel après en avoir précisé la définition.

Nous nous sommes alors risqué à envisager l'extension de la protection légale à certains ouvriers ou employés liés à un employeur non plus par un contrat de travail, mais par d'autres rapports de droit rangés dans la catégorie du contrat d'entreprise.

Approfondissant davantage les idées inspiratrices déjà

(1) Sachet, t. 1, n° 356 ter.

pressenties, nous avons fait nôtre cette conviction que « toutes les fois que les rapports existant entre l'employeur et la victime seront établis sur une base qui postule en bonne justice chez le patron, non seulement le devoir d'appointer son ouvrier, mais encore de l'entretenir s'il perd sa force de travail, la loi de 1898 s'épanouira naturellement » (1) indépendamment de toute classification d'ordre juridique, et nous en avons admis l'application en dehors du cadre du contrat de travail.

Inspiration, fondement, critérium, sont donc les trois jalons de l'acheminement vers la solution de notre double problème. Ils correspondraient au plan d'une étude dogmatique. Nous avons préféré la méthode inductive plus conforme à la nature de notre matière.

Nous envisagerons les conditions physiques de l'accident dans une première partie qui sera de beaucoup la plus longue car elle contiendra, avec un examen de la jurisprudence, l'essentiel de la discussion théorique que nous voulons instaurer. Une deuxième partie sera consacrée aux rapports juridiques du chef d'entreprise avec l'ouvrier.

(1) Rodière, La législation des accidents du travail est-elle applicable aux ouvriers engagés suivant un contrat nul? *Revue Juridique* 1936, n° 4, p. 229.

PREMIÈRE PARTIE

Les conditions physiques
de l'accident

Issue de longues discussions qui n'aboutirent pas à formuler une définition précise de l'accident du travail, l'expression d'« accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail » que le législateur a finalement adoptée dans l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, enferme un contenu essentiellement subjectif. « Le fait ou l'occasion, ces termes ont un sens si général, une extension si démesurée, qu'ils deviennent amorphes, ils prendront indifféremment la forme de la pensée qui voudra se servir d'eux et ne s'appliqueront aucune des idées qu'ils revêtiront comme à un nom trop ample » dit excellemment M. Japy dans sa thèse (1).

Le législateur, ouvrant ainsi lui-même le champ à l'effort d'interprétation et d'adaptation aux conceptions morales et sociales du moment qui est la mission normale de la jurisprudence, a ensuite réalisé des extensions du texte original à des catégories nombreuses de travailleurs, ce qui a préparé ou consacré par un jeu de réactions inévitables, les tentatives les plus libérales.

Enfin non contente d'assurer à la notion d'accident du travail une diffusion dont les rédacteurs de la loi de 1898 n'avaient certainement pas pensé à la donner, la jurisprudence en a encore accru le domaine d'application - en créant pour la victime des dispenses de preuve qui en font admettre l'existence là où l'application du droit commun eût conduit à la repousser.

Nous retracerons brièvement cette progression et rechercherons parmi les différences séparant des cas d'espèce multiples, les éléments révélateurs de l'état de l'esprit qui anime la jurisprudence. Ce sera l'objet d'un premier chapitre. Nous serons alors à même, dans un second chapitre, de confronter utilement les deux fondements opposés qui visent à rendre compte du devoir d'indemnisation de l'employeur, et de proposer un critérium de l'accident du travail.

(1) Japy, p. 18.

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION D'ACCIDENT DU TRAVAIL EN DROIT POSITIF

Nous ferons dans une première section un rapide historique des travaux préparatoires de la loi de 1898 et de l'évolution législative qui l'a suivie. Dans une seconde section qui constituera la partie capitale de notre étude, nous entreprendrons l'analyse de la jurisprudence contemporaine qui nous fera apparaître le contenu actuel de la notion d'accident du travail. Enfin une troisième section aura pour objet les exceptions apportées au régime ordinaire de la preuve.

SECTION I. — APERÇU HISTORIQUE.

Nous allons envisager successivement les travaux préparatoires et l'évolution législative.

Paragraphe 1^o. — Les travaux préparatoires.

Des scrupules contraires animaient les membres des assemblées qui ont collaboré à l'élaboration de la loi de 1898. Certains y apportaient un esprit libéral tandis que d'autres supputaient avec crainte toutes les conséquences du nouveau régime de responsabilité qu'ils allaient instaurer.

Leurs travaux (1) nous mettent cependant sur la voie d'une interprétation de la formule finalement adoptée, que nous aurons ensuite à opposer à celle qui s'est fait jour en jurisprudence.

Le premier texte qui fut proposé était objectif et extensif : en 1888, lors de la première discussion, la Chambre admettait que donnerait droit à une indemnité « tout accident survenu dans leur travail aux ouvriers et employés » (2) occupés dans un établissement assujéti à la loi. Il était spécifié : « cette indemnité est à la charge du chef d'entreprise quelle qu'ait été la cause de l'accident. » Et des opinions qui furent alors émises, il résultait sans équivoque qu'il fallait considérer comme accident du travail l'accident même qui ne présentait pas de lien direct avec le travail (3).

C'est devant le Sénat que ce texte devait perdre à la fois une partie de son champ d'application et son caractère objectif : la commission chargée de l'étudier commença à l'amputer des mots : « quelle qu'ait été la cause de l'accident » (4). Elle avait été sensible à un argument d'équité : « Expliquez-nous, avait dit M. Lorois à la séance du 26 juin 1888, pourquoi le patron est responsable d'une tuile qui tombe quand il y a un moteur mécanique dans son usine, et pourquoi il ne l'est pas quand il n'y a pas de moteur mécanique. » (5).

Renouvelée à la suite de la démission de la majorité de ses membres en signe de protestation contre la résistance manifestée par le Sénat à l'égard d'un texte qu'il jugeait trop vaste, la même commission en élaborait un autre ainsi conçu : « Dans toute industrie où le travail sera recon-

(1) V. sur cette question : Courtin, *La notion d'accident du travail. Théorie de jurisprudence*, Thèse Paris, 1924.

(2) J.O. 1888, Doc Parlem., Ch. Annexes, p. 386.

(3) J.O., 1888, Doc. Parlem., Ch., p. 1472.

(4) J.O., 1888, Déb. Parlem., Sénat, Annexes, p. 28.

(5) Cité par Sachet, t. 1, n° 306.

nu dangereux, le chef d'entreprise est responsable de tout accident survenu par le fait où à l'occasion du travail, à ses ouvriers ou employés. » C'est une disposition identique qui finalement devait prévaloir.

Or, à l'occasion de la discussion de ce texte, le Sénat parut admettre, par l'adhésion verbale de sa majorité à l'avis exprimé par l'un de ses membres, auteur d'un amendement ayant pour but de faire décider que le chef d'entreprise ne serait pas responsable des accidents dûs aux cas de force majeure, qu'elle entendait que l'accident présentât un rapport direct avec le travail. Le rapporteur M. Tolain (1) déclara : « L'auteur de l'amendement voulait qu'il fût décidé que le chef d'industrie n'est responsable ni des orages, ni des ouragans, ni des tempêtes, ni des inondations, ni des tremblements de terre, ni de l'invasion de l'ennemi, ni des ravages de guerre, ni de la mort subite ou de l'évanouissement de l'ouvrier... Mais tous ces événements naturels qu'il a prévus restent absolument en dehors de l'application de la loi et nous n'avons jamais eu la pensée de les y comprendre. »

Le même rapporteur devait du reste préciser son idée dans le rapport supplémentaire qu'il eut à rédiger à la suite du renouvellement de la commission : « Il ne suffit pas qu'un accident survienne dans l'établissement où le travail aura été reconnu dangereux pour donner droit à l'indemnité ; il faut de plus que l'accident résulte du travail ou survienne à l'occasion du travail » (2). L'ensemble du projet était adopté le 20 mai 1890 (3) sans nouveau débat sur la question.

À la chambre, le texte du Sénat était confié à l'examen de la commission du travail qui recevait également un projet du gouvernement et un certain nombre de propositions. Sur le point qui nous occupe, cette commission apportait une modification : étaient réputés accidents du travail, les accidents

(1) J.O., 1889, Déb. Parlem., Sénat, p. 387.

(2) J.O., Déb. Parlem., Sénat, Annexes, p. 24.

(3) J.O., 1890, Déb. Parlem., Sénat, p. 469.

« survenus dans leur travail et à l'occasion du travail aux ouvriers... » Sur la raison de cette modification, il nous est impossible de nous expliquer, le rapport de M. Ricard (1) ni la discussion dont il fut suivi, ne fournissant d'indication.

La Chambre ayant successivement adopté l'article 1^{er} et l'ensemble du projet, le texte fut adressé par le Sénat à une commission qui remplaça la conjonction « et » par « ou ». Le caractère professionnel était dès lors reconnu aux accidents survenus aux ouvriers « dans leur travail ou à l'occasion de leur travail ».

M. Courtin fait justement remarquer (2) : « Si aucune explication ne nous était fournie sur cette transformation, nous interpréterions ce texte de la façon suivante : d'une part, tout accident survenu à l'heure et au lieu de travail donne lieu à réparation. Il en est de même des accidents survenus en dehors de l'heure et du lieu du travail s'ils se rattachent au travail par un lien de cause à effet. »

La nouvelle formule semble donc plus vaste que l'ancienne et elle paraît s'appliquer même à des accidents survenus en dehors d'un établissement. Mais, comme le montre M. Courtin, un examen attentif de certaines discussions qui, à la séance du 4 juillet 1895, accompagnèrent le vote de ce texte par la commission, fait ressortir que celle-ci ne lui attribuait pas une portée plus étendue que celle donnée cinq ans plus tôt par le Sénat à la disposition qu'il avait adoptée.

« Tout d'abord, à M. Berenger qui entendait que fût protégé l'ouvrier qui, dans la cour de l'établissement, a été victime de la chute d'un corps venu on ne sait d'où (3) ; le rapporteur M. Poirrier répliquait : « L'ouvrier blessé à l'occasion de son travail, c'est le cas ! », ce qui lui attirait cette réponse de M. Berenger : « Je nie absolument qu'il soit légitime d'ac-

(1) J.O., 1892, Déb. Parlem., Ch., p. 1222.

(2) Op. cit., p. 94-95.

(3) J.O., 1895, Déb. Parlem., Sénat, p. 728.

corder cette faveur à l'ouvrier blessé à l'occasion de son travail ».

Nous pensons que l'hypothèse admise par le rapporteur ne souffrait pas de généralisation et qu'elle ne visait pas, par exemple, la force majeure ou le cas fortuit. En effet, comme M. Berenger déclarait que certains cas fortuits ne lui semblaient pas devoir ouvrir le droit aux indemnités légales, M. Poirrier répondait : « S'il y a un accident produit par une cause fortuite, c'est qu'il y a danger » manifestant que pour lui l'ouvrier n'était protégé en pareil cas que si un danger le menaçait, c'est-à-dire en somme si son travail l'exposait plus particulièrement à ce danger, si le lien de l'accident avec le travail n'était pas discutable.

D'autre part, les situations évoquées au cours de ces discussions comportent toujours le même lien étroit avec le travail. On s'inquiète de savoir si un homme de peine chargé d'alimenter un générateur et blessé par l'explosion de la machine a été frappé dans l'exercice même de son travail ou à l'occasion de son travail (1). Ce n'est que pour ne pas laisser de doute sur l'application du texte en pareille hypothèse que le rapporteur M. Poirrier défend la formule de la commission.

Enfin, à la demande de M. Silhol désirant savoir si un ouvrier blessé en se rendant à son travail avait droit à une indemnité, M. Poirrier précisait : « Nous ne nous occupons pas des accidents qui se produisent en dehors de l'usine ou du chantier, bien entendu ! » et comme M. Silhol insistait pour obtenir la mention de cette restriction, M. Poirrier déclarait : « le texte nous a paru si clair que nous n'avons pas cru devoir le spécifier ». Après quoi le rapporteur se ralliait au texte de la chambre qui était voté.

Par sa réponse, le rapporteur avait-il entendu éliminer ceux des accidents survenus en dehors de l'exploitation qui

(1) Cité par Courtin, p. 97; Japy, p. 20.

se rattachent étroitement au travail ? Il est permis d'en douter.

Sur une observation de M. Berenger qui lui soumettait le cas suivant : « Un homme descend un escalier. Il fait un faux pas, et se casse une jambe. allez-vous dire qu'il est dangereux de descendre un escalier ? » M. Poirrier déclarait encore : « Il ne s'agit en ce moment que des accidents du travail industriel. » Et une autre question de M. Blavier : « Un ouvrier descend une armoire malgré la défense qui lui est faite et se blesse. Est-ce à l'occasion de son travail ? » provoquait cette réplique de M. Maxime Lecomte : « Il y a faute lourde dans ce cas. » M. Floquet ajoutait : « Ce n'est pas à l'occasion de son travail que l'ouvrier a été blessé puisqu'on lui avait défendu de travailler ! » réponse dont M. Blavier se déclarait satisfait (1). Le caractère subjectif de l'accident du travail, déjà manifesté par l'exigence d'un lien entre l'accident et le travail, était mis en pleine lumière. La recherche de la volonté était permise, dans un esprit qui n'est pas sans rappeler celui des théories psychologiques de la causalité (2).

Mais le texte n'était pas adopté définitivement. La commission, à laquelle un amendement de M. Berenger avait été renvoyé, démontra et une nouvelle commission revint à l'ancien texte, celui de 1885 aux termes duquel le chef d'entreprise était responsable de tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

Observant que « la loi ne prévoit plus que l'accident doit nécessairement être arrivé dans le travail » et que sur ce point aucune explication ne lui fournie pour entendre avec M. Courin (3) que les questions d'acte et de lien au travail ne peuvent pas être prises en considération.

Quant à l'exigence d'un lien unissant l'accident au travail,

(1) Cité par Japy, p. 21.

(2) V. Esmein, trois problèmes de responsabilité civile, Rev. trim., 1934, n° 6 à 8.

(3) op. cit., p. 99.

elle était maintenue. M. Thévenet, rapporteur de la commission renouvelée le spécifiait en ces termes : «... Il faut que l'accident ait été la conséquence directe du travail ; nous avons écrit, pour préciser notre pensée, ces deux expressions : par le fait ou à l'occasion du travail (1) ».

Telle est la rédaction de l'article 1^{er} de la loi de 1898 qui n'a plus été remise en question.

Nous trouvons dans ces travaux préparatoires des indications qui nous aiguillent sur les solutions à donner dans les cas les plus généraux. L'accident du travail, pour les auteurs de la loi de 1898 est, semble-t-il, celui qui est une conséquence du travail survenu à l'ouvrier occupé dans une exploitation dangereuse (2).

Les nombreuses discussions qui ont précédé l'adoption de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, montrent bien que cette disposition ne visait pas les accidents survenus à l'heure et au lieu de travail, que certaines formules antérieurement proposées auraient mieux caractérisés.

Mais peut-on aller plus loin sur le chemin de la précision ? Comme nous l'avons rappelé, toutes les hypothèses envisagées par les travaux préparatoires sont de celles que l'on rattache intuitivement au travail. Qu'auraient décidé les rédacteurs du texte, placés en face de l'une des nombreuses espèces qui ont depuis suscité l'effort créateur de la Cour suprême ? Auraient-ils admis l'application de la loi à des ouvriers victimes d'une agression hors du lieu de leur travail, pendant un moment de repos autorisé par l'employeur (3). Non, sans doute. Mais il leur aurait fallu, pour motiver leur

(1) J.O., 1896, Déb. Parlem., Sénat, annexes, p. 118.

(2) M. Casteil exprime dans le traité de M. Sachet (8^e éd., t. I, n° 356 bis p. 303) une opinion opposée, et pense que les références puisées tant dans les travaux préparatoires que dans le texte même des articles 1^{er} et 7 de la loi de 1898, conduisent à protéger les ouvriers contre tous les accidents pouvant se produire au temps et au lieu de leur travail bien que la cause en soit étrangère au travail. Nous avons tenu à justifier notre propre opinion.

(3) Req., 3 décembre 1935, Revue juridique, 1936, n° 3, p. 209.

décision, recourir à une autre notion que celle d'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, qui ne veut rien dire à force d'être compréhensive. Les assurances qu'ils se donnaient les uns aux autres pour soutenir que tel cas entraînait dans les prévisions de la loi et que tel autre y échappait, consistaient, nous l'avons vu, en affirmations arbitraires (1).

Et c'est la véritable leçon de ces travaux préparatoires que de nous faire prendre conscience de la difficulté de donner une définition satisfaisante de l'accident du travail, alors même que l'on est guidé par une vue suffisamment claire des situations à protéger. Première invitation à la circonspection dans le choix d'un critérium !

Cet examen nous fait donc apparaître une certaine conception de l'accident du travail dont l'expression est imparfaite.

Consciente de cette insuffisance du critérium légal, la jurisprudence devait, au lendemain de l'entrée en vigueur de la loi de 1898, encore qu'elle ne pût le récuser officiellement, lui en adjoindre puis lui en substituer un autre, d'application plus facile pensait-elle. Mais la notion même de l'accident du travail s'est, depuis cette époque, transformée sous la double impulsion de la loi et de la jurisprudence.

Paragraphe 2. — L'évolution législative.

Le coup d'œil que nous avons jeté sur les travaux préparatoires nous fait apparaître que les auteurs de la loi de 1898

(1) Mettant en doute la clarté de la formule légale, un sénateur, M. Félix Martin, s'était écrié prophétiquement : « Le fait du travail est-ce une expression bien claire et bien précise ?... Les avocats auront beau jeu. Ils vont tourner et retourner cette formule, la disséquer, l'examiner à la loupe, gloser et commenter, et c'est malheureusement le pauvre blessé qui supportera les conséquences de l'obscurité du texte. » (Séance du 19 mars 1896, J.O., Déb. Parlem., 1896, p. 268. Cité par Courtin, p. 63).

ont surtout eu en vue la garantie du risque inhérent au fonctionnement des entreprises dangereuses.

D'après le rapporteur Ricard (1), il fallait protéger tous les ouvriers « employés dans des exploitations présentant des dangers manifestes et en quelque sorte inévitables ». C'étaient les progrès de la grande industrie et de son corollaire le machinisme, qui avaient frappé les esprits. « Ce fut la présence d'un moteur qui détermina l'application de la loi » (2).

Avant la loi de 1898, on songeait surtout au danger des cas foruits résultant d'un outillage dangereux.

D'aucuns même, anticipant sur le vaste domaine d'application qui devait plus tard être donné à l'article 1384 du Code civil, posaient déjà le principe général de la responsabilité du fait des choses : « Quand le terrassier travaille avec sa bêche et sa pioche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes ; il en est le maître et l'on admettra à la rigueur qu'il en soit responsable. Mais, combien autre est son rôle visà vis d'un haut fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables et de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel. L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils : il les subit. C'est au maître qui les lui impose de subir, aux termes de l'article 1384, la responsabilité des choses qu'il a sous sa garde. La machine tue et blesse ; la machine est sienne, donc il en répond ». (3)

Si la considération des dangers des entreprises modernes a provoqué l'avènement de la loi de 1898, il ne s'ensuit pas

(1) Rapport Ricard, 25 février 1892, J.O., Doc. Parlem., Ch., 1892, p. 30, cité par Sachet, op. cit., n° 60.

(2) Scelle, Le droit ouvrier. (Cité par Touren, La notion de contrat dans l'évolution de l'idée de risque professionnel, Thèse Montpellier, 1924, p. 17).

(3) Cheysson, Journal des économistes, 1888, p. 429 (cité par Piaget, L'heure et le lieu du travail, Thèse Grenoble, 1930, p. 98).

que ses auteurs aient estimé que seules les professions dangereuses présentaient un risque et devaient être protégées. Le texte est d'ailleurs conçu en termes plus généraux et il tient compte de l'opinion émise par d'autres membres du parlement, qui, partant les uns de l'idée d'assurance, les autres de l'idée d'un risque professionnel très étendu (1), voulaient faire une loi d'application générale à tous les travailleurs (2). C'est donc, comme on l'a dit souvent, plutôt dans un esprit de prudence devant l'inconnu et dans la crainte d'imposer une trop lourde charge à la production française que l'application en a été limitée aux entreprises dans lesquelles elle s'imposait le plus expressément.

Institué pour les accidents dont sont victimes les ouvriers et employés occupés dans les établissements industriels et dans les exploitations fabriquant ou mettant en œuvre des explosifs ou faisant usage de machines mues par des moteurs inanimés, le régime des accidents du travail était presque aussitôt étendu aux accidents du travail agricole causés par des moteurs inanimés (loi du 30 juin 1899), puis successivement à ceux survenus aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (loi du 13 décembre 1912), dans les exploitations forestières (loi du 15 juillet 1922 modifiée par celle du 30 avril 1926), et aux domestiques (loi du 2 août 1923). La loi du 18 juillet 1907 a organisé l'adhésion volontaire des employeurs non assujettis à l'égard des personnes qu'ils emploient, quand celles-ci y consentent ; et les exploitants agricoles qui y sont soumis obligatoirement même pour leurs collaborateurs non salariés, mais non pour les membres de leur famille travaillant avec eux, peuvent égale-

(1) V. Sachet, t. 1, n° 60 p. 83.

(2) Le projet de MM. Richard et Viau (J.O., Doc. Parlem., Ch. 1891, p. 312 et 1495), contenait cette phrase caractéristique : « Est-ce que la veuve et les orphelins de l'ouvrier tué dans la moins dangereuse des professions, ne sont pas aussi intéressants que les représentants de l'ouvrier qui a péri dans les mines où la vie humaine est continuellement en péril ? »

ment, aux termes des articles 1 et 4 de la loi du 15 février 1922, y adhérer en faveur de ces derniers ou en bénéficier personnellement, en contractant une assurance.

Enfin, nous devons signaler à cette place la loi du 23 octobre 1919 étendant la loi du 9 avril 1898 à certaines maladies d'origine professionnelle, encore que des différences assez profondes lui donnent une physionomie toute particulière.

Ces textes, qui n'ont pas eu pour effet de modifier la formule de l'accident du travail donnée par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, ont cependant influé sur le contenu de la notion. En faisant participer au bénéfice de la réparation légale la plupart des travailleurs, parmi ceux du moins qui sont liés à un employeur par un contrat de travail, et en achevant ainsi de démontrer l'indépendance de l'accident du travail par rapport à l'exercice d'une profession dangereuse, ils ont sinon corroboré, du moins rendu admissible l'abandon d'un lien direct avec le travail quel qu'il soit, que la jurisprudence a réalisé en créant une notion tout à fait originale de l'accident du travail.

SECTION 2. — L'ACCIDENT DU TRAVAIL

QUESTION DE FOND

La formule de « l'heure et du lieu du travail » fait son apparition dans les premiers arrêts qui ont suivi la loi de 1898. Mais la Cour suprême n'a nullement entendu à cette époque rompre avec l'esprit des travaux préparatoires en renonçant à exiger l'existence, entre le travail et l'accident, de ce lien étroit, que faute de pouvoir préciser davantage, nous qualifierons de direct comme elle l'a fait elle-même.

Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 17 février 1902 (1) s'exprime ainsi: « L'on doit considérer com-

(1) D.P. 1902.1.273, 1^{re} espèce, et note de M. L. Sarrut. V. dans le même sens: Civ., 23 avril et 10 juin 1902, op. et loc. cit., 3^e et 5^e espèces.

me survenu par le fait du travail tout accident causé par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier victime était soumis à cette direction (du chef d'entreprise).» Commentant cette décision, M. L. Sarrut écrivait (1): « Tout accident n'engage pas la responsabilité du chef d'industrie par cela seul qu'il est survenu sur le lieu du travail, pendant le travail : la foudre, l'inondation, l'ouragan, le tremblement de terre sont des cas de force majeure en dehors des prévisions de la loi. De même, la mort naturelle, quoique survenue pendant le travail, n'est pas un accident au sens de ce mot dans la loi de 1898. Il faut une relation plus ou moins directe entre le travail et le risque industriel, ce risque particulier qu'engendrent les conditions spéciales dans lesquelles fonctionnent les établissements que la loi énumère : le feu grisou dans les mines, les machines, les complications de l'outillage, les échafaudages, l'agglomération des ouvriers dans les ateliers, créent des risques inhérents au travail industriel et dont le patron doit répondre.»

Aussi bien, la nouvelle formule n'apportait aucun élargissement de la notion d'accident du travail. Elle semblait bien plutôt, comme on l'a signalé (2), destinée à enrayer les interprétations extensives que l'expression trop vague d'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail eût paru comporter.

Exclusive des accidents survenus en dehors du temps et du lieu de travail (3), la notion d'accident du travail ne comprenait pas tous ceux qui satisfaisaient à ces deux conditions : la victime devait faire la preuve, dans les termes de l'article 1315 du Code civil, d'une relation entre l'accident et le

(1) Note précitée.

(2) Courtin, p. 67.

(3) Req., 25 février 1902, D.P. 1902.1.273, 1^{re} espèce; Civ., 3 mars 1903 (2 arrêts), D.P. 1903.1.273 (2^e et 3^e espèces); Req., 20 mai 1903, D.P. 1904.1.116, 3^e espèce; Req., 4 juillet 1905, D.P. 1908. 1.218, 3^e espèce.

travail lorsque la cause de l'accident était inconnue (1), quitte à utiliser pour y parvenir, les présomptions graves, précises et concordantes de l'article 1353. Restaient en dehors du domaine d'application de la loi ceux, même causés par l'outillage de l'exploitation, qui étaient survenus au cours de l'accomplissement de certains actes étrangers à l'exécution de la tâche assignée à l'ouvrier - ceux par exemple que l'ouvrier accomplissait dans son intérêt propre, ou par complaisance à l'égard de tiers, ou par amusement - (2), et ceux qui avaient été causés par l'action des forces de la nature à l'heure et au lieu du travail à moins que le travail n'eût contribué à mettre ces forces en mouvement ou en eût aggravé les effets (3).

Mais la nouvelle formule allait bientôt conquérir son autonomie, se vider de son sens primitif, et par l'effet d'un processus continu d'adaptation aux cas multiples que la pratique faisait surgir, donner naissance à une notion de l'accident du travail dont sans doute les auteurs de la loi de 1898 n'avaient pas imaginé l'avènement, et dont il importe de se demander si elle ne comporte pas un fondement différent de celui qu'ils avaient conçu.

Cette évolution ne s'est pas faite brutalement, mais il est cependant possible d'en indiquer les étapes.

C'est un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 1^{er} août 1906 (4) qui a introduit dans notre matière une solution nouvelle en énonçant en termes généraux : « Tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail. » Un

(1) Civ., 23 juillet 1902, D.P. 1902.1.582; Req., 19 janvier 1903 (2 arrêts), D.P. 1904.1.516; Req., 27 avril 1903, D.P. 1904.1.116, 1^{re} espèce ; Contra: Grenoble, 5 mai 1901, D.P. 1902.2.463, Rennes 17 décembre 1903, D.P. 1904.1.73, 55^e espèce.

(2) Req., 27 avril 1903, D.P. 1904.1.116, 2^e espèce ; Req., 24 novembre 1903, D.P. 1904.1.13, 55^e espèce.

(3) Civ., 24 juin 1905, D.P. 1908.1.218, 2^e espèce.

(4) D.P. 1908.1.218, 5^e espèce. V. Courtin, p. 69 s.

ouvrier occupé à décharger un camion sur la voie publique avait été blessé par une toupie qu'un enfant avait jetée. La Cour suprême ne chercha pas à rattacher cet accident au travail en signalant, par exemple, que l'ouvrier n'avait pu surveiller ce qui se passait à côté de lui parce que toute son attention était retenue par l'exécution de sa tâche, et que le travail avait dès lors aggravé le risque, banal en lui-même, de la projection d'une toupie, mais elle s'en tint aux circonstances de l'accident. La survenance d'un accident à l'heure et au lieu du travail constituait donc une présomption en faveur de son caractère professionnel, mais une présomption susceptible de preuve contraire, la Cour suprême eut l'occasion de l'affirmer (1).

L'impulsion, cependant, était donnée. On finit par ne plus exiger de lien direct entre l'accident et le travail, ou plutôt on n'exigea plus d'autre lien que la réunion des conditions d'heure et de lieu.

Aujourd'hui, et réserve faite de l'action des forces de la nature, tout accident survenu sur le lieu et pendant la durée du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail sans qu'il soit besoin qu'il se rattache par un lien direct aux occupations mêmes de l'ouvrier qui en a été victime (2). Si l'on veut encore parler de présomption, il faut dire qu'elle est devenue irréfragable. Il s'agit d'une règle de fond. La question de preuve de la relation causale qui se posait à l'origine a été en quelque sorte absorbée par la question de fond de la notion d'accident du travail. Seule subsiste désormais la nécessité de prouver, dans les formes ordinaires, que l'accident s'est bien produit à l'heure et au lieu du travail.

(1) Req., 25 octobre 1910, G.P. 1910.2.460; Civ., 8 février 1911, D.P. 1911.5.61.

(2) V. notamment comme caractéristiques : Civ., 29 octobre 1923, G.P. 1924.1.52 ; 5 janvier 1925, G.P. 1925.1.325 ; Crim., 27 mai 1927, G.P. 1927.2.379; Civ., 29 octobre 1930, D.H. 1930.606 ; S. 1931.1.142 Civ., 13 juillet 1932, G.P. 1932.2.635; Civ., 21 novembre 1934, G.P. 1935.1.89. R.A.T. 1935.138.

La relation causale est donc tout entière contenue dans les éléments de l'heure et du lieu du travail. Mais le problème n'est pas résolu pour autant. L'adoption de la formule jurisprudentielle ne fait qu'ajourner la difficulté sans la résoudre, car les termes d'heure et de lieu du travail sont loin d'avoir une signification assez précise pour dispenser de toute autre recherche.

Lors même que le travail s'effectue dans un établissement et que les ouvriers sont soumis à un horaire fixe, certaines situations prêtent à discussion, par exemple les repos pris sur place ou le temps consacré aux ablutions à la fin du travail. A plus forte raison en est-il ainsi lorsque le travail a lieu occasionnellement ou régulièrement en dehors d'un établissement, et qu'il se comprend par conséquent, dans une mesure variable, d'allées et venues, de déplacements, dont le rapport avec le travail peut paraître douteux.

La jurisprudence est, nous le verrons, très libérale. Elle admet au bénéfice de la loi de 1898, avec l'ouvrière qui travaillait à la place qui lui avait été assignée dans l'atelier lorsqu'elle reçut dans l'œil un morceau de verre lancé par une autre ouvrière (1), le jeune ouvrier chargé de conduire un attelage, qui avait profité du passage d'un camarade en sens inverse pour lui jeter des boules de neige (2), ou l'inspecteur d'une société qui gagnait dans sa propre automobile la ville où il devait effectuer sa tournée le lendemain (3).

La formule de l'heure et du lieu du travail étant susceptible d'interprétation, force est bien de se demander à quel principe se rattachent les solutions de la pratique.

A cette question, il a été répondu par M. Piaget (4), après une analyse détaillée des arrêts relatifs à notre matière, que la jurisprudence fait de l'obligation de réparation du chef

(1) Civ., 23 avril 1902, D.P. 1902.1.273, 5^e espèce.

(2) Req., 3 décembre 1934, D.H. 1935.33, G.P. 1935.1.509, s. note, S. 1935.1.59, R.A.T. 1935.140.

(3) Req., 28 novembre 1927, D.H. 1928.54.

(4) Thèse citée

d'entreprise une conséquence de son autorité, soit qu'elle lui impute un devoir de surveillance lorsque l'ouvrier se trouve sous sa dépendance technique, ou qu'elle cherche seulement à déceler si ce dernier évoluait au moment de l'accident sous la subordination de son patron. Pour elle, l'employeur ne serait tenu, dans l'un et l'autre cas, qu'en vertu d'une sorte de présomption de mauvais emploi de l'activité de l'ouvrier.

Cette opinion trouve à tout le moins un commencement de justification dans la jurisprudence. Rattacher au pouvoir de commandement qui constitue l'autorité, le devoir d'assurer la sécurité de l'ouvrier, c'est expliquer tout accident du travail par un mauvais usage de ce pouvoir, et par conséquent par une faute de l'employeur. C'est réintégrer l'idée de faute comme fondement de la législation nouvelle, et, pour adopter la terminologie de M. Esmein (1) qui, dans notre droit où la faute sert à régler l'incidence du dommage, n'applique le terme de responsabilité qu'aux cas où l'obligation suppose une faute prouvée ou présumée, considérer le patron comme véritablement responsable et non plus seulement tenu d'une obligation de garantie (2).

Or, il est de fait que la disparition de l'idée de faute d'une matière que certains se résignaient mal à voir distraire de celle de la responsabilité civile, avait suscité bien des résistances avant le vote de la loi (3). La seule tentative faite à

(1) Esmein, *Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle*, Rev. Trim., 1933, n°s 18-19.

(2) Voir notamment Cabouat, *Traité des accident du travail*, n° 30. p. 41.

(3) V. Arthur Desjardins, *Le Code civil et les ouvriers*, Revue des Deux Mondes, 15 mars 1888, p. 361 et suiv.: « Comment ? Il suffirait à l'ouvrier, pour imposer la preuve au patron, d'établir une relation entre la machine et l'accident ? »

« C'est supposer, encore une fois, que le travail enfante l'accident comme les prémisses d'un syllogisme enfantent sa conséquence. On retombe dans la même erreur. Le patron a mis aux mains de l'ouvrier une substance explosible, de la poudre à feu par exemple;

cette époque pour soustraire l'ouvrier au régime draconien de l'article 1382 du Code civil qui eut des résultats pratiques, eut lieu dans le cadre de la responsabilité civile, par un simple élargissement de l'idée de faute. On songeait surtout alors au danger des cas foruits, résultant du développement du machinisme. On fit aux chefs d'entreprise l'obligation de munir leurs appareils protecteurs des derniers perfectionnements et de prendre toutes dispositions propres à prévenir les effets de l'imprudence des ouvriers. « L'inobservation de l'une de ces prescriptions contribuait elle plus ou moins directement à rendre possible un accident survenu à un ouvrier, on y voyait les éléments d'un quasi délit à la charge du patron. Mais quelque légère que fût cette omission ou cette faute, il fallait en démontrer à la fois l'existence et la relation avec l'accident ; et c'est à l'ouvrier qu'incombait le fardeau de cette double preuve. Sans doute, lorsque l'accident était dû à un vice de construction du matériel, la faute du patron était présumée de plein droit (art. 1384 et 1386 du Code civil) ; mais encore, dans ce cas, la victime avait-elle à établir le vice générateur de l'accident, et cette démonstration ne laissait pas, parfois, que d'être fort difficile (Cass. 19 avril 1887, S. 1887, I. 217 ; Cass. civ. 16 juin 1896, S. 1897, I. 17 ; Cass. req., 29 mars 1897, S. 1898, I. 65). Ces deux dernières décisions, qui ont eu un certain retentissement, ont été considérées par certains auteurs, comme le commencement d'une évolution de la jurisprudence vers la théorie du risque professionnel et de la faute objective. C'était, je crois, donner à ces décisions qui ne faisaient qu'appliquer avec ampleur les dispositions de l'art. 1386 du Code civil, une portée

la poudre éclate et blesse l'ouvrier. L'explosion peut être causée sans doute par le vice propre de la substance mais aussi par une imprudence de l'employé. Ces imprudences sont très fréquentes. Cependant, quelque effort qu'on ait fait pour assigner l'une ou l'autre cause à l'évènement, on est resté dans l'incertitude. Pourquoi le doute profiterait-il à l'ouvrier qui se plaint?... » (Cité par Cabouat, n° 78, p. 101, note 1°).

et une signification qu'elles n'avaient pas. » écrivait M. Sachet (1).

Pénétrée de l'état d'esprit traditionnel, la Cour de cassation recourut donc spontanément dans l'interprétation du critérium légal de l'accident du travail, à l'idée d'un devoir de surveillance à la charge du patron (2), idée qui s'adaptait bien aux conditions du travail effectué dans un établissement, celui dont eut surtout à connaître dans les débuts, puisque l'article 1^{er} de la loi ne visait en dehors du travail industriel proprement dit, que les « entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement ». Puis, dans la nécessité de comprendre dans les travaux protégés ceux qui ne s'accommodent pas d'un état de dépendance technique — et la loi de 1906 relative aux exploitations commerciales en faisant désormais bénéficier les commis voyageurs de la réparation légale, rendit cette modification particulièrement pressante — elle se borna à exiger que la victime se fût trouvée au moment de l'accident sous la subordination du chef d'entreprise : elle se contenta désormais d'une simple dépendance juridique (3).

Mais, si telle a été l'impulsion donnée à l'évolution jurisprudentielle, si aujourd'hui encore certains arrêts rattachent expressément le devoir d'indemnisation du patron à son autorité, il apparaît néanmoins que la notion d'accident du travail, sous l'influence persistante des tendances libérales qui avaient déjà fait abandonner l'exigence d'un lien direct entre le travail et l'accident, dépasse les conséquences de l'idée d'autorité. Beaucoup de décisions s'abstiennent de faire mention de l'élément de subordination pour ne plus se référer qu'au contrat de travail.

Le travail s'entend, dans bien des cas, de l'usage d'une faculté réservée plus ou moins expressément par le contrat de

(1) Op. cit., n° 11, en note.

(2) V. Note Sarrut précitée, D.P. 1902.1.273.

(3) Civ., 20 avril 1912, D.P. 1913.1.64.

travail, dans des conditions d'où la volonté du patron est absente si ce n'est sous la forme d'une manifestation générale et éloignée qui ne peut raisonnablement suffire à engager la responsabilité de son auteur. Durant de telles activités, l'ouvrier reste sans doute sous la subordination de son patron, puisque sa conduite est liée, au moins dans son inspiration, à une autorisation ou à une tolérance de la part de ce dernier. Mais ce lien est si mince qu'il devient excessif de mettre en cause l'autorité patronale.

Aussi nous séparons-nous de M. Piaget et ne voyons-nous dans l'interprétation jurisprudentielle de l'heure et du lieu du travail, conformément à la doctrine de bien des arrêts, que le souci de modeler la notion d'accident du travail sur les conditions de l'exécution du travail dans l'entreprise, abstraction faite de la participation de la volonté du patron à cette exécution.

L'état actuel de la notion d'accident du travail s'analyse en deux propositions : 1° la survenance d'un accident à l'heure et au lieu du travail suffit à lui donner le caractère professionnel, à moins qu'il n'ait été provoqué par les forces de la nature sans que le travail ait contribué à les mettre en mouvement ou à en aggraver les effets. Le risque d'accident est pour l'ouvrier, indépendamment de certains dangers spéciaux inhérents à l'exercice de sa profession, le même que celui qui menace tout être humain. C'est ce qu'on est convenu d'appeler un risque humain (1). 2° Les limites de l'heure et du lieu du travail sont celles de l'exécution du contrat de travail dans le temps et dans l'espace.

Nous consacrerons un premier paragraphe à l'illustration de l'aspect « humain » de l'accident du travail. Nous envisagerons ensuite l'interprétation donnée par la jurisprudence des éléments de l'heure et du lieu du travail.

(1) V. notamment Sachet op. cit., nos 401, 413, 416 s.

Paragraphe 1^{er}. — Le risque d'accident, risque humain.

Posant en principe que tout accident survenu sur le lieu et pendant la durée du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail, la jurisprudence admet aujourd'hui au bénéfice de la réparation l'ouvrier frappé dans de telles conditions, même s'il s'agissait d'un risque auquel son travail n'avait pas ajouté.

Cette conception de l'accident du travail n'a pas été sans rencontrer des résistances dans la doctrine. Le souci de garantir les ouvriers contre des risques spéciaux, plus ou moins clairement conçus ou définis, avait, nous l'avons dit, dominé l'opinion de la fin du 19^e siècle, et finalement déterminé le vote de la loi. Certains auteurs ne se résignèrent pas à ratifier le bouleversement imprévu apporté par la jurisprudence dans cet ordre d'idées.

Pour M. Sachet, l'accident du travail était celui dont le travail avait fait naître le danger pour l'ouvrier ou qu'il avait aggravé. « Il n'est pas nécessaire pour l'application de la loi de 1898, écrivait-il, que le travail constitue la cause *exclusive et immédiate* de l'accident, il suffit qu'il en ait été une des causes coopérantes. Tel est le cas de tous les accidents dûs à ce que nous avons appelé plus haut des *risques aggravés*, c'est-à-dire des accidents de la vie courante auxquels le travail a plus particulièrement exposé la victime ou dont il a rendu les conséquences plus graves » (1).

Et il estimait (2) qu'« une maladie de la victime peut être aussi la cause d'un accident et un tel accident revêt un caractère industriel si la gravité des conséquences est due à l'outillage ou aux dispositions matérielles de l'exploitation. Ainsi, un ouvrier prend une crise d'épilepsie à côté de la chaudière de l'usine et tombe sur le sol couverts de débris

(1) Sachet. t. 1, n° 402.

(2) Id., n° 416.

de charbons ardents qui le brûlent arièvement. Un autre ouvrier également epileptique employe dans une usine de ciment ou de chaux, tombe face en avant dans des poussières qui l'asphyxient. Un maçon fait une chute par suite d'un étourdissement, mais, comme l'échafaudage sur lequel il se trouve est à plusieurs mètres au-dessus du sol, la chute entraîne des lésions graves. Dans ces trois cas, la victime ou ses représentants ont droit aux indemnités légales ».

« Admettons, écrivait encore cet auteur (1) que le patron se contente de traverser la cour en automobile pour se rendre à la promenade ; par suite d'une direction maladroite, son véhicule passe sur le corps d'un des ouvriers. Est-ce là un accident du travail ? Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement. Sans doute l'ouvrier n'a pas été blessé par le fait du travail ; mais le travail a été la cause occasionnelle de l'accident ; car, en travaillant dans une cour servant de passage à une automobile, l'ouvrier était, par l'exercice de sa profession, expose au danger special d'être heurté par ce véhicule ». Toutefois, ce danger spécial, M. Sachet le voyait dans la simple présence de l'ouvrier dans l'établissement car il ajoutait : « Cela revient à dire que, lorsqu'un ouvrier est blessé par la faute de son patron ou de l'un de ses préposés pendant la durée de son travail et sur le lieu de son travail, on peut admettre à coup sûr, que l'accident a un caractère professionnel ; car, s'il n'est pas survenu par le fait du travail, il s'est du moins produit à l'occasion du travail ».

De telles distinctions sont unanimement repoussées par les arrêts. M. Sachet nous en fournit lui-même des exemples (2). Les plaisanteries ou taquineries d'un ouvrier ayant déterminé les blessures d'un autre ouvrier devraient, d'après cet auteur, passer pour des causes étrangères au travail, exclusives de la réparation légale, si elles ont été provoquées par la victime qui se serait ainsi elle-même placée hors du travail.

(1) Id., n° 418.

(2) Id., n°s 421 s.

La Chambre civile de la Cour de cassation a cependant admis au bénéfice de la loi de 1898 un garçon boucher qui s'était blessé en jouant avec un camarade rencontré au cours d'une livraison (1). Dans des circonstances voisines, la Chambre des requêtes a adopté la même solution en faveur d'un jeune charretier qui avait fait une chute en jetant des boules de neige à un camarade croisé sur son chemin, et elle a rappelé que l'accident du travail ne se rattache pas nécessairement par un lien direct aux occupations de celui qui en a été victime (2).

M. Piaget (3), rapportant des décisions favorables à des ouvriers victimes d'accidents alors qu'ils avaient interrompu leur travail pour fabriquer des objets à leur usage personnel, note que la place faite dans les motifs à la circonstance que l'accident était survenu par le fait de l'outillage, pourrait faire croire qu'il y a là une condition nécessaire. S'agissant d'un fabricant de pianos blessé avec une scie mécanique alors qu'il découpait un barreau de chaise destiné à un camarade, un arrêt de la Chambre civile du 14 février 1921 (4) s'exprime ainsi : « quoique l'ouvrier se livrât à une occupation étrangère, l'accident n'en est pas moins survenu par le fait de l'outillage ». Mais M. Piaget observait judicieusement que cette constatation avait seulement permis, en l'espèce, de rattacher l'accident *au fait* du travail ; un autre arrêt de la même Chambre, du 22 décembre 1914 (5) avait en effet nettement énoncé que « tout accident survenu à l'heure et au

(1) Civ., 7 avril 1919, S. 1921.1.369 et note Sachet. G.P. 1919.1.741. V. dans le même sens, pour un ouvrier blessé en ramassant une bûche pendant une course faite pour le compte de son patron : Civ., 22 novembre 1927, S. 1928.1.7, note et renvois.

(2) Req., 3 décembre 1934, précité p. 24 note 2. V. sur les circonstances de cette espèce, *infra* p. 84-85.

(3) Thèse citée, p. 28, 29.

(4) Civ., 14 février 1921, S. 1921.1.369, 10^e espèce.

(5) Civ., 22 décembre 1914, S. 1916.1.13.

lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail, et que le chef de l'entreprise assujettie n'est pas déchargé de la responsabilité que l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 fait peser sur lui, parce que l'accident a été causé par la faute de la victime ou par des circonstances étrangères au travail autres que l'action des forces de la nature ».

La Cour suprême avait admis au bénéfice de la garantie légale la victime d'une rixe survenue à l'heure et au lieu du travail (1), sans rechercher l'origine de cette dernière, en se fondant sur ce que le travail avait été « l'occasion de la rencontre des deux ouvriers dans le magasin du patron à qui il appartenait de maintenir l'ordre ». M. Sachet, aux yeux de qui les violences volontaires exercées par un ouvrier sur un autre ouvrier n'avaient le caractère d'accident de travail que lorsque le motif en pouvait être trouvé dans l'exécution du travail ou le mauvais caractère de l'agresseur dont la victime s'était vue imposer le voisinage, et non pas lorsqu'il résidait uniquement dans une pure animosité personnelle sans lien avec l'exploitation, écrivait à propos de cette décision (2) : « Mais que déciderait la Cour de cassation dans le cas où deux employés, chargés par leur patron de porter un paquet de marchandises chez un client ou à la gare, etc... se prendraient de querelle en cours de route ? Admettrait-elle sans aucune restriction la garantie de la loi de 1898 ? Nous n'osons le penser. La force des choses la ramènerait semble-t-il au critérium que nous avons posé plus haut ».

Mais, continuateur de l'œuvre de M. Sachet, M. Casteil ne partageait plus ce point de vue quelques années plus tard (3) et, supposant que la discussion avait pris naissance « pour un motif complètement étranger à l'exploitation, par exemple à raison d'une femme », il ajoutait, se référant seulement aux conditions physiques de l'accident : « Il semble

(1) Civ., 20 avril 1912, S. 1912.1.335; D.P. 1913.1.64.

(2) Sachet, 6^e éd., t. 1, n° 426.

(3) Sachet, 8^e éd., t. 1, n° 426, p. 344.

bien cependant que les deux employés étant au moment de l'accident en cours d'exécution d'une commission, doivent bénéficier de la loi de 1898, alors surtout que la commission a été donnée dans l'intérêt de l'entreprise ». La Chambre civile de la Cour de cassation s'était du reste formellement prononcée sur la question le 25 mars 1931 (1) en déclarant qu' « il importe peu que l'agression dont a été victime un ouvrier de la part d'un autre ouvrier de l'entreprise et qui lui a causé des blessures, ait été motivée par un fait étranger au travail ».

M. Casteil (2) a encore pu observer que la Chambre des requêtes qui avait en 1910 (3) refusé de voir un accident du travail dans les coups portés par un ouvrier à l'un de ses camarades qui lui avait jeté dans le cou de la sciure de bois, a adopté en 1918 la manière de voir de la Chambre civile (4).

Le même esprit se manifeste au sujet du risque d'agression de la part d'un passant ou d'un malfaiteur. Citant un arrêt qui avait fait bénéficier de la loi de 1898 un ouvrier blessé par un passant qui lui avait cherché querelle, alors qu'il exécutait, conformément aux ordres de son patron, un travail sur la voie publique (5), M. Casteil se demandait quelle eût été la solution si l'origine de la querelle avait été imputable à l'ouvrier, et il répondait (6) en affirmant par application de la jurisprudence de la Chambre civile (7) le caractère professionnel de cet accident, alors que M. Sachet avait opiné pour la négative (8).

(1) Civ., 25 mars 1931, D.H. 1931.265, G.P. 1931.2.6, R.A.T. 1931, p. 881.

(2) Sachet, op. et loc. cit.

(3) Req., 13 avril 1910, S. 1913.1.383.

(4) Req., 20 mars 1918, Gazette des Tribunaux, 30 mars 1918.

(5) Civ., 16 mai 1911, S. 1912. 1.224.

(6) Sachet, t. 1, n° 433, p. 348.

(7) Un ouvrier occupé sur la voie publique à décharger le camion de son patron, reçut dans l'œil une toupie lancée par un enfant. La Cour de cassation admit l'accident du travail : 1^{er} août 1908. D.P. 1908.1.218 déjà cité.

(8) Sachet, 6^e ed., t. 1, n° 433, p. 257.

M. Japy, qui en cas de rixe entre ouvriers, fait de la provocation une circonstance exclusive de l'application de la loi, au moins quand elle est étrangère au travail, propose sous la même inspiration, de distinguer lorsque l'accident est imputable au fait d'un tiers, selon que celui-ci a spécialement visé l'ouvrier, ou l'a blessé par hasard (1) : « Dans ce dernier cas, écrit-il,... l'occupation de l'ouvrier l'a malencontreusement conduit à l'endroit où sévissait le danger ; c'est un lien, une occasion reconnue... l'ouvrier n'aurait pas été à sa place, l'accident n'aurait pas eu lieu. C'est du point de vue de l'ouvrier rien autre qu'un cas foruit. Dans le premier cas au contraire, « le tiers aurait vu sa victime ailleurs, il se serait vengé ailleurs. Ce n'est plus la cause de l'accident qui est foruite dans le travail, c'est le travail qui est un incident purement foruit dans le dommage ».

Appelé à statuer pour la première fois, pensons nous, sur cette question, le Tribunal civil d'Avesnes (2) a adopté par analogie avec les hypothèses où l'accident est causé par le fait ou la faute d'un autre ouvrier, la solution extensive. Une ouvrière avait été tuée à la suite d'un dissentiment de ménage, à l'heure et au lieu de son travail, par son mari qui, étranger à l'usine où elle se trouvait occupée, s'y était introduit dans le but d'avoir une explication avec elle. La loi de 1898 a été déclarée applicable. L'annotateur de la Gazette du Palais trouve cette solution douteuse parce que dans toutes les espèces où la Cour de cassation avait eu à statuer antérieurement, il s'agissait toujours de violences ou voies de fait commises sur un ouvrier par un autre ouvrier de l'entreprise.

Cette critique ne nous semble pas pertinente; elle apparaît d'abord comme matériellement inexacte.

En effet, le Tribunal invoquait l'autorité d'un arrêt du 29

(1) Thèse citée, p. 50.

(2) 24 avril 1931, G.P. 1931.2.9, sous-note.

octobre 1930 (1) rendu dans les circonstances suivantes : Un ouvrier de la Société des Houillères de Thivencelles avait été dans la mine, atteint de blessures qu'il accusait un chef porion de lui avoir causées ; traduit devant le tribunal correctionnel, ce dernier avait été acquitté. Le Tribunal civil de Valenciennes eut à connaître de la demande de demi-salaires de la victime et l'en débouta, mais sa décision fut cassée par la Cour suprême qui énonça que « tout accident survenu sur le lieu et pendant la durée du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail, sans qu'il soit besoin qu'il se rattache par un lien direct aux occupations mêmes de l'ouvrier qui en a été victime... ; que d'autre part, le jugement constate expressément qu'à la date indiquée, l'ouvrier a été atteint, au service de la Société des Houillères, d'une blessure à la cuisse droite dans le temps et sur le lieu du travail ; que la réunion de cette double circonstance est nécessaire mais suffisante, sans qu'il y ait à se préoccuper de la personne même de l'auteur des violences constitutives de l'accident, pour que la victime puisse invoquer la loi du 9 avril 1898 ».

Le Tribunal civil d'Avesnes avait donc bien choisi sa référence ; on n'avait pu préciser qui était le coupable : il n'était rien moins que certain qu'il fût le chef porion incriminé, puisqu'il avait été acquitté. Et pourtant, la Cour suprême faisait ouvertement litière de cette circonstance ! La solution du Tribunal ne constituait dès lors pas proprement une innovation.

D'autre part, elle était bien dans la ligne de la jurisprudence qui avait déjà admis, comme le signalait le jugement, que l'application de la loi dépend seulement du point de savoir si le fait, qualifié ainsi d'accident, s'est ou non produit dans l'intérieur de l'enceinte de l'établissement, c'est-à-dire à

(1) Civ., 29 octobre 1930, précité p. 23, note 2.

l'heure et au lieu du travail « abstraction faite de toute autre cause » (1).

Ces motifs qui nous paraissent pleinement justifier la décision du Tribunal d'Avesnes, ne sont toutefois pas les seuls qu'il a retenus. Estimant que la responsabilité du patron résulte de son « obligation de surveillance sur ses ouvriers, en échange de l'abdication par ceux-ci de leur indépendance », il a cru devoir insister sur diverses circonstances propres à faire ressortir que la responsabilité du patron n'était pas purement théorique, car le défaut de surveillance du patron s'était manifesté par le fait que le meurtrier avait déjà été vu dans la soirée voulant pénétrer dans l'usine, et qu'une discussion de plus d'une heure avait précédé le meurtre.

Disons tout de suite, bien qu'il ne soit pas dans nos intentions d'aborder déjà le fondement de l'obligation patronale, que de telles considérations n'étaient nullement déterminantes : la seule question était de savoir s'il y avait ou non en l'espèce accident du travail. Ce n'est qu'au cas où le caractère professionnel aurait été dénié à cet accident que les ayants droit de la victime auraient eu à tirer argument de la conduite de l'employeur pour faire jouer, le cas échéant, sa responsabilité dans les termes de l'article 1382 du Code civil. Mais l'appréciation des conduites est écartée par la loi de 1898. Si tant est que le devoir d'indemnisation du patron procède d'un devoir de surveillance à sa charge, tout manquement de sa part est toujours présumé. La faute du patron n'a d'influence que sur le taux de la rente due à l'ouvrier, lorsqu'elle est qualifiée d'inexcusable, et elle n'entre en jeu, éventuellement, qu'après que l'accident a été qualifié. En l'état de la jurisprudence actuelle, sa recherche ne présente d'opportunité qu'après que l'on a pris position sur le caractère de l'accident qu'elle ne saurait affecter : pour cela il n'est que de

(1) Voir supra, page 23, note 2.

se demander si la survenance à l'heure et au lieu travail est suffisante ou si une connexion plus intime avec le travail est nécessaire. Mais l'établissement de cette relation ne comporte jamais la preuve d'une faute à la charge du patron. A fortiori en doit-il être de même quand on assigne à l'obligation du patron un fondement étranger à toute idée d'imputabilité morale. Nous reviendrons bientôt à un autre point de vue sur cette question que nous avons évoquée ici, seulement pour appuyer notre conviction que la décision du Tribunal d'Avesnes était irréprochable sans qu'il y eût pour la justifier à recourir à d'autres conditions qu'à celles de l'heure et du lieu du travail. En quoi elle nous a paru utile à la démonstration du caractère purement humain de certains accidents du travail.

La même solution doit-elle être admise quand l'accident est imputable à un attentat criminel de la part du patron ou de l'un de ses préposés, même si la cause en est étrangère au travail ? Les auteurs ne l'ont en général pas pensé. « On ne saurait en effet concevoir qu'une loi restreigne la responsabilité du patron criminel. Une disposition qui établirait un forfait entre un assassin et sa victime révolterait la conscience publique » écrivait M. Sachet (1), abandonnant par ailleurs à l'application de la loi de 1898 le cas où un tel accident serait le fait d'un préposé du patron et aurait une cause inhérente au travail. M. Casteil (2) qualifie cette distinction d'arbitraire. L'inspiration en est, en effet, condamnée, nous l'avons vu, par l'attitude de la jurisprudence qui a cessé de prendre en considération le lien de l'accident avec le travail : ou bien pour des raisons intuitives de morale et par symétrie avec la disposition de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 qui supprime toute indemnité en cas de dol de la victime - encore que cette considération ne soit nullement décisive puisque

(1) Sachet, 6^e éd., t. 1., n° 762, dans le même sens : Rouast et Givord, n° 131 et les références citées.

(2) Sachet, t. 1, 8^e éd., n° 763, p. 603, en note.

comme on l'a observé (1), la loi ne dit pas que dans ce cas le droit commun s'applique - on repoussera le régime légal sans avoir égard à l'auteur de l'attentat ou à ses mobiles, ou bien en s'attachant à la seule lettre du texte dont l'article 2 exclut formellement l'application du droit commun en matière d'accidents du travail sous la seule exception édictée par l'article 7 qui organise un recours contre le tiers responsable de l'accident, on acceptera, une fois de plus, toutes les conséquences du critérium de l'heure et du lieu de travail, qui n'est pas en cause. La Cour de cassation statuant toutes chambres réunies s'est le 8 juin 1928 (2), après la chambre criminelle (3) et contrairement aux Cours d'appel d'Alger (4) et d'Aix (5), ralliée à cette dernière interprétation. Il s'agissait en l'espèce de violences graves exercées par l'ingénieur d'une usine sur un ouvrier renvoyé, au moment où celui-ci réclamait, sur le lieu du travail, le règlement de ses salaires. Il semble que dans ces circonstances M. Sachet eût reconnu l'existence d'un accident du travail. L'ensemble des décisions que nous venons de présenter, et notamment celles relatives à des cas de rixes entre ouvriers, nous inclinent à penser que la solution aurait été la même si l'origine de la discussion entre l'ingénieur et l'ouvrier avait été indépendante du travail.

Signalons que la Cour d'assises du Loiret (6) appelée à statuer sur la constitution de partie civile de la veuve et des enfants d'un ouvrier tué intentionnellement par son patron sur le lieu et à l'occasion du travail, au cours d'une discussion relative à son salaire, l'a déclarée irrecevable en déniant à ces derniers le droit d'invoquer d'autres dispositions que celles de la loi de 1898.

(1) Rouast et Givord, n° 131.

(2) S. 1929.1.114, D.P. 1929.1.57, note Rouast; dans le même sens, Civ., 20 juillet 1932, G.P. 1932.2.651, D.H. 1932.541.

(3) 2 juillet 1926, D.H. 1926.418.

(4) 5 février 1926, D.H. 1926.324.

(5) 27 février 1927, G.P. 1927.1.628.

(6) 11 juillet 1932, D.H. 1932.484.

Nous avons choisi pour les citer quelques arrêts qui nous ont paru plus spécialement propres à montrer combien a évolué la notion d'accident du travail.

Le caractère professionnel a été reconnu à des accidents qui ne présentaient de lien ni avec l'outillage d'une exploitation, ni avec les instruments de travail maniés par l'ouvrier, ni avec l'exécution de la tâche de ce dernier, ni même avec des préoccupations relatives à son travail. Etant survenus à l'heure et au lieu du travail, ils n'étaient cependant pas sans lien aucun avec lui. Du point de vue de la théorie de l'équivalence des conditions, qui est la seule présentant une valeur scientifique, ce lien si mince qu'il apparaît négligeable est pourtant à considérer au même titre que tout autre que l'on qualifiera d'étroit, de direct ou d'immédiat. Responsable de la présence de l'ouvrier à une heure et en un endroit donnés, le travail est à l'origine de tout accident qui l'y atteint.

Nous venons de prendre conscience de l'extension donnée à la notion d'accident du travail.

Il nous faut maintenant en préciser la mesure en examinant la définition jurisprudentielle des conditions de l'heure et du lieu du travail qui la caractérisent.

Paragraphe II. — Les limites de l'heure et du lieu de travail

C'est sous la forme d'un devoir de surveillance à la charge du patron que la jurisprudence avait fait revivre l'idée de faute dans la responsabilité patronale, à la nature de laquelle le législateur de 1898 lui-même, l'avait à vrai dire fait participer par certaines de ses dispositions comme l'article 20 permettant l'augmentation ou la diminution de la rente d'accident en cas de faute inexcusable du patron ou de l'ouvrier et la suppression de toute indemnité en cas de faute intentionnelle de la victime.

Son rôle fut d'abord effacé, car l'attention de la Cour suprême se portait surtout, nous l'avons vu, sur le lien unissant

l'accident au travail. « La responsabilité du patron procède, en vertu de la loi du 9 avril 1898, non d'une faute, mais seulement de l'obligation de réparer le dommage résultant du risque industriel », écrivait M. Sarrut (1).

Par le jeu de la formule de l'heure et du lieu du travail, la protection légale était cependant subordonnée à l'existence d'un état de dépendance technique de l'ouvrier par rapport au chef d'entreprise. Pour en faire bénéficier tous ceux qui ne travaillaient pas sous le contrôle immédiat de leur patron, la jurisprudence substitua à l'idée de dépendance technique, celle plus vaste de dépendance juridique. L'obligation du patron était la même qu'il eût ou non le moyen de suivre l'exécution des ordres qu'il avait donnés. On exigea seulement que l'accident se fût produit en un temps et en un lieu où l'ouvrier se trouvait sous la subordination de ce dernier.

Aujourd'hui, beaucoup de décisions rattachent expressément le bénéfice de la loi de 1898 au fait que la victime se trouvait au moment de l'accident sous la surveillance, la direction, l'autorité ou la dépendance du chef d'entreprise. D'autres invoquent l'intérêt de l'entreprise ou les conditions du travail. D'autres enfin mentionnent cumulativement ces justifications. Mais sous la réserve d'exceptions pratiquement négligeables, dans toutes les espèces où le caractère professionnel de l'accident est reconnu, il est possible d'observer que l'ouvrier agissait, ou se trouvait à un endroit donné, au vu et au su de son patron, soit sur son ordre, soit avec son autorisation formelle ou tacite, soit en usant d'une tolérance de sa part.

M. Rouast, dont l'opinion a été reprise et développée par la suite dans le traité qu'il a écrit en collaboration avec M. Givord, et M. Piaget, en ont induit que la jurisprudence avait consacré, sous le couvert de la formule de l'heure et du lieu du travail, le critérium de la subordination et qu'elle faisait

(1) Note D.P. 1902.1.273 précitée.

découler le devoir de réparation de l'employeur de l'autorité qu'il exerce sur son personnel.

Ce fondement, repoussé par M. Piaget, qui le juge contraire au vœu du législateur, est considéré par MM. Rouast et Givord comme le seul compatible avec le domaine actuel de la protection légale et les données morales de l'institution. Mais la portée des solutions jurisprudentielles est-elle bien celle que leur attribuent ces auteurs ? Ajoutant à leur information nos propres observations sur un certain nombre de décisions postérieures, nous pensons être en mesure de répondre négativement.

Expliquons-nous d'abord sur la notion de subordination

La subordination est, au sens précis du terme, l'ordre établi entre les personnes qui place les unes sous la dépendance des autres. Elle caractérise le contrat de travail, c'est-à-dire le contrat de louage de services (1). L'ouvrier est le subordonné du patron en ce sens que ce dernier organise, dirige et surveille son travail, qu'il lui donne des ordres ou a le droit de le faire.

Cette acception, qui ne fait que traduire un lien purement juridique, conduit à décider que l'ouvrier est sous la subordination de l'employeur durant toute son activité professionnelle, quelque large que puisse être l'initiative qui lui est laissée, ou encore lorsqu'il prend ses repas ou même lorsqu'il est logé dans les bâtiments de l'exploitation à condition que ce soit pour les besoins de son travail. Ce n'est pas en tant qu'ouvrier qu'il se nourrit ou se repose, mais il le fait sans dépouiller cette qualité.

Ainsi entendue, la subordination est loin d'évoquer toujours l'autorité du chef d'entreprise. Ce n'est que par un effort de raisonnement que les démarches d'un voyageur de commerce en tournée de longue durée dans une région lointaine pourront être considérées comme effectuées sous l'au-

(1) Planiol, Ripert et Rouast, n° 772.

torité de son patron, qui, sans doute, lui aura tracé d'une façon plus ou moins détaillée le cadre de sa mission et qui conservera toujours le droit de modifier ou d'annuler ses instructions, mais dont la volonté demeurera étrangère aux conditions matérielles de l'exécution du travail que de multiples contingences pourront au contraire influencer.

Bien moindre est encore la part de l'idée d'autorité si l'on veut découvrir la subordination — et nous n'y consentons pas — en dehors du travail proprement dit, dans certaines activités que la jurisprudence protège, comme l'accomplissement du trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu de son travail lorsqu'il donne lieu à une rémunération. La volonté du patron ne s'y manifeste parfois pas autrement que par une initiative unique n'emportant aucune obligation pour l'ouvrier.

Il en est ainsi lorsque les ouvriers d'une entreprise sont pourvus par les soins du chef de l'exploitation d'une carte de circulation gratuite sur le réseau d'une compagnie de tramways ou de chemins de fer pour effectuer ce trajet. La jurisprudence avait commencé à refuser dans ce dernier cas l'application de la loi de 1898 et les partisans de l'idée de subordination avaient approuvé cette solution (1). Nous verrons qu'un revirement s'est opéré.

Les conclusions tirées par MM. Rouast et Givord et M. Piaget de l'examen de la jurisprudence nous paraissent dès lors arbitraires. L'interprétation de l'heure et du lieu du travail nous semble inspirée non par l'idée d'autorité mais plutôt par le souci de faire une application aussi large que possible de la réparation légale, qui a conduit à traiter comme l'activité constituant l'objet précis du contrat de travail tous les gestes ou présences dans lesquels on a pu ou voulu voir l'exécution de ce contrat.

(1) Rouast et Givord, n° 107, p. 119 al. b. et références citées à la note 3.

Il ressort de toutes les décisions, même les plus extensives, que l'ouvrier pouvait être considéré comme exécutant son contrat de travail, au moment de l'accident, parce qu'il exerçait une activité liée à l'accomplissement de ce contrat, ou parce qu'il se trouvait au lieu de son travail comme il s'y était engagé. Mais il est impossible de faire intervenir toujours l'idée d'autorité patronale, et parfois même seulement l'idée de subordination, quelque large conception qu'on en ait. Avec, du reste, un certain nombre d'arrêts, nous estimons donc que l'heure et le lieu du travail se déterminent d'après les conditions dans lesquelles il s'effectue dans l'entreprise.

Nous venons d'indiquer quel principe nous semblait consciemment ou inconsciemment avoir servi à délimiter la notion d'accident du travail. Il nous reste à justifier notre opinion par l'étude analytique de la jurisprudence et spécialement de celle de ces toutes dernières années, la thèse de M. Piaget nous dispensant en général d'une incursion nouvelle dans les décisions antérieures. Nous consacrerons successivement des développements :

I — Aux ouvriers travaillant dans un établissement ;

II — Aux ouvriers travaillant hors d'un établissement ;

III — Aux exceptions au critérium jurisprudentiel ;

IV — Aux travaux accessoires ou étrangers à l'entreprise.

I. — OUVRIERS TRAVAILLANT DANS UN ETABLISSEMENT

Le temps du travail, au sens de la formule jurisprudentielle coïncide en principe avec le séjour effectué par l'ouvrier dans l'établissement du patron. Il commence dès que l'ouvrier est admis dans l'usine, dans le chantier ou dans les bâtiments du chef d'entreprise et se prolonge après la cessation du travail jusqu'à ce qu'il ait pourvu aux soins de toilette et aux divers rangements ou préparatifs pour le len

demain qui suivent l'accomplissement de sa tâche. Il revit dans certains cas après la rupture du contrat de travail, lorsque, par exemple, l'ouvrier est revenu se faire régler ses salaires. Il arrive enfin qu'il comprenne la durée du trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu de son travail. Il en sera ainsi par exemple lorsque le parcours se fera par un mode de transport prévu par l'employeur ou lorsqu'il comportera des difficultés d'accès inéluctables.

Nous allons constater que toutes ces solutions procèdent d'une même considération qui est l'exécution du contrat de travail (1).

Nous examinerons successivement le commencement et la fin du travail, les interruptions de travail et le trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu du travail.

A. — Le commencement et la fin du travail

Les accidents qui atteignent l'ouvrier occupé à remplir sa tâche ne soulèvent pas de difficulté. Nous nous bornerons à signaler quelques cas particuliers.

1) « L'accident survenu à un jeune apprenti qui, après le repas de midi se trouvait dans la cour de l'usine quelques minutes avant l'heure de la reprise du travail, attendant pour pénétrer sans retard que sonne la cloche et qui a été blessé en s'amusant, suivant une habitude quotidienne, avec des camarades, à lancer un wagonnet faisant partie du matériel de l'usine, est un accident du travail, dit la Cour d'appel de Paris (2), « puisque l'apprenti était au moins avec

(1) Ce n'est pas à dire que nous fassions de la législation des accidents du travail une conséquence du contrat de travail. On verra plus loin que notre position sur ce point est tout à l'opposé (v. infra p. 161 s.). Nous voulons seulement ici exprimer cette précision que c'est dans une extension de l'objet du contrat de travail, en dehors duquel elle n'admet pas de réparation, que la jurisprudence recherche l'élargissement de la protection légale.

(2) 2 décembre 1929, G.P. 1930.1.274.

l'assentiment du patron et dans l'intérêt de ce dernier, dans la zone des risques de l'exploitation. »

Il y a, dans ce dernier motif, un souvenir attardé de l'ancienne conception du risque professionnel sensu stricto, qui s'explique sans doute parce que c'est par un élément de l'outillage de l'usine que l'ouvrier avait été blessé. Mais l'assentiment du patron consacrait l'existence entre les parties d'un accord révélant que le contrat de travail était en cours d'exécution, sans qu'il y eût à se préoccuper de savoir si la présence de l'ouvrier dans les bâtiments était conforme à l'intérêt de l'entreprise, ou si le patron avait exercé une surveillance suffisante. Tel est le motif qui eût le mieux, pensons-nous, rendu compte de cette décision.

Par contre, ne saurait être considérée comme un accident du travail la chute faite par un ouvrier bousculé par le cheval d'un garde mobile participant à un service d'ordre organisé en raison des troubles causés par une grève, alors qu'il descendait sur la voie publique en face de l'établissement de son patron où il s'apprêtait à rentrer pour prendre son travail (1).

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation, le 21 mars 1934 (2), après avoir énoncé que l'ouvrier est au lieu de son travail partout où il se trouve d'ordre de son patron ou pour les besoins de l'entreprise, admet au bénéfice de la loi de 1898 l'agent d'une compagnie de chemin de fer qui, avec un titre de parcours, rejoignait le poste auquel il venait d'être nommé et qui avait été blessé, arrivant à destination, comme il descendait du train à contre-voie. Elle estime que transporté par le chef de l'entreprise en vue de l'exécution du contrat de travail intervenu entre eux, l'ouvrier s'était trouvé placé, dès qu'il était monté dans le train, sous l'autorité et la dépendance de la compagnie et que le travail avait été par suite, sinon la cause, du moins l'occasion de l'acci-

(1) Req. 6 juillet 1936, G.P. 1936.2.728.

(2) G.P. 1934.1.876.

dent. Il eût suffi de dire que le titre de mouvement délivré à l'ouvrier dénotait que l'accomplissement de ce parcours participait de l'exécution du contrat de travail.

M. Piaget cite comme représentatives de l'idée d'autorité deux décisions de la Cour suprême : un arrêt de la Chambre des requêtes du 13 mars 1929 (1) qui a admis qu'une cuisinière blessée en regagnant sa chambre, après une journée de congé, dans l'escalier du pavillon de ses maîtres, avait été victime d'un accident du travail, et un arrêt de la Chambre civile du 24 octobre 1928 (2) appliquant la solution contraire à une femme de ménage qui avait fait une chute dans l'escalier commun de la maison où ses maîtres avaient leur appartement.

Cette différence de traitement s'expliquerait parce que le premier accident était seul survenu dans un lieu soumis à l'autorité du patron. En réalité l'arrêt du 13 mars 1929 faisait valoir que « la dame X, au moment où l'accident est survenu, était rentrée au domicile des conjoints et y avait en conséquence, repris son service auprès d'eux ». Par contre, une femme de ménage ne pouvait être considérée comme accomplissant le sien dans un escalier commun, alors qu'elle s'éloignait pour un motif d'ordre strictement privé (3).

II) Le temps consacré aux soins de toilettes qui précèdent la sortie du chantier est également considéré comme celui du travail. Sur renvoi d'un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (4), la Cour d'appel de Besançon a jugé que le temps passé par les ouvriers à faire leurs ablutions et à changer de vêtements avant de quitter le chantier, fait

(1) D.H. 1929.201.

(2) D.H. 1929.557, S. 1929.1.18.

(3) C'est ce qu'à encore décidé le Tribunal civil de la Seine dans une espèce analogue: 31 décembre 1932, D.H. 1933, Som. 24.

(4) Civ., 13 juillet 1932, G.P. 1932.2.635, D.H. 1932.526.

partie intégrante du travail (1). Et elle a admis le caractère professionnel de l'accident survenu à un ouvrier alors qu'il se lavait les mains avant de quitter le chantier.

Effectivement, l'ouvrier apparaît durant tout ce temps comme étant encore sous l'emprise du travail dont il s'emploie précisément à se dégager, et il ne redevient un simple particulier, il n'abandonne, provisoirement, sa qualité de travailleur que lorsque ayant remis ses vêtements de ville, il s'est éloigné du lieu de son travail, libre jusqu'au lendemain. La prolongation du travail est, en pareil cas, conforme à la nature des choses, indépendamment de tout accord ou de la surveillance exercée par le chef d'entreprise.

On conçoit donc que l'ouvrier qui prolonge sa présence sur le bateau où il travaille, pour se livrer à une occupation strictement privée comme le lavage de son linge (2) ne puisse se réclamer de la loi de 1898 faute d'une autorisation formelle ou tacite de son patron qui, seule, aurait pour effet d'intégrer dans l'objet du contrat de travail cette activité nouvelle sans rapport avec lui.

Toutefois, l'emploi du temps passé par l'ouvrier au lieu du travail, une fois sa besogne terminée, ne sera pas toujours nettement déterminé. Le Juge pourra l'induire des circonstances ayant entouré l'accident.

Nous ne voulons voir qu'une application, particulièrement hardie il est vrai, de cette idée, dans un arrêt de la Cour de cassation du six mars 1935 (3) qui a soumis au régime de la loi de 1898 la noyade d'un débardeur occupé avec d'autres ouvriers au déchargement d'un bateau, survenue en l'absence de tout témoin, moins d'une demi-heure après le départ de ses camarades à la fin du travail.

Le motif retenu a été que « durant le bref laps de temps

(1) D.H. 1935. Som. 16; v. dans le même sens: Civ., 10 novembre 1903, D.P. 1904.1.73; Req., 2 mai 1908, D.P. 1911.1.81.

(2) Req., 23 juin 1925. G.P. 1925.1.925.

(3) Civ., D.H. 1935.253, G.P. 1935.1.786, R.A.T. 1935.600.

d'une demi-heure, au cours duquel l'accident s'est produit, l'ouvrier ayant de quelques minutes prolongé son séjour sur le bateau pour ses besoins personnels, n'en doit pas moins être réputé lors de l'accident, au temps et au lieu du travail». Bien que la Cour suprême ne se soit pas expliquée davantage et qu'elle se soit bornée à reproduire en exergue de sa décision la formule courante selon laquelle « le temps du travail commence dès que l'ouvrier est à la disposition du patron et se continue tant qu'il y demeure accessoirement à son travail », nous pensons qu'elle a été déterminée par cette réflexion que la victime n'était demeurée quelques instants de plus sur le bateau que pour des raisons liées à son travail, telles que le souci de se nettoyer ou de remettre de l'ordre dans ses affaires. Sans doute en aurait-elle décidé autrement s'il s'était agi d'un séjour plus long.

III) Le devoir de réparation de l'employeur cesse lorsque l'ouvrier a épuisé les droits ou les simples facultés que lui confère son contrat de travail, qu'il s'agisse de la cessation quotidienne du travail ou de la rupture du contrat.

Dès le 20 mai 1903, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation avait refusé le droit aux indemnités légales à un ouvrier qui était retourné sur son chantier après l'heure de la fermeture, la nuit venue, pour relever la corde d'un échafaudage, malgré la défense formelle qui lui en avait été faite par son patron (1).

Elle a de même refusé de voir un accident du travail dans le décès d'un ouvrier mort sur le chantier où il travaillait dans la matinée du lundi, parce qu'il était établi que le décès était survenu le samedi soir après la cessation du travail, alors que la présence de l'ouvrier dans le chantier n'était motivée « ni par un ordre du patron ni par l'intérêt de l'entreprise, ni par un fait quelconque consécutif au travail (2).

(1) 20 mai 1903, D.P. 1904.1.116.

(2) 1^{er} février 1932, D.H. 1932.131, G.P. 1932.1.682.

Un ancien ouvrier d'une société, revenu, pour prendre certains outils qu'il avait confiés à l'un de ses camarades, dans le chantier où il avait été occupé, avait été blessé par la chute d'un morceau de brique. La Cour d'appel d'Alger avait, après le tribunal correctionnel de Blida, déclaré la société civilement responsable dans les termes du droit commun. Sa thèse fut confirmée par la Chambre criminelle de la Cour de cassation (1).

Un arrêt de la Chambre civile du 28 octobre 1930 (2), rendu en application d'une jurisprudence ancienne (3), a par contre admis le caractère professionnel de l'accident survenu à un ouvrier dans l'intérieur de l'usine au cours des démarches faites après la cessation du contrat de travail pour recevoir du chef d'entreprise le salaire convenu, et il s'est abstenu de rechercher si le contrat qui liait les parties subsistait au moment de l'accident, admettant que l'ouvrier, au moment où il demandait le règlement de son compte, agissait en vertu du contrat dont il avait pour sa part rempli les conditions tandis qu'il restait encore au chef d'entreprise à payer le salaire. « Dans tous les cas, commentent MM. Rouast et Givord, l'accident se rattache à la subordination de l'ouvrier qui peut commencer dès l'embauchage et ne prendre fin que lorsque le contrat de travail a produit son dernier effet par le paiement du salaire », par exemple à l'usine ou dans un local dont le patron est le maître (4).

Cette subordination, qui est distincte de la présence de l'ouvrier dans les bâtiments de l'entreprise ou dans ses dépendances, puisque ces auteurs la font cesser lorsque cette présence n'y est plus justifiée par les nécessités du travail, est distincte aussi de l'obéissance au patron, puisqu'elle

(1) 18 novembre 1932, G.P. 1933.142, R.A.T. 1933.192.

(2) D.H. 1930.602, S. 1931.1.292, G.P. 1930.795.

(3) Civ., 15 novembre 1911, D.P. 1913. Som. 6; Ch. réun., 8 juin 1928. D.P. 1929.1.57, note A. Rouast.

(4) Op cit. n° 106, p. 116.

survit aux rapports normaux découlant du contrat de travail. Elle s'identifie seulement avec l'exécution, parfois entendue largement, de ce même contrat.

B. — Les interruptions de travail.

I. — La situation des ouvriers ou employés logés dans l'établissement patronal a donné lieu à de nombreuses décisions que M. Piaget présente comme des applications spécialement nettes du critérium de la subordination. Elles comportent toutes la même explication qui est celle que nous avons déjà donnée.

Pour qualifier de professionnel l'accident survenu à un ouvrier vendangeur blessé un soir, dans une salle affectée au repos des ouvriers au moment où, le travail terminé, il regagnait le dortoir, la Cour de cassation a noté que les vendangeurs étaient tenus dans l'intérêt de la dite exploitation d'habiter le domaine rural où ils étaient sous l'autorité et la surveillance du patron (1).

Elle a de même admis (2) que le surveillant d'un domaine viticole où il est logé et qui est de nuit et de jour sous la dépendance de son patron est victime d'un accident du travail lorsqu'il est empoisonné par du vin fourni par son patron, quel que soit le moment où il l'ait consommé. Cette solution a été reprise par la Cour d'appel de Limoges le 29 avril 1932 (3).

Pour avoir déclaré la loi de 1898 inapplicable au décès d'une domestique, survenu dans sa chambre, par asphyxie, pour cette raison que celle-ci étant couchée et endormie quand l'accident s'était produit, il ne pouvait être décidé sans contradiction que l'accident était survenu dans le temps

(1) Req., 9 mars 1931, G.P. 1931.1.699, D.H. 1931.220.

(2) 7 décembre 1931, D.H. 1931.1.34, S. 1932.1.46, G.P. 1932.1.387.

(3) D.P. 1932.2.77.

du travail, un arrêt de la Cour d'appel de Rennes du 8 décembre 1932 a été cassé (1). La Cour suprême a observé, d'après les constatations des premiers juges, que cette domestique devait surveiller le chauffage de l'habitation de ses maîtres et que la Cour d'appel ne fournissait aucune précision sur ce point ni sur celui de savoir si elle restait ou non en permanence à la disposition et sous l'autorité de ses patrons. La Cour d'appel de Paris avait appliqué le 27 janvier 1930 (2) le même raisonnement, dans des circonstances analogues, en relevant que la victime couchait dans la maison de ses maîtres, à leur disposition et sous leur dépendance.

Dans son arrêt du 8 décembre 1932, la Cour d'appel de Rennes avait sans doute été influencée par cette pensée qu'une domestique endormie ne pouvait être considérée comme accomplissant un travail. Mais, ainsi que le rappelait l'arrêt de la Cour suprême, le temps et le lieu du travail doivent être déterminés d'après les conditions dans lesquelles il s'effectue dans l'entreprise.

Le travail des domestiques en particulier, et très souvent aussi celui des ouvriers agricoles, comporte un assujettissement à peu près total. Le travail agricole est dans l'ensemble beaucoup moins spécialisé que tout autre. Le même ouvrier est très généralement occupé à la culture proprement dite et aux divers travaux accessoires qu'elle implique.

Nourri et logé, il remplit parfois également des besognes purement domestique (3) et s'identifie, quant aux conditions d'exécution de sa tâche, à un véritable domestique.

C'est ce qu'a affirmé encore récemment la Cour de cassation (4) dans une espèce où un jeune domestique agricole avait été blessé un soir de novembre dans la cour de la

(1) Civ, 28 janvier 1935, G.P. 1935.1.508, R.A.T. 1935.603.

(2) D.H. 1930.234.

(3) Sachet, t. III, 8^e éd., n^{os} 2306, 2385, 2392.

(4) Civ., 5 novembre 1936, G.P. 1937.1.826, s. note a.

ferme de son maître, au moment où il s'apprêtait à partir à la fête du village voisin, par une capsule qu'un de ses camarades avait fait éclater. Le caractère professionnel de l'accident a été reconnu pour ce motif « qu'un domestique de ferme, nourri et logé par le patron, demeure au service permanent de celui-ci et se trouve par suite sans cesse dans la ferme à sa disposition et sous son autorité ».

Pour les domestiques attachés à la personne, spécialement, le travail consiste à exécuter les ordres du maître, et en l'absence d'autre précision, à se tenir à sa disposition. Aussi bien la Cour suprême ne leur accorde-t-elle pas toujours le bénéfice de la législation des accidents du travail lorsqu'ils sont logés dans l'établissement, car le lieu de leur repos se confond alors avec leur domicile personnel où ils jouissent normalement d'une pleine indépendance (1).

On protège donc l'ouvrier *en service* encore que ce service puisse s'accommoder de périodes d'inaction, si elles sont cependant en quelque sorte consacrées à l'entreprise en ce sens qu'il appartient à l'employeur de venir les interrompre pour les besoins du travail.

Nous devons encore citer à cette place une décision intéressant une espèce qui, nous allons le voir, ne concerne pas un ouvrier travaillant à l'intérieur d'un établissement quoiqu'elle ait été traitée comme telle :

La Cour de cassation a admis le caractère professionnel de l'accident mortel dont un marinier au service d'une compagnie de remorquage avait été victime à bord de la barque de cette compagnie en reconduisant, le travail terminé, sa famille qui était venue le voir. La Cour d'appel de Lyon avait écarté la demande en déclarant que l'accident était survenu à l'occasion d'un fait étranger au travail. Mais l'enquête faisant apparaître que, chargé de la conduite de la barque, l'ouvrier y habitait avec sa femme. La Chambre ci-

(1) V. Rouast et Givord, n° 108 et l'arrêt cité: Paris 26 janvier 1925, Gazette des Tribunaux, 22 février 1925.

vil de la Cour de cassation (1) en déduisit qu'il y était de service permanent, à la disposition et sous l'autorité du chef d'entreprise, et par suite, à l'heure en même temps qu'au lieu du travail sans qu'il fût nécessaire que l'accident se rattachât à ses occupations mêmes.

On aperçoit que la responsabilité du patron n'a été retenue que parce que la victime se trouvait, au moment de l'accident, occupée à l'une de ces activités entrant dans les prévisions du contrat de travail, auxquelles nous avons déjà fait allusion. Peut-être les parties n'avaient-elles pas prévu expressément de visites de parents à bord de la barque qui servait d'habitation au marinier. Mais dans sa situation, elles étaient une chose normale, liée en quelque sorte aux conditions d'existence qui lui étaient faites, et que le chef d'entreprise pouvait être présumé avoir au moins ratifiée.

C'est en ceci seulement que se manifestait l'autorité de l'employeur. Car on ne pouvait dire que l'ouvrier, lorsqu'il reconduisait ses visiteurs, était à la disposition de la compagnie, sans donner à cette expression le sens d'exécution du contrat de travail, suivant un raisonnement analogue à celui que nous avons appliqué aux gens de maison.

La Cour de cassation faisait bien découler la subordination, du seul fait que le marinier logeait dans sa barque « ce qui implique qu'il y était de service permanent et par suite à la disposition et sous l'autorité du chef d'entreprise ». Mais ce n'était pas suffisant : il aurait pu prendre sur lui de faire faire une promenade au large à sa famille et la loi de 1898 n'aurait certainement pas été déclarée applicable en cas d'accident. Pourquoi sinon parce qu'il n'aurait pas été possible de rattacher cette initiative au contrat de travail ? Il nous semble donc que la formule habituelle « l'heure et le lieu du travail se déterminent d'après les conditions dans lesquelles le travail s'effectue dans l'entreprise », eut

(1) 24 janvier 1933, D.H. 1933 147, G.P. 1933.1.767.

mieux rendu compte de cette solution que celle employée par l'arrêt : « le travail commence dès que l'ouvrier est à la disposition du patron et se continue tant qu'il y demeure. »

II. — Lorsque l'ouvrier interrompt son travail non plus à la fin mais au cours même de sa journée, soit de son propre mouvement, soit en conformité des consignes patronales, le principe est qu'il se trouve alors protégé à l'intérieur de l'établissement, à moins que l'accident n'ait pour cause la force majeure ou sa faute intentionnelle. L'obligation de l'employeur existe alors, indépendamment des possibilités de surveillance qui lui sont offertes par la disposition des lieux et de l'adhésion qu'il a pu donner à cette interruption.

C'est ainsi que la Cour de cassation a appliqué la loi de 1898, indifféremment, à des ouvriers qui avaient cessé le travail pour satisfaire un besoin naturel (1), voir fonctionner une machine à polir placée dans le même atelier (2), demander du papier à cigarettes à un voisin (3); à un ouvrier au service d'un entrepreneur de travaux publics, occupé à des travaux dans un port, qui, ayant après un temps de travail assez long, éprouvé vers minuit le besoin de se restaurer, avait pris un repas dans les baraquements des machines, puis s'était engagé pour en jeter les restes, sur une jetée comprise dans le chantier et y avait fait une chute (4) ; à un ouvrier mineur qui, après avoir pris au lieu de son travail son repas que lui avait apporté sa femme, s'était rendu dans un quartier voisin du sien pour montrer à cette dernière un plan électrique en cours d'installation et avait été électrocuté (5) ; à un jeune apprenti, dans une usine électrique, qui, entre midi et midi et demie, avait pénétré, son

(1) Civ., 26 juillet 1905, D.P. 1907.1.295.

(2) Req., 18 février 1908, S. 1910.1.251.

(3) Civ., 17 février 1902, D.P. 1902.1.273, 1^{re} espèce.

(4) Civ., 23 avril 1902, D.P. 1902.1.273, 3^e espèce.

(5) Civ. 14 février 1921, S. 1921.1.269.

répas terminé, dans la galerie des appareils à haute tension et y avait été électrocuté (1).

Dans les mêmes conditions, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation a rejeté le 18 avril 1934 (2) le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 18 juillet 1932 accueillant l'action des ayants cause d'un ouvrier puisatier décédé des suites d'une chute qu'il avait faite en s'engageant pour quitter le chantier sur une piste de madriers disposés sur un puits et destinés à permettre l'accès du chantier. L'ouvrier ayant, quelques heures auparavant, donné des signes de surexcitations, avait été invité à sortir du puits par le contremaître. Il avait alors quitté le chantier. Puis il était revenu et s'était couché dans un coin avec l'autorisation du contremaître. Le chef d'entreprise soutint qu'il se trouvait en état d'ébriété, ce qui fut démenti par une autopsie. Mais cette circonstance même eut été, à notre avis, irrelevante. La Cour suprême énonça qu'il résultait des constatations de l'arrêt que « non seulement le chef d'entreprise n'avait pas définitivement congédié l'ouvrier, ne l'avait pas renvoyé du chantier, mais encore avait permis qu'il revint s'y reposer » et que « dès lors, la Cour d'appel avait pu décider que la victime se trouvant dans le chantier sous la surveillance et l'autorité du patron, lequel devait veiller à son départ du chantier, l'accident s'était produit par le fait ou l'occasion du travail ». Nous constatons une fois de plus que la responsabilité patronale se justifie suffisamment par l'exécution du contrat de travail, qui subsistait en l'espèce et expliquait par suite la présence de l'ouvrier sur le chantier.

Mais, dira-t-on, précisément l'ouvrier n'avait pas travaillé pendant les heures qui avaient précédé l'accident ! Comment soutenir qu'il était alors en train d'exécuter le contrat de travail ? Nous répondons seulement qu'il l'exécutait au

(1) Civ. 7 juin 1928, D.H. 1928.399.

(2) C.P. 1934.2.105.

moins partiellement en ce sens qu'il se trouvait au lieu et à l'heure fixés pour l'accomplissement de sa tâche.

Des deux motifs que la Chambre des requêtes a fait valoir concurremment à l'appui de sa solution, la persistance du contrat de travail et celle de la surveillance et de l'autorité du chef d'entreprise, le premier, commun à toutes les espèces nous paraît seul décisif. L'autorité et la surveillance ne sont que des conditions normales de l'exécution du travail qui s'accomplit dans le cadre du contrat de travail. L'ouvrier ne cesse pas nécessairement d'être protégé quand elles font défaut. Quand même, du reste, l'ouvrier puisatier aurait séjourné dans le chantier au mépris d'une interdiction formelle de la part du contremaître, la loi de 1898 aurait pu lui être appliquée, puisqu'aussi bien elle dispense le juge de se livrer à l'appréciation des conduites.

À un plus juste titre pensons-nous, les défenseurs de l'idée d'autorité pourraient invoquer un arrêt de la Chambre des requêtes du 18 juillet 1933 (1) : Il s'agissait d'un ouvrier au service d'une société de sucreries qui, en attendant, un matin, à l'usine, que son camion fut déchargé, s'était rendu sur les bords de la rivière baignant l'usine et s'était noyé. Il était constaté que cet endroit constituait « des dépendances de l'usine, où les ouvriers se rendaient habituellement avec l'assentiment des chefs d'entreprise et où ils demeuraient sous leur direction et leur surveillance ». L'accident s'était donc produit au lieu et au temps du travail. Ici encore il n'était que de se référer aux conditions dans lesquelles le travail s'effectuait pour aboutir à la même solution. Sans doute ces conditions résultaient-elles d'une autorisation du patron. Mais cet élément volontaire, toujours présent puisque nous raisonnons en toute hypothèse dans le cadre du contrat de travail qui implique un état de dépendance juridique de l'ouvrier par rapport à son patron, s'accommode de bien des

(1) G.P. 1932.2.835.

nuances et nous pouvons constater qu'il est loin de fournir toujours une explication suffisante.

La Cour suprême a, par contre, refusé le caractère professionnel à l'accident survenu à un ouvrier qui, voulant satisfaire un besoin naturel, avait quitté le travail qu'il effectuait dans la cour d'une gare, et traversé quatre voies ferrées pour s'arrêter contre un mur le long duquel il avait été surpris et renversé par des wagons en manœuvre (1), à celui dont avait été victime un employé chargé de soutirer du vin dans un bateau amarré à la berge d'un canal voisin d'une gare qui, ne disposant que d'une heure pour déjeuner et se rendant au buffet de la gare pour y prendre un repas, avait été renversé et mortellement blessé par une automobile (2).

De cette jurisprudence MM. Rouast et Givord ont inféré que l'ouvrier n'est protégé qu'autant qu'il se trouve dans un lieu où existe sa subordination vis-à-vis de son patron, là où s'exerce l'autorité de ce dernier, dont le devoir de réparation prend fin lorsque l'interruption du travail comporte une sortie de l'établissement, à moins que cette sortie n'ait pour but l'accomplissement d'une mission, parce qu'alors le travail continue et la subordination persiste (3).

Ce ne sont encore que les conditions dans lesquelles s'effectue le travail qui donnent la véritable explication de ces diverses décisions. L'exécution du contrat de travail motive en général la présence de l'ouvrier dans l'établissement patronal, présence qui, nous l'avons vu, suffit à établir cette exécution lorsqu'elle a lieu durant les heures fixées par le chef d'entreprise.

On pourra songer à nous objecter qu'il n'en est ainsi que parce que, précisément, l'ouvrier se trouve alors sous la dépendance et l'autorité du chef d'entreprise, comme c'est en-

(1) Civ. 3 avril 1913, D.P. 1913, Som. 43; Cf. Civ., 1^{er} août 1906, D.P. 1908.1.218, 4^e espèce.

(2) Civ., 17 juin 1922, G.P. 1922.2.553.

(3) Rouast et Givord, n^o 108, 2^e et 3^e.

core le cas de l'employé en mission ! Nous avons déjà indiqué qu'il nous paraissait excessif de faire intervenir l'idée d'autorité dans des hypothèses où l'ouvrier ne se conforme pas rigoureusement à un ordre donné par le patron ou lorsqu'il est soustrait à la surveillance de ce dernier. Reste l'idée de subordination qui n'est que le corollaire de l'activité professionnelle s'exerçant dans le cadre du contrat de travail. Mieux vaut alors parler de l'exécution du contrat de travail.

C'est à quoi nous inclinent plus spécialement d'autres arrêts de la Cour suprême.

Un chauffeur avait conduit en automobile son patron à une hôtellerie puis, s'étant rendu avec la même voiture pendant le déjeuner et du consentement de son maître, dans un village distant de quelques kilomètres pour voir sa mère, il avait subi, au retour, un accident sur l'une des routes qu'il devait normalement prendre pour regagner l'hôtellerie. La Chambre civile de la Cour de cassation (1), a, par un arrêt du 7 août 1934, admis que la victime n'avait pas cessé d'être au service de son patron et que par suite, l'accident s'était produit au cours et au lieu du travail.

Plus récemment la Chambre des requêtes a eu à se prononcer sur le caractère des blessures qui avaient été causées à un ouvrier occupé aux travaux du métropolitain, par deux Arabes rencontrés par hasard, au cours d'une brève sortie autorisée par le chef de chantier suivant un roulement établi pour toute l'équipe et destinée à permettre au personnel d'aller prendre une consommation dans un débit voisin (2). La Cour d'appel de Paris avait admis qu'il s'agissait d'un accident du travail et le pourvoi soutenait qu'elle eût dû rechercher si l'accident se rattachait au travail.

La Cour suprême rappelle que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme surve-

(1) 2 août 1934, D.H. 1934.489, G.P. 1934.2.666.

(2) Req., 3 décembre 1935, Revue juridique, 1936 n° 3 p. 209.

nu à l'occasion du travail, et approuvant les constatations de la Cour d'appel, elle déclare qu'au cours de leur absence de très courte durée « les ouvriers n'abandonnaient pas en réalité leur besogne, mais restaient sous la dépendance et l'autorité de leur chef d'entreprise », c'est-à-dire au temps et au lieu du travail.

L'inspiration de ces deux décisions est la même, encore que le libellé de la seconde fasse mieux apparaître que l'idée de dépendance n'a d'intérêt qu'en ce qu'elle révèle l'exécution du contrat de louage de services. Quant à l'autorité du patron, elle ne pouvait n'exercer sur la voie publique. La mention qui en était faite était visiblement superflue. La solution ne pouvait faire doute, soit que l'on admît, comme l'a fait la Cour suprême, que le travail avait continué durant la sortie de l'ouvrier, ou que l'on se bornât d'un point de vue plus objectif, à observer qu'il s'agissait de l'accomplissement d'une activité prévue par le contrat de travail.

L'arrêt du 7 août 1934 comporte la même interprétation : C'est du *service* du chauffeur qu'il s'agit cette fois. Ce service eût consisté normalement à attendre sur place les ordres du patron ; on comprend que la Cour de cassation ait estimé qu'il n'avait pas cessé parce que l'ouvrier avait utilisé le temps de repos qui lui était ainsi octroyé pour faire une brève visite à sa mère, du consentement de son patron et dans la voiture de ce dernier, revêtu de ses vêtements de travail, c'est-à-dire dans des conditions qui matérialisaient en quelque sorte l'exécution de son contrat de travail.

La Chambre civile de la Cour de cassation a fourni le 30 novembre 1936 (1) une nouvelle illustration de cette tendance en cassant une décision de la Cour d'appel de Poitiers du 30 novembre 1932 (2). Une dame X s'était engagée comme

(1) D.H. 1937.66.

(2) D.H. 1933.125, R.A.T. 1933.198.

domestique agricole chez son père. En échange de son travail, ses enfants, son mari et elle même étaient logés, entretenus et nourris aux frais de la communauté et elle recevait en outre un faible salaire en argent. S'étant brûlée un matin vers neuf heures, en faisant chauffer du lait destiné à sa fillette, elle réclama le bénéfice de la réparation légale. La Cour d'appel, pour rejeter son action, avait déclaré que l'accident n'était pas survenu au lieu du travail qui ne pouvait être considéré que comme « celui où le préposé se trouve d'ordre de son maître et pour les besoins de l'entreprise ». Et elle estimait « que ce n'est évidemment pas en vertu de son contrat de louage de services et pour le patron que la dame X avait à nourrir son enfant ».

La Chambre civile rappelle d'abord les principes de la matière en des termes qui corroborent l'orientation que nous avons déjà signalée : « Attendu que la responsabilité que les lois des 9 avril 1898 et 15 décembre 1922 mettent à la charge du chef d'entreprise est en corrélation avec les obligations que le contrat de louage de services impose à l'ouvrier ; que le travail, au sens de ces lois, commence dès que l'ouvrier est à la disposition du patron ; qu'il ne prend fin que lorsqu'il recouvre sa liberté et qu'il est au lieu de son travail partout où il se trouve d'ordre de son patron et pour l'exécution du contrat de louage de services ».

Aux mentions du travail ou de l'intérêt de l'entreprise figurant le plus souvent dans les décisions antérieures, elle substitue donc celle de contrat de louage de services (1), justifiant de façon plus logique l'extension de la notion de travail à laquelle elle procède. Dès l'instant que le contrat de travail a fait de la nourriture des enfants de la dame X un élément du salaire et implicitement autorisé celle-ci à s'en occuper (il s'agissait vraisemblablement en l'espèce d'un

(1) C'est ce qu'avait déjà fait un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 23 octobre 1929 (S. 1929.1.377). V. Piaget, p. 72, 73.

enfant en bas âge), la Cour suprême s'abstient de rechercher si l'intérêt du patron était lié à cette activité de la victime, même pour déclarer, comme un précédent arrêt (1), cette recherche superflue et dire que l'ordre du patron fait présumer l'intérêt de l'entreprise.

Par contre, elle fait bien mention de l'ordre du patron, de la dépendance de l'ouvrier, mais nullement pour rattacher l'obligation du patron à son autorité. Elle ne fait en somme que rappeler l'élément de subordination, au sens large du terme, qui est de l'essence du contrat de travail.

Et elle déduit des constatations faites par la Cour d'appel elle-même que « sans qu'il soit même besoin de rechercher si le travail de ménage alors accompli par la victime ne rentrait pas dans les termes de la loi du 15 décembre 1922, il suffit de constater qu'il était accompli au lieu et au temps du travail tels qu'ils étaient déterminés par les conditions du contrat de louage de services ».

Inversement, la Cour d'appel de Paris (2) a jugé que, n'accomplissant pas un acte lié à l'exécution de son contrat, l'ouvrière qui interrompt son travail au cours de la période d'incapacité temporaire consécutive à un accident du travail pour recevoir des soins, ne relève pas des dispositions de la loi de 1898 lorsqu'elle a fait une chute en se rendant à l'hôpital.

C. — Le trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu du travail

La règle générale est, comme l'indique M. Rodière (3) que « l'ouvrier commence à se trouver sous la protection de la loi à son entrée dans le chantier et qu'il cesse d'être protégé par elle au moment précis où il a achevé le nombre d'heures de travail qu'il devait fournir ».

(1) Civ., 23 octobre 1929, D.H. 1929.521.

(2) 10 novembre 1930, D.H. 1931.95.

(3) Revue Juridique, 1936, n° 3, p. 163.

Mais des exceptions de plus en plus nombreuses y sont apportées.

Adoptant le tableau dressé par cet auteur, nous aborderons successivement des exemples d'accidents survenus dans les dépendances de l'établissement patronal et hors de ces dépendances.

La jurisprudence fait dériver l'obligation patronale, dans la première catégorie :

a) de ce que l'ouvrier est logé par le patron dans l'endroit même où il exerce ses fonctions ;

b) de la nécessité pour l'ouvrier de traverser des passages dangereux dépendant de l'établissement ;

c) dans certains cas, du passage de l'ouvrier sur les dépendances de l'exploitation, même lorsque l'itinéraire ne comporte aucun danger spécial.

Et dans la seconde catégorie :

a) de ce que le patron organise le transport des ouvriers;

b) de ce que le patron rembourse à son employé ses frais de transport ou les prend directement à sa charge ;

c) de dangers inhérents à l'accès de l'établissement ;

d) de certaines stipulations du contrat de travail ou de la simple connaissance par le patron de ce que l'ouvrier emprunte un certain itinéraire ;

e) de ce que l'ouvrier aura été chargé de faire, chemin faisant, certaines commissions.

I. — Accidents survenus dans les dépendances de l'établissement

Ayant déjà examiné à propos des interruptions de travail la situation des ouvriers logés dans un établissement, nous ne marquerons ici que la place de l'étude qui pourrait leur être consacrée du point de vue de l'accomplissement du trajet entre le lieu affecté à leur repos et celui où ils travaillent

effectivement, et nous envisagerons exclusivement les autres cas :

a) Certains risques auxquels l'ouvrier s'expose en gagnant sa place dans l'établissement doivent être garantis par le patron.

C'est; selon M. Sachet, qui adopte sur ce point les solutions de la jurisprudence allemande, le cas du risque d'être atteint par les débris provenant d'une explosion, pour les ouvriers obligés, en se rendant à leur travail, de suivre un chemin près duquel se trouvent une chaudière ou des matières explosibles appartenant à l'usine (1). C'est également le cas, note M. Rodière, du risque courru par les employés de chemins de fer, tenus d'enjamber des voies ferrées pour rejoindre leur chantier (2) ;

b) la règle est la même pour ceux à qui un chemin est assigné dans les dépendances de l'établissement ou si l'itinéraire adopté a été connu du patron.

La Chambre civile de la Cour de cassation a admis le 19 mai 1930 (3) qu'un ouvrier qui rentrait chez lui après le repas du soir pris chez son patron et faisant partie de son salaire, par un chemin situé sur la propriété de celui-ci et constituant la route normale la plus courte reliant cette propriété à la voie publique, se trouvait en exécution des stipulations mêmes du contrat de travail au moment de l'accident, sur la propriété de son patron, donc sous la surveillance et l'autorité de celui-ci. Elle observait que le patron avait donné son assentiment à l'usage de cet itinéraire, familier à l'ouvrier.

Elle statuait dans le même sens le 3 novembre 1932 (4) : Un fendeur d'ardoises avait fait une chute de bicyclette à 150 mètres environ du chantier qu'il venait de quitter, sur un

(1) Sachet, t. 1, n° 328.

(2) Revue juridique, 1936, n° 3, p. 164. Req., 12 mai 1914, D. 1917. 1.21, 2^e espèce, Req., 10 janvier 1922, G.P. 1922.1.263; Civ., 27 avril 1925, G.P. 1925.2.179.

(3) D.H. 1930.428, G.P. 1930.2.178, S. 1931.1.30.

(4) G.P. 1933.1.56.

chemin qui, d'après la Cour d'appel d'Angers « quoique longeant le chantier, en était séparé par un mur, n'était pas exclusivement affecté aux ouvriers pour se rendre à leur travail, mais était une véritable route, large de 10 mètres, accessible à tous véhicules, indépendante du chantier et ne présentant par elle même aucun danger particulier, sans qu'il fût relevé aucune circonstance susceptible de le faire rentrer dans la sphère de surveillance et d'autorité du patron ».

Comme il s'agissait cependant d'un chemin d'exploitation créé par divers propriétaires dont l'employeur, pour desservir leurs propriétés en reliant une route à un chemin vicinal, et qu'il n'était pas contesté que ce chemin fût le seul permettant aux ouvriers de se rendre chez eux, la Chambre civile jugea qu'il constituait l'itinéraire assigné aux ouvriers pour se rendre au chantier et en sortir et qu'il faisait partie intégrante du lieu du travail ; et elle cassa l'arrêt attaqué qui avait refusé d'appliquer la loi de 1898.

Un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation a également considéré comme victime d'un accident du travail l'employé d'une compagnie de tramways qui avait fait une chute de la plate-forme d'un tramway qui le ramenait du dépôt à son domicile. Il était constaté qu'aux termes du règlement général de la compagnie, « les employés venant prendre ou quittant leur service » étaient autorisés à circuler gratuitement dans les tramways entre leur domicile et le dépôt (1).

Un ouvrier au service d'une entreprise de constructions métalliques dont le chantier était établi dans l'intérieur du chantier d'une société pour le compte de laquelle la première effectuait des travaux, était tombé dans un trou en traversant ce chantier général pour rentrer chez lui. La loi de 1898 avait

(1) Req., 7 juin 1910, D.P. 1911.1.91, 1^{re} espèce. Voir pour le cas où la compagnie de transport peut être considérée comme une dépendance de l'exploitation: Civ., 30 juillet 1919, D.P. 1920.1.81, 11^e espèce; Req., 11 mars 1925, D.H. 1925.290.

été déclarée inapplicable par la Cour d'appel qui avait constaté que rien n'avait obligé la victime à suivre le parcours sur lequel l'accident était arrivé. / Après avoir rappelé les principes habituels, la Cour suprême ajouta que « lorsque, par suite d'un accord intervenu entre les deux chefs d'entreprise, l'un d'eux a établi un chantier sur le terrain d'exploitation de l'autre, chacune des deux entreprises est, au point de vue de la détermination du lieu du travail, considérée comme une dépendance de l'autre » ; et elle estima que l'ouvrier n'aurait cessé d'être au temps et au lieu de son travail sur le chantier général, que « si un chemin ayant été assigné aux ouvriers sur le sol de ce chantier, il s'en était écarté par caprice ou dans son intérêt personnel ; que cette hypothèse était contredite par les constatations de fait de l'arrêt attaqué » (1).

La Cour suprême avait par contre refusé, le 24 février 1920, d'appliquer la loi de 1898 à un ouvrier d'une compagnie de tramways muni d'une carte de circulation sur tout le réseau, parce que la victime, « son travail terminé, n'était plus à la disposition de la compagnie et avait recouvré son entière liberté ; que si, pour regagner son domicile, elle s'était servie d'un tramway de la compagnie, elle l'avait fait comme voyageur et non comme ouvrier, nonobstant la gratuité dont elle bénéficiait, la compagnie n'ayant pas assumé l'obligation de la transporter soit pour se rendre au lieu du travail, soit pour en revenir, mais lui ayant délivré une carte qui lui donnait le droit de circuler sans autre restriction sur tout le réseau » (2).

Est-ce à dire que la réparation légale ne s'applique qu'aux accidents survenus dans des conditions où l'ouvrier peut être considéré comme soumis à l'autorité patronale ?

(1) Civ., 27 avril 1925, G.P. 1925.2.179.

(2) Civ., D.P. 1920.1.81, 16^e espèce et la note de M. Sarrut, G.P. 1920.1.374.

Nous ne le pensons pas. Il n'y avait, en réalité, pas à rechercher dans tous ces cas si la voie suivie avait ou non été désignée par le patron ou connue de lui ; si l'ouvrier devait ou non assimilé à un simple particulier, lors du trajet.

C'est la tendance qu'exprimait l'arrêt de la Chambre des requêtes du 7 juin 1910 qui était motivé non par une référence à l'idée d'autorité, mais par l'examen du contrat liant les parties, lequel assurait à l'employé « un avantage constituant un véritable supplément de salaire », d'où la Cour d'appel avait pu déduire que l'accident s'était produit à l'occasion du travail.

Le même raisonnement aurait pu être appliqué à l'espèce soumise à la Chambre civile le 24 février 1920 ; il ne pouvait être mis en défaut par cette circonstance que l'ouvrier pouvait circuler gratuitement à toute heure sur tout le réseau et non pas seulement pour se rendre au travail et en revenir.

Mais la vérification de ce point de vue nous est fournie par un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 26 juin 1934 (1). Celle-ci avait jugé, quelques années auparavant, que la responsabilité du patron cessait lorsqu'il avait interdit l'emploi du chemin suivi par l'ouvrier. « Les dépendances d'une entreprise sont lieu du travail à condition que les ouvriers soient obligés de les traverser pour aller à leur travail ou pour en revenir..., par suite quand un chemin leur est assigné à travers ces dépendances, le lieu du travail est limité à ce chemin » énonçait-elle le 7 décembre 1925 (2).

Avec l'arrêt du 26 juin 1934 elle semble au contraire faire abstraction de l'idée d'autorité. Un manoeuvre au service de la Compagnie P.L.M. avait été victime d'un accident mortel dans la cour de départ d'une gare qu'il avait gagnée, son travail terminé, en prenant, au mépris des consignes formel-

(1) S. 1936.1.49 et note Rodière, G.P. 1934.2.669.

(2) D. H. 1926.19

les qui lui prescrivait un autre itinéraire, un raccourci à travers les voies ferrées. Contrairement au principe rappelé dans l'arrêt précédent, la Cour suprême n'a pas tenu compte de la voie empruntée pour accéder à cette gare, qui était une dépendance du lieu du travail. Et pourtant, ainsi que le note M. Rodière (1) « il n'était pas constaté en l'espèce que la consigne fût tombée en désuétude », ce qui aurait permis de rattacher cette solution à celle d'une décision antérieure de la Chambre des requêtes (2) signalant que la consigne était enfreinte au vu et au su des agents chargés de la faire respecter.

Force est bien de constater qu'à moins de dix ans d'inter valle la Chambre civile se déjuge de façon indéniable (3).

II. — Accidents survenus hors de l'établissement patronal

a) Lorsque le transport de l'ouvrier entre son domicile et le lieu de son travail est organisé par le patron ou par l'un de ses préposés, on admet qu'ils constituent un prolongement conventionnel du travail et que le temps qui lui est consacré bénéficie de la protection légale.

La Cour d'appel de Riom a, le 3 mars 1932 (4), vu un accident du travail dans celui survenu à un ouvrier dont le chef d'entreprise avait pris en charge le transport par chemin de fer, au moment où il traversait un passage à niveau pour prendre le train qui devait le ramener chez lui.

Les indemnités de la loi de 1898 ont été attribuées à une ouvrière embauchée comme vendangeuse qui, transportée avec d'autres personnes au domaine viticole de son patron dans un camion automobile conduit par un chauffeur au

(1) Op. et loc cit., 2^e col.

(2) 19 janvier 1915, G.P. 1915.2.463, D.P. 1917.1.23, 32^e espèce.

(3) Rodière, Revue Juridique, 1936, n° 3, p. 167.

(4) D.H. 1933, Som. 20.

service d'un tiers avec lequel le patron avait traité pour le transport de ses ouvriers, avait été précipitée à terre par suite d'un virage trop brusque (1).

La Cour suprême a pareillement retenu la responsabilité patronale en faveur d'une ouvrière d'usine blessée dans un train spécialement affecté au transport du personnel aux heures d'ouverture et de fermeture de l'usine, aux termes d'un accord conclu entre le chef d'entreprise et la compagnie de chemins de fer, encore que ce mode de transport fût facultatif (2).

Ces solutions peuvent être rattachées à l'autorité exercée personnellement ou par délégation par l'employeur et on pourrait soutenir qu'elles ne s'expliquent que parce que la victime se trouvait, au moment de l'accident, dans un lieu où s'exerçait cette autorité.

Mais il suffit, nous allons le voir, que le chef d'entreprise rembourse à l'ouvrier ses frais de transport ou les prenne directement à sa charge, pour que s'applique la législation des accidents du travail, en l'absence de tout élément d'autorité patronale.

b) Le bénéfice de la loi de 1898 avait été refusé à un ouvrier qui avait reçu une carte de circulation gratuite sur le réseau P.L.M. pour se rendre à son travail et en revenir ; la faculté lui était laissée d'en user comme bon lui semblait et aux heures qui lui convenaient. Estimant que « l'attribution d'un permis n'intéressait en rien l'entreprise, constituant seulement un avantage supplémentaire concédé à l'ouvrier », la Cour d'appel de Dijon avait rejeté la demande de rente de l'ouvrier (3).

Par un arrêt de la Chambre civile du 25 avril 1932 (4) la

(1) V. Req., 2 juin 1934, D.H. 1934.377.

(2) Civ., 31 juillet 1929, G.P. 1929.2.700.

(3) Dijon, 25 février 1930, D.H. 1930.323, R.A.T. 1930.610.

(4) D.H. 1932.362, G.P. 1932.2.413, R.A.T. 1932.909 et la note ; Req., 21 mars 1934 précité, p. 46 note 2.

Cour de cassation sépare nettement l'obligation de réparation de l'autorité de l'employeur. Les ouvriers d'une entreprise de travaux dont le chantier se trouvait sur une voie ferrée voyageaient gratuitement en chemin de fer pour se rendre de leur domicile au chantier et vice versa, sur la présentation, soit d'une carte de circulation établie au nom du chef de chantier quand ils voyageaient collectivement, soit de la carte que ce dernier leur délivrait pour la perception de leur salaire quand ils voyageaient séparément. L'un d'eux fit une chute mortelle en descendant du train qui le ramenait de son domicile à la station où il travaillait.

Relevant cette circonstance que le montant du salaire journalier de ces ouvriers était tel qu'ils n'auraient pu s'embaucher s'ils eussent été tenus de payer le prix de leur transport dont la gratuité constituait ainsi « un véritable supplément de salaire, et la prolongation conventionnelle et nécessaire de la durée du travail » la Cour d'appel d'Agen constata que « l'accident était survenu à un moment et en un lieu où cet ouvrier se trouvait pour les besoins de l'entreprise, du consentement du patron, en exécution du contrat qui le liait à celui-ci ». Et la Cour de cassation, adoptant ces motifs, rejeta le pourvoi.

Il y a là une adaptation de la notion d'accident du travail à une interprétation du contrat de travail dont nous verrons que d'autres exemples ont, depuis, été fournis. Toute activité entrant dans les prévisions du contrat de travail bénéficie de la protection légale, encore qu'elle ne présente aucun rapport au moins apparent avec la tâche assignée à l'ouvrier.

Il n'était nullement question dans la décision que nous venons de rapporter, de l'autorité patronale. Sans doute, l'arrêt rappelait-il que c'était du consentement du patron que l'ouvrier se trouvait au lieu où il avait été blessé, mais ce n'était que pour justifier que, comme il l'indiquait immédiatement, celui-ci s'y trouvait en exécution de son contrat. Si le

transport pouvait être rattaché au contrat de travail parce que l'employeur en payait le prix, il ne s'ensuivait pas qu'il s'effectuât sous la subordination de ce dernier, laquelle ne pouvait se manifester normalement, nous l'avons vu, que durant le temps consacré au travail lui-même. La Chambre civile de la Cour de cassation avait justement estimé en 1920 (1) que la victime, son travail terminé, n'était plus à la disposition de la compagnie. C'est parce que le transport de l'ouvrier est assimilé à un travail que la loi de 1898 est appliquée en l'espèce, et non en vertu de l'idée de subordination.

Bien mieux, un arrêt de la Chambre civile du 27 mars 1934 (2) a admis le caractère professionnel d'un accident survenu dans des circonstances analogues à un ouvrier au service d'un entrepreneur qui, bénéficiant d'un contrat collectif de circulation ne comportant que l'utilisation de trains de voyageurs de 3^e classe, avait pris un train de marchandises d'un usage plus commode, ce qui constituait une désobéissance.

La Cour de cassation indiquait bien qu'il s'agissait d'une coutume tolérée par la compagnie, mais nous pensons avec M. Rodière (3), que « la compagnie n'était pas le patron et ne le représentait pas. La tolérance de la compagnie n'était donc pas à retenir. Il y avait bel et bien infraction aux ordres patronaux. N'est-ce pas le signe que la subordination et l'autorité du patron ne sont pas d'un grand poids dans notre affaire ? »

c) Si l'accès de l'établissement présente des dangers particuliers, le patron devra répondre des accidents qui pourront en résulter.

Un garde-chasse employé dans une île qu'il fallait atteindre en barque s'était noyé au cours d'une traversée. La

(1) 24 février 1920 précité.

(2) G.P. 1934.1.912, R.A.T. 1934.642.

(3) *Revue juridique*, 1936, n° 3, p. 169.

Cour d'appel de Grenoble retint la responsabilité de l'employeur dont les ordres avaient exposé la victime à ce danger spécial (1).

Il s'agissait d'ordres relatifs à l'exécution du travail ; nous ne voyons, ici encore, que l'influence des conditions d'exécution du contrat.

d) La Chambre civile avait, en 1911, reconnu le caractère professionnel à l'accident survenu entre son domicile et la maison de commerce de son patron à un employé chargé d'ouvrir et de fermer le magasin, dont la clé lui était confiée (2). « Il exécutait un acte de son emploi, diront Sachet et Casteil (3). Cette mission spéciale conférait-elle à sa course matinale une coloration particulière ? Certes, le magasin n'ouvrait qu'avec lui. Mais la machine n'attend-t-elle pas l'ouvrier pour tourner ? Quant à la clé qu'il conservait, elle n'aurait pu décider de la qualification que si l'accident avait été causé par elle. Hors de là, prétendrait-on que la clé est une dépendance de l'établissement ? Même les arguties juridiques doivent avoir des bornes et cette fiction d'exterritorialité d'un genre nouveau être abandonnée. Tout ouvrier qui se rend à son travail *exécute un acte de son emploi* », estime M. Rodière (4).

Il est bien certain que ni l'idée de travail, au sens précis du terme, ni celle d'autorité, ne peuvent rendre compte de cette solution, en faveur de laquelle on peut seulement faire observer que l'activité protégée avait fait l'objet d'une prévision du contrat de travail de l'exécution duquel on la faisait ainsi participer, préparant d'autres solutions dont la portée confère la valeur d'un principe à cette explication.

La même certitude se dégage d'un arrêt de la Chambre

(1) La loi, 22 mars 1929.

(2) Civ., 15 mai 1911, G.P. 1911.2.47.

(3) Sachet, t. 1, n° 323 bis.

(4) Revue juridique, 1936, n° 3, p. 167.

des requêtes du 3 juillet 1933 (1) relatif à un maçon dont le salaire, payé à l'heure, était calculé tant d'après les heures effectivement réservées au travail que d'après le temps employé à ses déplacements entre le chantier et son domicile et inversement. La Chambre des requêtes en a déduit, après la Cour d'appel d'Amiens, que le travail de l'ouvrier commençant au moment où il quittait son domicile pour gagner le chantier et ne finissant que lorsqu'il était rentré directement du chantier à son domicile, le temps consacré à ce trajet devait être considéré comme compris dans le temps et le lieu du travail d'après les stipulations intervenues entre les parties. « La perception du salaire peut, en effet, être considérée comme une indication que le travail est en cours d'exécution, observe l'annotateur de la Gazette du Palais, mais c'est là une question d'appréciation ». Cependant l'intention manifestée par la Cour de cassation de s'attacher, pour étendre la protection légale, au domaine d'application, dans le temps et dans l'espace, des obligations réciproques découlant du contrat de travail, n'est, elle, pas discutable.

Un arrêt de la Chambre civile du 23 avril 1936 consacre une solution analogue. Le motif déterminant ne réside plus toutefois dans une stipulation précise du contrat de travail, mais dans un état de choses s'y rattachant et tacitement établi entre les parties. Un manoeuvre au service d'une entreprise chargée de l'établissement d'une double voie entre deux gares et logé à proximité de son chantier, avait été blessé un matin au passage d'un train, alors qu'il se rendait à son travail en longeant la voie ferrée. La Cour d'appel de Nancy avait écarté sa demande d'allocation de rente en refusant d'interpréter le fait que son logement lui était fourni par l'entreprise comme impliquant qu'il était, au moment de l'accident, sous l'autorité de son patron, et elle avait retenu une faute grave à sa charge, lui reprochant d'avoir « sans

(1) D.H. 1933.443, R.A.T. 1933.922, G.P. 1933.2.475, s. Note d.

ordre ni nécessité pour l'entreprise » suivi un itinéraire affecté à la circulation des trains alors qu'il pouvait gagner le chantier en empruntant la route nationale (1).

La Cour suprême jugea au contraire « qu'on ne saurait pour écarter l'application de la loi du 9 avril 1898 exciper de ce que l'autorité de l'employeur ne s'exercerait pas directement sur l'ouvrier au cours du trajet qu'il suit pour accéder au chantier où il travaille ; et que, d'autre part, la faute d'un ouvrier victime d'un accident n'exclut pas l'application de la dite loi ». Retenant cette circonstance - « propre suivant l'arrêt attaqué, à faciliter l'exécution du travail » - que le logement de l'ouvrier était situé à proximité du chantier et le fait qu'il avait toujours pris, à l'exemple du reste du personnel, la voie de chemin de fer pour se rendre à son travail « sans que jamais aucune défense lui eût été faite à cet égard », elle cassa l'arrêt de la Cour d'appel.

À voir le soin mis par la Cour suprême à relever la connaissance que le chef d'entreprise avait de l'état de choses qui donna lieu à l'accident, on pourrait croire qu'elle ne fait que reproduire de précédentes décisions. Mais il y a entre elles une différence essentielle : l'accident avait eu lieu, en l'espèce, en dehors de l'établissement patronal. Et il était généralement admis en pareille hypothèse qu'il ne pouvait y avoir accident du travail en dehors du cas où l'accomplissement du trajet donne lieu à une rémunération, que dans celui où le lieu du travail présente des difficultés d'accès.

Or il existait un autre itinéraire possible : la route nationale, et le chef d'entreprise n'avait pas du tout prescrit l'emploi de la voie ferrée. En réalité, seules des considérations tirées des conditions du travail rendent compte de cette solution et elles sont du reste expressément relevées par la Cour de cassation. Celle-ci, en faisant mention d'une sorte de ratification donnée par l'entreprise à la conduite de l'ouvrier, sem-

(1) Civ., G.P. 1936.2.307 s. note a, D.H. 1936.330.

ble avoir cédé à une habitude contractée à l'occasion d'espèces voisines mais pourtant bien différentes.

e) Enfin l'accomplissement du trajet compris entre le domicile de l'ouvrier et le lieu de son travail sera protégé lorsque celui-ci aura été chargé de faire, en chemin, certaines commissions. Il s'agit alors d'un travail spécial : cette étude relève de la situation des ouvriers travaillant hors d'un établissement, que nous allons maintenant aborder.

II. — OUVRIERS TRAVAILLANT HORS D'UN ETABLISSEMENT

Les arrêts que nous venons d'examiner ne limitaient pas l'application du droit des accidents du travail aux accidents survenus à l'intérieur de l'établissement patronal. Le trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu de son travail, notamment, s'effectue souvent sous la responsabilité du chef d'entreprise. Aussi, certaines des décisions rendues en pareil cas portent-elles en exergue que l'ouvrier est au lieu de son travail partout où il se rend d'ordre de son patron et pour les besoins de l'entreprise. Comme on l'a fait ressortir (1), cette formule caractérise l'état de subordination de l'ouvrier. Elle est plus spécialement opportune lorsqu'on l'applique à des espèces intéressant des ouvriers ou employés dont le travail s'effectue au cours de déplacements. Il devient alors impossible de faire appel à aucune idée de dépendance technique, de surveillance exercée sur l'ouvrier.

M. Piaget a soutenu que des deux conditions que la jurisprudence ne sépare jamais, l'une, l'ordre du patron, a une influence prédominante tandis que la seconde, l'intérêt de l'entreprise, qui n'apparaît pas toujours très nettement, n'est qu'une survivance de l'esprit qui animait les auteurs de la loi.

(1) Piaget, p. 52. Rouast et Givord, n° 109.

Nous pensons que cette opinion pose avant tout une question de définition ; pour notre part, nous nous en tenons à la notion du travail* que les précédents arrêts nous ont révélée: le travail, au sens donné par la jurisprudence à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, s'entend de toute activité ayant fait l'objet d'une prévision du contrat de travail ou d'un ordre du patron donné dans le cadre de ce contrat, ou d'une ratification expresse ou tacite de sa part, ou enfin, autorisée par les usages.

Que l'ordre du patron revête le plus souvent une importance particulière n'est par pour surprendre. Du seul fait qu'il loue ses services, l'ouvrier s'en remet au chef d'entreprise du soin de le diriger.

De même comprendra-t-on que cet ordre fasse présumer l'intérêt de l'entreprise, et que la jurisprudence se contente même parfois d'énoncer qu'il fait présumer que l'ouvrier était dans l'obligation de l'exécuter sans que celui-ci soit tenu d'établir qu'il se rattachait au fonctionnement de l'entreprise (1).

La situation dans laquelle l'ouvrier ou l'employé se trouve placé par le contrat de travail est faite, dans des proportions variables il est vrai, de subordination pure comme d'activité professionnelle proprement dite. De cette dernière, les limites sont d'ailleurs parfois imprécises hors le cas exceptionnel d'un contrat de travail dont l'objet aurait été minutieusement détaillé. L'ouvrier n'a pas à les appliquer lui-même, c'est le rôle du chef d'entreprise. Surtout, de peur d'exciter la rancune de son patron il n'hésitera pas le plus souvent à accomplir un acte n'entrant pas rigoureusement dans ses attributions.

D'autre part, lorsque la jurisprudence trouve dans la connaissance par le patron d'une certaine présence ou attitude de l'ouvrier en un certain lieu, une autorisation tacite de na-

(1) Civ., 6 août 1907, S. 1910.1.207 (Cité par Piaget, p. 53).

ture à entraîner sa responsabilité en cas d'accident, ce n'est que parce que ces présence ou attitude apparaissent comme des conséquences nécessaires ou normales de l'exécution de la tâche de l'ouvrier.

Elle se fait de la subordination de l'ouvrier une idée qui varie, selon les cas d'espèces, en fonction de la liberté d'allure que laisse à celui-ci sa profession ou l'accomplissement de tel acte déterminé, c'est-à-dire la nature de son travail propre. Dans l'expression de *service commandé* qui pour MM. Rouast et Givord (1) traduit le mieux le critérium de l'accident du travail suivi en notre matière par les arrêts, le substantif *a*, pensons-nous, le pas sur le qualificatif.

Il en résulte qu'il ne faut voir dans l'obéissance au patron qu'un signe de travail, et non pas le travail même que la loi prend en considération, lequel peut consister en initiatives propres à l'ouvrier, parfois même dirigées contre une manifestation de volonté opposée du patron.

Le travail, au sens de la loi, ne sera donc pas seulement l'exécution stricte d'une besogne déterminée.

C'est ce que nous allons montrer en examinant successivement quelques décisions relatives à des ouvriers chargés d'une commission, à des voituriers, cochers, etc... et à des voyageurs de commerce.

A. — Ouvriers chargés d'une commission

Le travail commence dès que l'ouvrier a quitté l'établissement — ou son domicile, lorsqu'il devait partir directement de chez lui — et se continue jusqu'à son retour.

Un arrêt de la Chambre civile du 21 novembre 1934 (2) admet le caractère professionnel d'un accident survenu dans les circonstances suivantes : X, gérant de l'économat de la Coopérative des Mines de Rouïna, ayant, sur l'invitation du

(1) Op. cit., n° 109.

(2) G.P. 1935.1.89, R.A.T. 1935.188.

Directeur, pris place auprès du chauffeur de l'automobile de la Société, avait été victime d'un accident mortel. La Cour suprême, énonçant d'abord que « l'ouvrier est au temps et au lieu du travail partout où il se rend d'ordre de son patron et dans l'intérêt de l'entreprise », en déduisit qu'il était, dès lors, au temps et au lieu où l'avait appelé l'exécution de son travail et cassa l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 10 mai 1932 qui avait estimé que « fût-il même admis que le directeur eût chargé le gérant de servir, le cas échéant, de guide au chauffeur pour une visite à un employé malade, cette fonction absolument étrangère au contrat de travail intervenu entre l'employeur et lui, ne pouvait avoir pour effet de l'assujettir pendant l'accomplissement de cette tâche nouvelle et non rétribuée, à la législation des accidents du travail ».

Il s'agissait en réalité d'une acte qui, sans participer de la nature même des attributions du gérant n'était pas sans rapport avec elles et que l'on pouvait légitimement rattacher au contrat de travail. Une visite à un camarade ou à un subordonné malade n'est pas un geste purement *humain* puisque l'inspiration doit en être cherchée dans les relations créées par le travail. Au surplus, dans bien des cas, pareille initiative est dictée en même temps que par une naturelle sollicitude, par des préoccupations de travail, par le désir de savoir le moment où l'ouvrier reprendra son service, par exemple. Ceci doit logiquement, semble-t-il, être présumé quand la visite a lieu en service commandé, comme c'était le cas en l'espèce. À tous égards la solution de la Chambre civile était donc justifiée.

En ce qui concerne les domestiques, qui ne bénéficient jamais d'un repos au sens précis du mot lorsqu'ils se trouvent sous la subordination du maître, la solution ne saurait faire doute.

Nous pouvons citer deux arrêts : l'un de la Chambre des

requêtes en date du 13 mai 1935 (1) admet au bénéfice de la réparation légale une domestique blessée au cours d'une promenade en automobile faite un dimanche avec son patron ; l'autre, de la Chambre civile (2), est favorable à un domestique agricole qui avait fait une chute comme il revenait à bicyclette à la ferme de son maître, un dimanche matin, jour de liberté selon les usages locaux, d'une commune voisine où il s'était rendu volontairement, après avoir fait, au cours de ce déplacement, diverses commissions à la demande de son patron, et notamment l'achat de boîtes de conserves pour le déjeuner du personnel de la ferme.

La Cour d'appel d'Agen avait refusé, dans cette dernière espèce, de reconnaître à l'accident le caractère professionnel en prétextant que l'ouvrier n'avait accompli qu'un acte bénévole et que les commissions faites n'avaient aucun rapport avec le travail agricole. De ces deux arguments la loi du 15 décembre 1922 avait justice par avance, en spécifiant dans son article 3 que si l'une des personnes assujetties est employée occasionnellement à une occupation non visée par la législation sur les accidents du travail, la loi de 1922 doit s'appliquer néanmoins aux accidents qui surviendraient au cours de cette occupation. Cette question mise à part, c'est parce que l'ouvrier agricole était constamment à la disposition de son patron, c'est-à-dire en service, même le dimanche, que la Cour de cassation a jugé « qu'un domestique agricole ne peut être considéré comme accomplissant un acte bénévole lorsqu'il exécute une mission dont le chef d'entreprise l'a chargé en exécution des conventions du louage de services ».

L'idée de travail apparaît encore avec netteté dans un arrêt de la Cour suprême du 6 janvier 1932 (3) : La Chambre

(1) Req., S. 1935.1.246, D.H. 1935.361, G.P. 1935.2.172, R.A.T. 1935.866.

(2) 6 mars 1937, G.P. 1937.1.825, D.H. 1937.250.

(3) D.H. 1932.116, R.A.T. 1932.347 et la note, G.P. 1932.1.528.

civile a refusé de prendre en considération la désobéissance commise par l'ouvrier d'un peseur juré que son patron avait chargé un matin, vers onze heures et demie, de porter immédiatement au siège des peseurs jurés sa balance et ses effets de travail, et qui, en s'y rendant vers treize h. 30 environ, après son repas et au moment où il revenait prendre son travail, avait été victime d'un accident de tramway.

Le 2 décembre 1936 (1), la Chambre civile a cassé un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans qui avait refusé de reconnaître le caractère d'un accident du travail à l'accident mortel dont un chauffeur de machine à battre avait été victime alors qu'il regagnait son domicile après avoir conduit le matériel de son patron dans une commune voisine. L'arrêt attaqué déclarait que l'accident s'était produit sur la voie publique, la journée terminée, et alors que l'ouvrier rentrait à son domicile par l'itinéraire et le mode de locomotion de son choix. Mais bien qu'il eût été soutenu que la nature du travail de l'entreprise imposait au personnel des déplacements journaliers et que l'accident fût arrivé au cours de l'un de ces déplacements exécutés sur l'ordre du patron, la Cour d'appel avait estimé n'avoir pas à rechercher si la nature du travail n'avait pas pour conséquences de faire commencer la journée au départ de l'ouvrier de son domicile pour ne la faire se terminer qu'à son retour. La Cour suprême jugea qu'« en ne précisant ainsi ni les conditions dans lesquelles s'effectuait le travail de l'entreprise, ni la durée quotidienne de ce travail, ni le mode de calcul du salaire ou traitement de la victime » - indications permettant de définir l'étendue des obligations découlant du contrat de travail - « l'arrêt attaqué ne fournissait pas les éléments indispensables pour permettre à la Cour de cassation d'exercer son contrôle et manquait ainsi la base légale. »

Ces décisions montrent que consciemment ou inconsciem-

(1) D.H. 1937.83.

ment c'est de la nature de l'activité exercée par l'ouvrier au moment de l'accident, ou du but de cette activité, que se préoccupe la jurisprudence, plutôt que de la part de la volonté du patron qui peut s'y retrouver.

A cette tendance très ferme, on ne saurait opposer des solutions isolées comme un jugement du Tribunal civil de Meaux (1) qui marque une regression : un employé de chemin de fer s'était rendu de Château-Thierry à Paris pour passer une visite médicale réglementaire et avait trouvé la mort dans le train qui le ramenait à son point de départ. Le Tribunal refusa d'admettre le caractère professionnel de l'accident parce que, n'ayant pas utilisé au retour le train qui lui était prescrit par un titre de mouvement délivré par la compagnie, l'employé s'était « soustrait volontairement à l'autorité et à la dépendance de son patron ». Cet employé dont le déplacement avait eu lieu en conformité des stipulations du règlement auquel il avait adhéré en entrant au service de la compagnie, n'avait commis qu'une désobéissance qui ne pouvait le priver du bénéfice de la loi, alors qu'incontestablement il se trouvait « d'ordre du patron et dans l'intérêt de l'entreprise » sur le chemin du retour au moment de l'accident.

La Cour de cassation en a ainsi décidé dans les mêmes circonstances (2).

Un arrêt de la Chambre des requêtes du 20 juillet 1933 (3) permet de vérifier l'inaptitude de l'idée d'autorité à rendre compte toute seule de la responsabilité patronale : X, mécanicien au service d'Y entrepreneur de battages et industriel avait été renversé par une automobile alors qu'il suivait une batteuse que l'on déplaçait. Il s'était prévalu de la loi du 9 avril 1898, la loi du 15 décembre 1922 n'étant pas

(1) Du 15 janvier 1932, G.P. 1932.1.619 et la note. V. également Trib. du Rhône, 7 nov. 1929, D.H. 1930.110.

(2) 21 décembre 1936, G.P. 1937.2.192, s. noté a.

(3) G.P. 1933.2.835, s. note b.

applicable aux exploitations agricoles parce qu'elle n'était pas en vigueur au moment de l'accident et celle du 30 juin 1899 ne régissant que les accidents causés par le fonctionnement des moteurs. La Cour d'appel d'Aix lui avait donné gain de cause mais sa décision fut cassée par la Chambre civile le trente novembre 1927 (1). Statuant comme juridiction de renvoi, la Cour d'appel de Montpellier s'était ralliée à la thèse de la Cour suprême que la Chambre des requêtes confirma sur pourvoi en observant qu'il résultait des constatations de l'arrêt qu'« X, chargé par le contrat de travail de réparer ou d'entretenir des machines, n'était tenu par aucune obligation, de suivre la batteuse pendant son transfèrement ; que l'accident s'était produit à l'occasion de travaux afférents à une entreprise de battage et distincts de ceux pour lesquels il avait été embauché et que le travail était d'ailleurs terminé ». Cette solution est typique : la présence de l'ouvrier à côté de la machine n'avait pas pu être ignorée du chef d'entreprise. L'arrêt de la Cour d'Aix avait en effet déclaré qu'il faisait partie, le jour de l'accident, du personnel occupé au fonctionnement de la batteuse. Cette circonstance qui donne à croire que l'initiative de l'ouvrier avait été tolérée, eût suffi, s'il s'était agi d'une activité entrant dans les prévisions du contrat de travail, à faire présumer une autorisation de la part du patron, et par voie de conséquence, à entraîner sa responsabilité. Il apparaît donc nettement que la conduite de l'ouvrier n'est protégée qu'autant qu'elle se rattache à l'exécution du contrat de travail, indépendamment de l'adhésion que le patron a pu y donner.

B. — Voituriers, Cochers, Livreurs, Pilotes, Chauffeurs

Pour M. Piaget (2), les arrêts relatifs à cette catégorie de

(1) 30 novembre 1927, G.P. 1928.1.165.

(2) Thèse citée, p. 52, 53.

travailleurs s'expliquent par l'idée de subordination et ils révèlent que la jurisprudence est plus sévère pour les ouvriers en déplacement que pour ceux qui travaillent sous la surveillance du patron.

Ainsi pour cet auteur se justifie que le voiturier à qui aucun itinéraire n'a été assigné ne puisse cependant en adopter un qui le fasse échapper à la subordination du patron, par exemple pour rendre service à un ami en le reconduisant chez lui ; que le pilote aviateur qui, sur l'ordre de sa compagnie a entrepris un voyage en plusieurs étapes déterminées ne puisse s'écarter même momentanément de l'itinéraire tracé (2). Par contre, il peut se faire que sans cesser de suivre le chemin prescrit par le chef d'entreprise, un ouvrier, en abandonnant son poste, rompe le lien de subordination qui l'unit au patron, ce qui aura pour effet de relever ce dernier de toute responsabilité (3).

Nous pensons que cette jurisprudence autorise des conclusions plus nuancées, permettant de l'intégrer dans le système général que nous croyons avoir dégagé.

Lorsque la Cour suprême (4) refusait le bénéfice de la loi en 1898 à un charretier qui, passant dans une carrière, s'était mis à causer, après avoir arrêté son attelage à quelque distance, avec un cantonnier occupé à bourrer une mine, et avait été victime d'une explosion, elle ne faisait aucune allusion à l'autorité de l'employeur, observant seulement « que cet ouvrier n'avait visé qu'à la satisfaction d'une pure curiosité sans rapport avec l'emploi auquel il était préposé et d'autre part que si au lieu de quitter sans motifs son poste de travail il était resté à la tête de son cheval et l'avait conduit à une allure normale, il se serait trouvé au moment de l'explosion hors de la zone dangereuse ». Cette dernière cir-

(1) Civ., 23 octobre 1922, S. 1925.1.265, 1^{re} espèce.

(2) Civ., 8 juillet 1924, S. 1925.1.266.

(3) Civ., 2 décembre 1913, D. 1917.1.17, 9^e espèce.

(4) Civ., 2 décembre 1913 précité.

constance qui établit que l'accident avait sa cause dans un risque étranger à l'exploitation, serait aujourd'hui inopérante. Peut-être même n'eut-elle pas suffi en 1913 à dicter la solution de la Cour suprême. Mais l'exigence de motifs propres à expliquer la conduite de l'ouvrier est tout à fait générale lorsqu'il s'agit d'ouvriers en déplacement. Et c'est sur cette constatation que s'appuie M. Piaget pour taxer ces décisions de sévérité.

Il était manifeste que le charretier avait interrompu son travail et s'était éloigné de sa propre initiative sans y être obligé ou autorisé par les circonstances ou par son patron. Il avait ainsi cessé d'exécuter le contrat de travail et par conséquent de se trouver au temps et au lieu du travail.

N'en était-il pas de même dans l'espèce voisine, soumise à la Chambre des requêtes le 3 décembre 1934 (1) ? Un jeune journalier conduisait une charrette pour le compte de son patron. Sur le point de croiser un camion automobile conduit par un camarade, il avait rangé son attelage sur la droite, s'était éloigné pour jeter des boules de neige et avait glissé sous les roues de la remorque du camion.

L'analogie n'était pourtant qu'apparente : il était constaté que l'ouvrier s'était engagé sur un chemin étroit, sa charrette était du reste attelée de trois chevaux de file ; il lui fallait donc s'arrêter et se ranger sur la droite pour laisser passer le camion qui venait en sens inverse. N'ayant pas cessé d'être au temps du travail pendant ce répit involontaire, il n'avait pas non plus cessé d'être au lieu du travail, parce que, son attelage régulièrement rangé, il ne s'était éloigné que légèrement. Sans doute aurait-il pu se dispenser de jeter des boules de neige et n'aurait-il pas été blessé, mais nous savons que la jurisprudence a depuis longtemps renoncé à

(1) Précité p. 24 note 2.

constater l'existence d'un lien direct entre les occupations de l'ouvrier et l'accident (1).

Tels sont bien les motifs de l'arrêt qui comporte toutefois une référence à l'idée de subordination. « Attendu, énonce-t-il, que l'arrêt de la Cour d'appel constate que X était au temps et au lieu du travail et qu'il a été blessé alors qu'il se trouvait à proximité de l'attelage qu'il n'avait pas abandonné ; qu'ayant pris un instant de repos pour jouer avec un camarade, il demeurait sous l'autorité de son patron, et qu'il n'est pas nécessaire pour revêtir le caractère d'accident du travail, que l'accident se rattache par un lien direct avec les occupations mêmes de l'ouvrier ». Cette subordination se confond avec l'accomplissement du contrat de travail. En l'espèce on a estimé que le travail s'accommodait de ce repos, qui n'en était même pas un puisque l'ouvrier avait, semble-t-il, été contraint de s'arrêter.

Lorsque l'interruption du travail est plus caractérisée, il arrive que la Cour de cassation l'interprète comme un véritable abandon du travail et qu'elle refuse d'appliquer la loi de 1898 aux accidents survenus pendant sa durée. C'était le cas dans l'arrêt du 2 décembre 1913. Elle a statué dans le même sens :

sur la demande de rente des héritiers d'un voiturier qui, ayant, en conformité des ordres reçus, conduit un tiers qui se trouvait être son ami, en un lieu déterminé, avait été mortellement blessé comme il le reconduisait à son domicile au lieu de rentrer directement chez son patron (2) ;

sur celle d'un pilote aviateur chargé d'effectuer un voyage selon un certain itinéraire et qui, s'en étant détourné sans motif de service pour faire une escale non prévue, avait été vic-

(1) V. le cas d'un ouvrier blessé au cours du déchargement de paquets d'osier, en échangeant avec un camarade, en guise de projectiles, des débris de ce produit mêlés à des balayures. Civ., 23 février 1914, D.P. 1917.1.18, 15^e espèce.

(2) Civ., 23 octobre 1922 précité p. 83 note 1.

time d'un mauvais démarrage au moment où il s'apprêtait à gagner son point de destination (1) ;

sur celle enfin d'un camionneur qui au lieu de suivre l'itinéraire normal pour regagner, sa journée terminée, la remise de ses patrons, s'en était écarté pour se rendre avec des camarades dans un café d'où il était sorti en état d'ivresse, et avait été tamponné par un tramway, alors qu'il se dirigeait dans une direction diamétralement opposée au trajet qu'il devait faire (2).

Dans ces trois décisions, la Cour suprême signale seulement le défaut d'ordre ou d'autorisation du patron.

D'autres mentionnent les conditions du travail. Un chauffeur de taxi arrête sa voiture devant un café ; il entre, se fait servir une consommation et se rend aussitôt aux water-closets, dans l'escalier desquels il fait un chute : c'est un accident du travail parce que le chauffeur n'avait pas suspendu son travail ; « le travail d'un chauffeur de taxi se produit à tout endroit de la voie publique et partout où il est susceptible de trouver la clientèle (3).

Vers midi et demie, un chauffeur de taxi met sa voiture en file à une station de taxis au bord du trottoir, et, tout en traversant la chaussée pour aller déjeuner chez lui, il se retourne plusieurs fois, mais il butte contre le trottoir et se blesse mortellement. La Cour d'appel de Paris juge qu'il avait alors cessé son travail et elle refuse d'admettre comme les premiers juges que, ce faisant, le chauffeur continuait à surveiller sa voiture, parce que, dit-elle, en plaçant sa voiture en un lieu réglementé, « sorte de garage administratif », il se trouvait libéré de toute préoccupation. Mais la Cour de cassation (4) estime qu'elle ne s'explique « ni sur les conditions du

(1) Civ., 8 juillet 1924, précité p. 83 note 2.

(2) Req., 6 mars 1934, G.P. 1934.1.877, s. note, D.H. 1935, Som. 12.

(3) Trib. de Paix Paris, 24 janvier 1934, G.P. Tables 1934.2.166 ; Gazette des Tribunaux, 21 mai 1934.

(4) Civ., 6 novembre 1935, G.P. 1935.2.957, S. 1936.1.8.

contrat de travail intervenu entre les parties, ni sur les garanties offertes par cette sorte de garage administratif, ni sur la mesure des responsabilités que la mise en stationnement laissait à la charge du chauffeur » et admettant que l'interprétation des premiers juges était plausible, elle casse l'arrêt attaqué.

Entre toutes ces solutions nous ne voyons de différence que dans l'expression donnée à un principe immuable. Seules les circonstances particulières de chaque espèce feront apparaître certaines décisions comme plus libérales alors que d'autres sembleront faire de la législation protectrice une application plus étroite.

Et c'est notre réplique à l'observation de M. Piaget sur la sévérité d'une jurisprudence qui s'inspire seulement de la notion du contrat de travail. Sa seule présence dans l'enceinte de l'exploitation aux heures de travail suffit, nous l'avons vu, à placer l'ouvrier sous la protection de la législation des accidents du travail dont les ouvriers en déplacement ne bénéficieront en principe que lorsqu'ils seront frappés dans l'accomplissement de la tâche même qui leur aura été assignée. Ces derniers peuvent effectivement subir du fait de cette opposition un traitement plus rigoureux. Mais nous ne pensons pas comme M. Piaget que le motif en doive être cherché dans la possibilité pour le chef d'entreprise d'exercer sur les premiers une surveillance qui n'affecte pas les autres. Car rien n'est plus lié aux circonstances que la surveillance.

La vraie raison, nous la voyons dans ce que les éléments de l'heure et du lieu du travail auxquels il est plus possible de donner une base de principe invariable dès qu'ils ne concernent plus des travaux se déroulant toujours dans le même milieu physique, ne peuvent alors jamais être définis que par référence aux conditions d'exécution de chaque travail.

Mais la différence est surtout théorique : pour les ouvriers travaillant dans un établissement, la jurisprudence éprouve

souvent le besoin d'élargir le sens habituel des expressions d'heure et du lieu du travail à l'aide de considérations relatives à l'exécution du contrat de travail, et celles-ci permettent de même de protéger les ouvriers travaillant hors d'un établissement dans un grand nombre d'activités distinctes du travail proprement dit.

Les deux dernières décisions citées sont caractéristiques de cette souplesse d'interprétation dont d'autres exemples nous sont fournis par la jurisprudence relative aux voyageurs de commerce.

C. - Voyageurs de commerce

Les commis voyageurs suivent un sort analogue à celui de tous les ouvriers en mission. Toutefois, la question des interruptions du travail revêt pour eux une importance particulière parce qu'ils s'absentent souvent pour une période de temps assez longue, nécessairement consacrée pour partie au repos et à la distraction.

M. Piaget admet qu'après avoir opéré avec un arrêt du 20 avril 1912 une distinction entre ce qu'il appelle les « heure et lieu de travail » et les « heure et lieu non professionnels (1) », la Cour de cassation tend à l'abandonner depuis un autre arrêt du 30 avril 1927 (2).

L'examen des décisions qui servent d'illustration à l'opinion de cet auteur ne nous paraît refléter aucune évolution.

Il s'agissait en 1912 d'un commis voyageur qui, en sortant de la maison d'un client avec qui il avait débattu une affaire dont la conclusion avait été remise au lendemain, avait fait une chute alors qu'il regagnait son hôtel, reconduit par ce client. Tandis que la Cour d'appel avait refusé d'appliquer la loi de 1898 parce qu'« il n'y avait pas de relation de

(1) Civ., 20 avril 1912, D.P. 1913.1.64, 1^{re} espèce, S. 1912.1.336; V. Piaget, p. 67 s.

(2) D.H. 1927.318, S. 1927.1.219.

cause à effet entre l'acte qu'accomplissait l'employé au moment de sa chute et l'exercice de sa profession de représentant de commerce », la Cour suprême décida qu'il y avait accident du travail parce que l'accident était arrivé « au lieu où l'employé était tenu de se rendre d'après le contrat qui le liait à son patron ».

En 1927, la Chambre civile avait à statuer sur l'accident mortel d'automobile dont avait été victime un représentant de produits pharmaceutiques en se rendant, dans une voiture automobile conduite par un ami, dans une ville où il devait offrir le lendemain les produits de son patron. Elle cassait l'arrêt attaqué qui avait débouté la veuve parce que son mari « ayant choisi librement son itinéraire et fixé seul les conditions du déplacement, il n'existait aucun lien entre les occupations commerciales de ce dernier alors libre de toute obligation professionnelle et échappant à la surveillance de son employeur, et l'accident dont il avait été victime » ; et elle déclarait que la victime était, au moment de l'accident, en un lieu où l'avait appelée l'exercice de sa profession puisqu' « un commis voyageur est au lieu et au temps de son travail au cours des déplacements qu'il effectue même par un mode abandonné à son choix, dans l'intérêt de l'entreprise, en exécution du contrat de travail qui le lie à son patron ».

Le 28 novembre 1927, la Chambre des requêtes appliquait la même solution, dans des circonstances identiques, au profit d'un inspecteur de société commerciale qui avait été blessé en se rendant, dans son automobile, dans une ville où il devait le lendemain assister à une enquête (1).

Enfin, M. Piaget signale comme caractéristique un autre arrêt de la Chambre des requêtes du 19 novembre 1928, favorable à un voyageur de commerce qui était tombé en descendant l'escalier de sa maison, muni de sa valise et de sa boîte d'échantillons, pour aller prendre le train en vue d'ac-

(1) Req., D.H. 1928.54.

complir une tournée lointaine : « cet employé se trouvait déjà en cours de déplacement pour l'entreprise », était-il indiqué (1).

Mais le principe est toujours le même ; c'est le motif de la présence de l'ouvrier à une heure et en un lieu donnés qui décide de la solution comme l'établissent de nombreuses autres décisions.

Un voyageur de commerce qui représente son patron à un banquet est à l'heure et au lieu de travail (2).

Un voyageur de commerce, de passage dans une ville pour raisons professionnelles, est blessé dans l'escalier de son hôtel en allant se coucher. La Cour de cassation lui refuse le bénéfice de la législation réparatrice ! (3) « Il était alors libéré de toute obligation professionnelle et peu importe assurément qu'il se trouvât dans une ville où il avait à visiter sa clientèle. » commente fort justement l'annotateur du Dalloz.

Ne saurait non plus prétendre avoir été victime d'un accident du travail celui qui, pour son seul agrément, s'est rendu un après midi dans un bois extérieur à une ville, en attendant l'heure du rendez-vous qui lui avait été fixé par un client empêché de le recevoir le matin, et a fait une chute mortelle dans les allées de ce bois. Il s'agit alors d'un temps de repos, pendant lequel le voyageur « ayant repris sa liberté, accomplit des actes personnels étrangers à toute obligation professionnelle » (4).

Mais nous ne saurions mieux définir l'inspiration de cette jurisprudence que ne l'a fait un jugement du Tribunal civil de Saône et Loire du 10 mars 1929 (5). Un commis voyageur

(1) D.H. 1928.605.

(2) Rennes, 17 juillet 1933, D.H. 1934, Som. 32.

(3) Civ., 31 mars 1919, D.P. 1920.88, 8^e espèce. V. dans les mêmes circonstances Rennes, 6 février 1935, Gazette des tribunaux, 20 juin 1935, Rennes, 7 mars 1932, G.P. 1933. Som. 1.110.

(4) Civ., 20 nov. 1934, S. 1935.1.71, D.H. 1935.3, G.P. 1935.1.15.

(5) D.H. 1929.214.

attendait le moment propice pour voir un client qu'il avait vainement cherché à l'heure du repas dans une auberge et avait été mordu, en y pénétrant, par le chien de la maison. Sur sa demande en paiement des indemnités temporaires, le Juge de paix avait déclaré que l'accident s'était produit au cours d'une suspension de travail. Le Tribunal en décida autrement pour les motifs suivants :

« Attendu qu'en la matière la solution est commandée par la nature et l'obligation professionnelle de la victime ; que, sans doute, s'agissant d'un représentant de commerce, il serait excessif de soutenir que, tant que sa tournée n'est pas terminée, il reste à tout instant et pour tous ses gestes couverts par la loi de 1898 ;

Mais attendu que l'obligation dont il est tenu vis à vis de sa maison consistant essentiellement dans la recherche et la visite des clients, il doit, pour tous les actes qu'il accomplit en vue de la préparation et de la réalisation de ce double objet, être considéré comme se trouvant « en cours de travail » ; qu'il importe peu à cet égard que les dispositions par lui prises lui soient dictées par son contrat ou aient été laissées à sa libre initiative si du moins elles tendent d'une manière certaine, à l'utile exécution de son mandat et de la tâche qu'il a assumée ; qu'il suit de là qu'il ne peut y avoir suspension du travail, au sens où l'entend le jugement entrepris, et susceptible de le priver du recours à la loi, que si, pendant cette période d'activité professionnelle il reprend sa liberté pour se livrer à des occupations d'un caractère strictement personnel et sans aucun rapport avec la profession ; qu'il en sera autrement au contraire pour tous les actes de la vie courante parce que ces actes ne sont en rien incompatibles avec la poursuite du but professionnel ; qu'il en est ainsi notamment de tout ce qui a trait à l'organisation quotidienne et normale des repas ; que c'est donc à tort que le premier juge a vu dans cette circonstance par lui retenue une cause de non application de la loi ; que son argumen-

tation à ce point de vue est d'ailleurs d'autant moins convaincante que le plus souvent les frais de déplacement alloués, comme dans l'espèce, au voyageur de commerce, sont établis en tenant compte de ses dépenses de nourriture et que le contrat intervenu entre les parties semble ainsi par là même couvrir et consacrer les interruptions de travail dont ces dépenses s'accompagnent ou qu'elles supposent nécessairement ;

Attendu, il est vrai, que l'intimé objecte de son côté que la loi est inapplicable parce que l'accident n'est pas survenu pendant la visite du client ; mais attendu que cette objection est aussi inopérante que celle déduite de la prétendue suspension du travail.

Attendu qu'à supposer que l'on puisse considérer la tâche et « le travail » du voyageur de commerce comme strictement limités à la visite de ses clients, il n'en resterait pas moins que, dans l'espèce, si l'accident n'est pas survenu au cours et du fait de cette visite, c'est du moins à son occasion qu'il s'est produit ; qu'en effet, si X a prolongé son séjour à Germany, et décidé d'y déjeuner, au lieu de poursuivre sa route, ce qui était peut être son intérêt personnel, c'est uniquement dans l'intention de chercher à joindre son client dans l'après-midi ; que cette occasion qui révèle et atteste la persistance de la préoccupation professionnelle dans ses actes et sa conduite, pendant cet intervalle de temps, est suffisante et au delà pour constituer et caractériser la relation occasionnelle dont se contente la loi entre l'accident et le travail, qu'ainsi à tous points de vue l'appel de X paraît fondé. »

La diversité infinie des espèces pourra seule provoquer parfois d'apparentes contradictions dans les décisions.

Allant jusqu'à présumer la *préoccupation professionnelle* le Tribunal civil de Béthune (1) a accueilli la demande des ayants droit d'un voyageur au service d'une brasserie, qui

(1) 28 janvier 1931, G.P. 1931.610.

avait trouvé la mort dans un accident d'automobile alors qu'il rentrait de tournée dans une automobile mise à sa disposition par le patron, et par un itinéraire de son choix ; il a estimé que la nature spéciale de ces occupations impliquait une grande latitude pour l'organisation de la visite et de la recherche de la clientèle, et que le choix de la route pouvait se justifier par le désir de visiter un client.

III. — LES EXCEPTIONS AU CRITERIUM JURISPRUDENTIEL

La formule jurisprudentielle, au sens que lui donne la Cour de cassation, comporte une telle souplesse d'application qu'elle a permis de résoudre la quasi totalité des cas qui se sont présentés en jurisprudence.

Plus de trente ans après l'entrée en vigueur de la loi de 1898, M. Piaget ne peut citer que deux arrêts ayant admis l'existence d'accidents du travail indépendamment des conditions traditionnelles d'heure et le lieu du travail. Encore observait-il avec raison qu'un seul était caractéristique : la Chambre civile de la Cour de cassation, lorsqu'elle avait accueilli la demande d'un brigadier wagonnier blessé chez lui en fixant un pétard d'alarme à sa lanterne (1), avait totalement fait abstraction du milieu physique de l'accident. Mais la Chambre des requêtes (2), en reconnaissant le caractère professionnel du meurtre d'un contremaître, commis, la porte de l'atelier franchie, par un ancien ouvrier qui était venu se faire embaucher de nouveau, avait relevé cette circonstance que l'attentat avait eu lieu au seuil de l'atelier. Il est intéressant de noter qu'un arrêt de la Cour d'appel de Paris statuant sur la demande de rente de la veuve d'un ouvrier qui s'était noyé en se jetant dans la Seine pour se soustraire aux brutalités de grévistes qui l'avaient pris en chasse, a précisé

(1) 24 juin 1905, S. 1908.1.348.

(2) Req., 2 juin 1913, S. 1917.1.185, G.P. 1913.1.737.

en accordant l'indemnité, que la poursuite avait commencé dès la sortie de l'usine, voulant semble-t-il attester, pour prévenir la critique d'un pourvoi éventuel, que la victime se trouvait en quelque sorte dans une dépendance du lieu de son travail au moment de son décès (1).

La liste des arrêts refusant le caractère d'accidents du travail à des accidents survenus à l'heure et au lieu du travail n'est pas plus longue. « La Cour de cassation, dit justement M. Piaget, n'y fait pas mention de son critérium habituel, faute sans doute de pouvoir expliquer la raison pour laquelle ils y font exception (2) ».

Des décisions qui, comme un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation rendu le 13 avril 1910 (3) dans un cas d'agression provoquée par la victime, et un autre arrêt du 1^{er} août 1927, concernant un manoeuvre qui avait fait le pari de sauter d'un échafaudage, exigent l'existence d'un lien direct entre l'accident et le travail, apparaissent comme des anomalies. La Cour suprême se prononce constamment en sens contraire et elle admet le caractère professionnel d'accidents dûs à la faute exclusive de la victime ou entraînés par des actes sans rapport avec le travail. La seule exception véritable au critérium de l'heure et du lieu du travail a trait aux accidents causés par les forces de la nature.

La Cour de cassation a toujours jugé que la loi du 9 avril 1898 ne s'appliquait pas aux accidents dûs aux forces de la nature, même quand ils sont survenus pendant le travail, à moins que le travail n'ait contribué à mettre les dites forces en mouvement ou qu'il en ait aggravé les effets (4).

(1) Paris, 21 février 1921, G.P. 1921.2.222. Le lit de la Seine eût été considéré comme le lieu du travail de cet ouvrier métallurgique » note M. Courtin en envisageant la conséquence extrême de ce raisonnement (Thèse citée p. 83).

(2) Thèse citée, p. 81.

(3) Précité v. p. 51, S. 1927.1.387, 7 op. cit., n° 405.

(4) Civ., 10 décembre 1902, G.P. 1903.1.5, S. 1905.1.28, D.P. 1903.1.

Cette restriction à la généralité de la formule jurisprudentielle s'inspire de la notion primitive de l'accident du travail, conçu, nous l'avons vu, comme celui dont le risque menace spécialement l'ouvrier.

« La position qu'un ouvrier occupe dans son travail peut l'exposer tout spécialement au risque d'être atteint par la foudre, écrivait M. Sachet (1), ...les décharges électriques que les nuages nous envoient pendant un orage touchent le sol, non au hasard, mais seulement aux points qui remplissent les conditions les plus favorables au passage d'un courant électrique.

L'isolement d'un corps, d'un attelage évoluant en plein champ par exemple, hors de la zone de protection efficiente d'arbres élevés jouant le véritable rôle de paratonnerre, couvrant de leur protection une superficie d'un rayon égal à deux ou trois fois leur hauteur, est une circonstance à retenir, comme la nature et les conditions de ce corps, son degré de conductibilité électrique (2).

C'est ainsi qu'ont été considérées comme ayant été victimes d'accidents du travail des vendangeurs occupés à récolter les produits d'une vigne reliée par des fils de fer, et située dans un bas fond, près d'un ruisseau (3) et un charretier qui, ayant à conduire un tombereau de fumier dans un champ, s'est trouvé surpris par l'orage et a été contraint de s'arrêter au pied d'une meule avec son attelage comprenant

231; 2 mars 1904, G.P. 1904.1.501, S. 1905.1.399, D.P. 1904.1.553; 8 juin 1904, S. 1907.1.351, D. 1906.1.107; 2 juillet 1928, G.P. 1928.2.554 et renvois, S. 1928.1.360; Grenoble, 6 janvier 1933, G.P. 1933.1.640; Toulouse, 20 mai 1932, R.A.T. 1932.884; adde Sachet, t. 1, n° 403 s., et les arrêts cités, spécialement sur la foudre: Req., 13 avril 1912, S. 1912.1.502; Req., 23 juin 1925, G.P. 1925.2.741; Civ., 31 juillet 1933, S. 1936.2.186, D.H. 1933.540, G.P. 1933.2.883; Req., 27 mai 1935, S. 1935.1.221.

(1) Op. cit., n° 405.

(2) Poitiers, 16 octobre 1935, G.P. 1935.2.811, S. 1936.2.186.

(3) Bordeaux, 8 juillet 1931, D.H. 1932, Som. 36.

notamment un véhicule garni d'importantes parties métalliques (1). Aussi bien les jugements ou arrêts doivent-ils toujours fournir des précisions sur les conditions dans lesquelles le travail a pu exposer la victime à l'action de la foudre ou en aggraver les effets (2).

L'insolation constitue un accident du travail lorsqu'elle a pour cause unique ou prédominante l'action d'éléments extérieurs dont l'effet a été sinon créé, du moins aggravé par le travail.

Doivent être protégés : l'ouvrier qui accomplit en plein soleil et sans pouvoir s'abriter un travail l'obligeant à se tenir constamment baissé sur un sol surchauffé (3) ;

celui qui entassait des gerbes en plein soleil, par une journée exceptionnellenent chaude, depuis plus de deux heures, alors que la présence de ses patrons stimulait son effort, rendu plus pénible par sa continuité même et que la forte congestion des organes qui en résultait favorisait l'effet nocif de la chaleur (4) ;

celui qui travaille en été, au soleil, à la réparation d'une chaudière à vapeur (5).

Mais on n'admet pas le caractère professionnel de l'accident survenu au cours d'un travail normal (6), comme celui qui consiste à pelleter des cailloux sur un wagon-plate-forme (7), dans un endroit aéré et offrant de l'ombrage (8) ou à un moment où le soleil ne peut avoir une grande acui-

(1) Trib. de Clermont (Oise), 31 mai 1933, D.H. 1934 Som. 20, G.P. 1932.2.833.

(2) Civ., 31 juillet 1923 précité p. 94 note 4.

(3) Trib. Rennes, 7 avril 1933, G.P. 1933,2, Som. 57.

(4) Paris, 19 février 1934, Gazette des Tribunaux, 5 mai 1934, Tables G.P. 1934.1.148, D.H. 1935, Som. 4.

(5) Trib. d'Alençon, 24 novembre 1931, D.H. 1932.65.

(6) Rennes, 3 janvier 1934, G.P. 1935, Tables 1.130; Req., 11 décembre 1935, G.P. 1936. 1.81.

(7) Amiens, 17 décembre 1936, G.P. 1937.1.448.

(8) Paris. 30 octobre 1933. D.H. 1934. Som. 16, Gazette des tribunaux. 7 décembre 1933; Angers, 21 mars 1932, D.H. 1932.307.

té, ou bien s'il est constaté que l'état de santé précaire de l'ouvrier suffit à expliquer l'accident (1), ou enfin si la victime avait toute liberté pour prendre les précautions nécessaires en vue d'éviter les dangers d'une chaleur excessive (2).

L'action soudaine d'une basse température présente également les caractères d'un accident du travail.

Ont donné lieu à l'explication de la loi : le décès d'un commis voyageur trouvé mort dans sa chambre le lendemain du jour où, par un froid intense, il avait parcouru des routes exposées au vent en poussant une voiture à bras, et qui, au retour de sa tournée, s'était plaint à plusieurs reprises de souffrir particulièrement du froid (3) ;

celui d'un voyageur de commerce qui a été soumis à un froid intense, la nuit, au cours d'un voyage, sans qu'il y ait à rechercher si ce froid a été la cause unique de l'accident ou s'il a soudainement aggravé un état pathologique antérieur (4) ;

les lésions subies par un ouvrier obligé de faire à pied plusieurs kilomètres pour recevoir des soins consécutifs à un précédent accident du travail qui l'a mis par surcroît dans l'impossibilité de prendre les précautions d'usage pour se garantir du très grand froid sévissant ce jour-là (5) ; il en est autrement si rien n'obligeait l'ouvrier à sortir par une température particulièrement froide ou s'il était en mesure de prendre des précautions (6).

(1) Req., 5 juin 1935, D.H. 1935.442, G.P. 1935.2.362, R.A.T. 1935.1.114; Req., 25 novembre 1935, G.P. 1936.1.81, s. note, S. 1936.1.47.

(2) Rennes, 22 février 1932, G.P. 1933.1. Som. 103.

(3) Dijon, 29 décembre 1931, D.H. 1932.62, G.P. 1932.1.572, S. 1932.2.72.

(4) Trib. de Lyon, 21 février 1931, G.P. 1931.1.750.

(5) Grenoble, 6 janvier 1933, G.P. 1933.1.640.

(6) Trib. de Lyon, 26 mai 1933, D.H. 1933.437.

Enfin, les piqûres d'insectes donnent lieu à la protection légale lorsque l'exploitation (1) y expose. Ainsi en est-il pour un batelier évoluant sur un canal, au voisinage d'écluses, dans des eaux pratiquement stagnantes où surnagent des corps et des plantes en décomposition attirant tous les insectes (2) ; mais non d'un ouvrier occupé au chargement de sacs d'écorces de pin dans une usine de trituration d'écorces (3).

Cette jurisprudence a été critiquée, à juste titre, pensons-nous. On la justifie ordinairement par les travaux préparatoires : mais il ne s'agit que de l'opinion du rapporteur du projet au Sénat en 1889 (4), et elle n'était peut-être plus celle des assemblées qui votèrent le texte définitif.

Une circulaire ministérielle du 10 juin 1899 a aussi été invoquée. « L'événement de force majeure est étranger à l'exploitation. Le dommage qui en résulte ne me paraît pas garanti par le risque professionnel, à moins que les événements de force majeure n'aient été aggravés par les ouvriers ou employés par l'exercice de l'industrie dans laquelle ils sont occupés » (5), avait alors déclaré le ministre de la Justice. Mais on ne saurait s'y référer plutôt qu'au texte de la loi.

On a enfin pensé à tirer un argument *a contrario* de l'article 7 de la loi visant les accidents causés par les tiers. Mais comme l'a fait observer M. Capitant (6), le but de cet article est non pas d'imputer au chef d'entreprise les accidents entraînés par la faute d'un tiers, mais de réserver un recours à la victime contre ce dernier.

Quant à l'article 1^{er} du texte, si vague dans son imprécision, son interprétation actuelle ne peut que postuler un trai-

(1) Req., 1^{er} mai 1929, G.P. 1929.2.123 et la note.

(2) Trib. de Wassy, 4 mai 1933, G.P. 1933.2.377.

(3) Req., 27 mai 1935, G.P. 1935.2.363.

(4) V. *Supra*, p. 13.

(5) Bulletin off. minist. just., 1899, p. 72. V. Capitant, note D.P. 1918.1.26.

(6) Note précitée.

tement identique pour tous les accidents survenus à l'heure et au lieu du travail, de quelque origine qu'ils proviennent.

L'inspiration de la jurisprudence est, en général, des plus libérales. Comment, dès lors, concevoir le point de vue qu'elle a adopté en notre matière ?

La relation causale est-elle plus étroite quand un ouvrier chargé d'une commission glisse sous les roues d'une automobile que lorsqu'il tombe mortellement frappé par la foudre ?

Pourquoi le caractère professionnel de l'accident serait-il reconnu dans le premier cas et non dans le second ?

La distinction apparaît plus injustifiable encore si l'on observe que la loi de 1898 est appliquée à la situation tout à fait analogue des victimes de bombardement aériens parce qu'ils sont le fait de l'homme (1).

La seule considération logique qui milite dans tous les cas en faveur de la responsabilité patronale, la pensée que l'accident n'aurait pas eu lieu si l'ouvrier ne s'était pas trouvé de par l'exécution de son contrat de travail à l'endroit précis où il a été frappé, acquiert une certitude scientifique particulière en matière d'accidents causés par la foudre : Etant donné que la foudre n'atteint que les endroits les plus exposés, celui où l'ouvrier a trouvé la mort était nécessairement spécialement dangereux. C'est ainsi que l'Office d'assurances du Reich allemand coupe court aux délicates questions d'appréciations que peuvent soulever les arrêts (2).

Cette jurisprudence, si elle était bien dans la ligne des premières décisions de la Cour de cassation sur le contenu de la notion d'accident du travail, apparaît aujourd'hui comme une survivance qu'il serait souhaitable de voir disparaître.

Une réaction s'était amorcée avec un arrêt de la Cour

(1) Civ., 18 avril 1918, D.P. 1918.1.25; Civ., 25 novembre 1918, D.P. 1920.1.65, S. 1922.1.301 ; Req., 8 avril 1924, D.H. 1924.319.

(2) Sachet, t. 1, n° 405.

d'appel de Nancy du 1^{er} juillet 1922 (1). Encore les motifs de cette décision manquaient-ils de netteté : Il s'agissait d'un bûcheron au travail dans une forêt. La Cour d'appel mentionnait que l'accident était survenu « pendant le temps, sur le lieu et à l'occasion du travail » et elle signalait que « le « risque professionnel le plus dangereux couru par un ouvrier bûcheron est bien celui provenant de la chute des arbres ; qu'il est indifférent que cette chute soit provoquée par le travail même ou par la force majeure ou par un cas fortuit » ; ce qui conduit à se demander si elle aurait admis la même solution au cas où le lien de l'accident avec le travail aurait été moins apparent (2).

Le Tribunal de Montpellier, le 6 mars 1924 (3), puis la Cour d'appel de Pau, le 25 juillet 1929 (4), ont également repoussé l'exception tirée de l'action des forces de la nature ; un charretier conduisait une voiture pour le compte de son patron, le long d'un quai, vers quatre heures et demie du soir, au mois d'août, lorsqu'il fut frappé d'insolation ; des ouvriers forgerons travaillant en plein air avaient été surpris par un cyclone et s'étaient abrités dans un hangar voisin, situé dans le chantier et adossé à la forge : l'ouragan fit écrouler le hangar légèrement construit, et l'un des ouvriers, pris

(1) D.P. 1922.2.121 et la note de M. Capitant, G.P. 1922.2.418.

(2) M. Capitant dans sa note au « Dalloz périodique », s'appuyant sur les motifs de l'arrêt, écrit que le risque professionnel comprend pour la Cour d'appel tous les accident survenus « pendant le temps, sur le lieu et à l'occasion du travail ». Quel éclaircissement nous apporte-t-il ? Le terme d'occasion du travail figurant dans cette formule doit lui-même être expliqué et il interdit, en l'absence de tout commentaire, de prendre parti en faveur d'une conception quelconque de l'accident du travail. La Cour d'appel nous paraît au contraire avoir opéré le raisonnement inverse et entendu l'accident à protéger comme celui engendré par le risque professionnel au sens habituel de l'expression, c'est-à-dire le risque inhérent à l'exercice de la profession. C'est ce qui semble bien résulter du soin mis à préciser la nature de l'accident.

(3) G.P. 1924.1.666.

(4) G.P. 1929.2.626.

sous les décombres, eut les deux jambes fracturées. Dans les deux cas la loi de 1898 a été déclarée applicable. Plus catégorique que celle de la Cour de Nancy, ces deux décisions ont fait observer que l'article 1^{er} de la loi de 1898 n'autorise aucune distinction permettant d'exclure de son bénéfice les accidents dûs aux forces de la nature, alors que la jurisprudence qualifie de professionnels des accidents provoqués par des faits complètement étrangers au travail, tels que rixes entre ouvriers ou faute d'un tiers.

Le Tribunal de Montpellier a cependant énoncé que le travail se trouvait à l'origine de l'accident puisqu' « il avait obligé l'ouvrier à prendre cette voie à l'exclusion des rues étroites et nombreuses, mais moins carrossables, sans même que, retenu par la nécessité de conduire ses chevaux, il ait pu profiter des pans d'ombre que pouvaient présenter les trottoirs ou les bords de la voie ». Il semble par ailleurs bien certain qu'il ne pouvait être question d'imputer au travail aucune aggravation de l'effet des forces de la nature, car l'accident s'était produit vers quatre heures et demie du soir, à un moment, par conséquent, où les rayons solaires avaient perdu beaucoup de leur acuité. Mais, à moins de vouloir ressusciter les subtiles controverses sur la spécialité du risque que la jurisprudence a sagement écartées, est-il besoin d'exprimer que le travail a exposé l'ouvrier à un risque donné, quand la meilleure preuve en est fournie par le fait qu'un accident s'est produit et que la seule question est de savoir si cet accident est survenu à l'heure et au lieu du travail ? Dans son arrêt du 25 juillet 1929 la Cour de Pau ne l'a sans doute pas pensé, puisqu'elle se borne à signaler qu'au moment de l'accident la victime n'avait pas quitté le chantier et qu'elle avait, dès lors, été frappée à l'occasion de son travail.

En dépit d'une base logique indiscutable, ces décisions sont demeurées à ce jour isolées. Et le grand nombre des solutions contraires n'autorise pas à augurer un revirement.

IV. — TRAVAUX ACCESSOIRES OU ETRANGERS

A L'ENTREPRISE

Nous allons examiner certaines hypothèses d'accidents survenus au cours d'occupations de l'ouvrier distinctes de l'objet de la profession du patron ou de l'objet de sa profession principale s'il en exerce plusieurs, que ces occupations aient été entreprises sur l'ordre du patron ou spontanément par l'ouvrier.

A. — Travaux commandés par le patron

Le principe est, selon un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 26 mars 1918 (1), que « l'assujettissement aux lois des 9 avril 1898 et 12 avril 1906 dérive à la fois et de la profession du chef d'entreprise et de la nature du travail exécuté en vertu du contrat de louage de services par l'employé au moment où il a été victime de l'accident. Il en est ainsi alors même que le travail diffère de celui pour lequel le contrat primitif avait été conclu et qu'il n'est que momentané ou exceptionnel, s'il est exécuté du commun accord exprès ou tacite des parties. En effet, le contrat est alors momentanément modifié quant à son objet ».

Nous allons examiner quelques applications de cette idée qui vont nous confirmer dans notre conviction que l'idée d'autorité ne joue pas un rôle déterminant dans la notion d'accident du travail.

Signalons tout d'abord le cas du propriétaire qui, en dehors de toute idée de spéculation, fait exécuter sur son fonds des travaux qui seraient certainement garantis s'ils étaient effectués pour le compte d'un chef d'entreprise.

(1) D.P. 1920.1.70.

D'après une jurisprudence constante (1), la législation sur les accidents du travail ne vise que les travaux qui constituent l'exercice d'une industrie. « La responsabilité d'un propriétaire, même exerçant une des professions visées par l'article 1^{er} de la loi de 1898, n'est, dès lors, pas engagée lorsqu'un ouvrier travaillant à son profit est victime d'un accident, si, par ailleurs, le travail au cours duquel est survenu l'accident dont a été victime l'ouvrier qu'il occupait, ne rentrait pas dans le cadre normal de cette profession » (2).

C'est ce qu'ont encore décidé un jugement du Tribunal civil de Tarascon du 13 juin 1934 (3) et un arrêt de la Chambre des requêtes du 26 avril 1937 (4), dans le cas de travaux de bâtiment.

Un arrêt de la Chambre des requêtes du 11 juin 1934 (5) est pourtant à signaler pour avoir accueilli l'action de la veuve d'un maçon qui était mort des suites d'une chute faite pendant qu'il était occupé à des travaux de longue durée dans la maison de commerce d'un charcutier. Mais il était reconnu que ces travaux avaient lieu dans l'intérêt du commerce du patron. La Chambre des requêtes en conclut qu'ils avaient un but spéculatif ; elle put ainsi en admettre l'assujettissement. Cette explication n'est peut-être pas décisive : la loi de 1898, en parlant d'entreprises, a entendu protéger la profession, considérée tant du point de vue de l'employeur que de celui de l'employé ; or la profession du charcutier n'était pas en cause, bien que les travaux entrepris fus-

(1) Req., 12 juin 1907, S. 1910.1.208, Civ., 12 janvier 1908, G.P. 1908.1.143 note et renvois, S. 1911.1.309, D.P. 1910.1.302; Req., 19 février 1924, G.P. 1924.1.675 ; Civ., 12 novembre 1929, G.P., 1929.2.1003, S. 1930.1.84.

(2) Dijon, 11 octobre 1932, G.P. 1932.2.904, D.H. 1933.43, R.A.T. 1933.194.

(3) G.P. 1934.2.67, s. note f.

(4) G.P. 1937.2.191, D.H. 1937.315.

(5) D.H. 1934.445, G.P. 1934.2.669, s. note d.

sent destinés à la réfection ou à l'agrandissement des bâtiments affectés à son commerce.

Toutes ces décisions indiquaient que le travail avait eu lieu sous la direction du propriétaire. Le seul élément qui a pu faire admettre l'application de la législation réparatrice dans l'arrêt du 11 juin 1934 est un facteur économique, l'intérêt du patron, distinct de son autorité.

La jurisprudence consacre la même solution en dehors de cette hypothèse.

C'est ainsi que l'ouvrier d'un industriel, qui à une époque où la loi de 1922 n'était pas en vigueur, avait été distrait de son travail pour abattre un sapin dans le jardin de son patron et s'était blessé au cours de ce travail, s'est vu refuser le bénéfice de la loi de 1898 (1). Inversement, réserve faite de la disposition spéciale de l'article 3 de la loi du 15 décembre 1922 qui assimile aux travaux purement agricoles, du point de vue de la réparation des accidents du travail, les occupations auxquelles les exploitants assujettis peuvent employer leurs ouvriers, l'ouvrier d'une entreprise non assujettie à qui son patron commanderait de faire certains travaux entrant dans le domaine d'application d'une des lois sur les accidents du travail (2) pourrait en revendiquer l'application.

Comme le signalent MM. Rouast et Givord (3), pareilles solutions se justifient par cette idée que chacune des activités de l'ouvrier implique la passation d'un contrat de travail au moins tacite. Mais ces auteurs ajoutent que le plus souvent le travail commandé pourra être considéré comme accessoire au travail principal. C'est dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence au sujet :

de l'accident survenu à un ouvrier qui manœuvrait avec

(1) Civ., 28 février 1910, D.P. 1911.1.39, 3^e espèce.

(2) V. Rouast et Givord, n° 56.

(3) Id., n° 56 et les arrêts cités.

des camarades la pompe à incendie de l'usine, sur l'ordre du patron (1) ;

d'une blessure que s'était faite le gardien d'un chantier en exécutant une décoration avec des drapeaux en vue de la procession de la fête Dieu (2) ;

de l'accident survenu à l'employé d'une fleuriste en allant fleurir la tombe du mari de sa patronne (3) ;

de l'accident survenu à un jeune ouvrier au cours d'une leçon de gymnastique ordonnée par le patron (4).

Il apparaît, une fois de plus que l'autorité du patron n'est pas à l'origine de son devoir de réparation qui n'existe qu'autant que cette autorité s'exerce dans un cadre déterminé : celui du contrat de travail.

Loin de réduire la portée de cette constatation, la notion de travail accessoire vient encore la confirmer : Au lieu d'avoir égard à la seule manifestation de volonté de l'employeur pour apprécier si un travail donné peut être rattaché au travail principal, il faudra analyser les rapports créés entre l'employé ou l'ouvrier et le patron du point de vue de l'étendue de l'objet du contrat liant les parties.

On se référera, soit à la nature du travail principal, soit à l'importance du travail commandé, soit à la fois à ces deux éléments.

Plus le travailleur sera spécialisé et moins l'employeur pourra facilement le détourner de l'objet précis de sa tâche ; s'il y parvient, il faudra considérer qu'un nouveau contrat de travail a pris cours. Plus le nouveau travail sera important et plus il sera logique de le considérer isolément.

On sera, par exemple, d'autant plus enclin à ne voir que des services occasionnels dans les occupations extra profes-

(1) Civ., 13 juin 1914, D.P. 1917.1.21, 23^e espèce.

(2) Civ., 5 déc. 1919, D.P. 1911.1.37.

(3) Civ., 6 mai 1911, D.P. 1912.1.194.

(4) Civ., 23 octobre 1929 précité, D.H. 1929.521, S. 1929.1.7.

sionnelles auxquelles un officier ministériel pourra employer l'un de ses clerks, qu'il s'agira de tâches plus minimes et que ce clerk occupera un rang moins élevé dans la hiérarchie de l'étude. Le jeune débutant sans connaissance technique chargé en principe de classer les dossiers et de faire les courses sera, en fait, employé aux besognes les plus diverses dont certaines se confondront avec le travail domestique. La même course faite dans l'intérêt personnel du patron pourra, pensons-nous, être ou non rattachée à un nouveau contrat selon la qualité de celui à qui l'exécution en aura été confiée.

Qu'il s'agisse d'abattre un arbre dans la propriété d'un employeur non assujetti, par exemple, d'un officier ministériel, et la Cour de cassation admettra certainement la réparation légale pour les mêmes raisons qui lui ont fait consacrer la solution contraire en 1910 (1), dans une espèce où la loi de 1898 garantissait le travail principal tandis que les travaux agricoles étaient encore soumis à l'application du droit commun.

B. — Travaux dont l'ouvrier a pris l'initiative

L'application de ces idées conduit à refuser le bénéfice de la législation réparatrice aux ouvriers qui, sans ordre du patron, ont accompli des travaux étrangers à l'objet précis du contrat de travail.

Se fondant sur un certain nombre d'arrêts, MM. Rouast et Givord (2) admettent toutefois une présomption d'autorisation pour certains actes de complaisance et de dévouement de minime importance ou d'utilité incontestable qui n'ont pas fait abandonner complètement leur travail à ces ouvriers :

1° — Quand l'usage autorise à faire un travail supplémen-

(1) Civ., 28 février 1910, précité, p. 103.

(2) Rouast et Givord, n° 100.

taire déterminé pour le compte du client, moyennant un pourboire donné par celui-ci.

2° — Quand il s'agit d'un travail minime et rapidement fait, qui peut se rattacher à la complaisance que le travailleur doit montrer pour le client de son patron pour bien accomplir sa mission.

3° — Quand l'acte constitue un coup de main donné à une entreprise voisine avec laquelle le patron entretient de bonnes relations, et dont il reçoit ou peut recevoir des services réciproques.

4° — Quand il s'agit d'un acte de dévouement peu important, n'entraînant qu'un dérangement momentané, et ne devant pas présenter de graves dangers pour le travail. Il semble, ajoutent-ils, qu'en tout cas, on puisse considérer comme tacitement autorisé le geste par lequel un travailleur, en entendant des appels au secours, va se rendre compte de ce dont il s'agit ».

Mais la justification de ces décisions paraît être ailleurs que dans l'idée d'une autorisation du patron.

Un usage général comme celui qui consiste pour un camionneur au service d'un négociant en vin, à descendre à la cave des clients, moyennant un pourboire, les fûts de vin qu'il est chargé de leur livrer (1), participe des conditions d'exécution du travail que l'ouvrier a pu prendre en considération lors de la conclusion de son contrat : on peut soutenir que la perspective d'augmenter ainsi ses gains a joué à ses yeux un rôle déterminant ; ou bien il s'agit d'un travail que l'ouvrier a l'obligation d'exécuter pour ne pas mécontenter la clientèle habituée à se reposer sur son fournisseur du soin de la descente en cave des fûts livrés (2) : comme chaque fois qu'une activité quelconque fait l'objet d'une prévision même tacite du contrat de travail, nous estimons qu'il est impossi-

(1) Paris, 31 mai 1910, D.P. 1912.2.46.

(2) Et cette considération vaut pour les 2° et 3° cas dégagés par MM. Rouast et Givord.

ble de séparer ce travail de l'objet principal du contrat. C'est encore une fois la notion d'exécution du contrat de travail que nous trouvons * là où l'on veut nous montrer la notion d'autorité.

Par contre, les actes de courage et de dévouement, qui ne font jamais partie des conditions normales d'exécution du contrat de travail, ne paraissent pas entraîner la responsabilité du patron. C'est ce qui a été jugé même pour des actes n'impliquant pas un abandon complet du travail : ne peuvent être considérés comme victimes d'un accident du travail ni le voiturier victime d'un accident à un moment où il avait, sans utilité pour l'entreprise, abandonné son attelage pour arrêter un cheval emballé (1), ni le maçon qui, en entendant appeler au secours, a quitté spontanément son travail, sans ordre de son patron, et reçu sur la tête une boîte d'essence enflammée (2).

« Les travaux exécutés par un ouvrier sans aucune utilité pour l'exploitation ne rentrent pas dans les prévisions de la loi de 1898. Il ne pourrait en être autrement qu'autant que l'acte de sauvetage serait accompli dans l'intérêt de l'exploitation » déclare encore le Tribunal de Saint-Mihiel (3) au sujet d'un ouvrier qui avait été blessé en collaborant au sauvetage du mobilier dans une maison appartenant à un tiers, au cours d'un incendie qui s'y était déclaré.

SECTION 3. — LE PROBLEME DE LA PREUVE.

Nous avons jusqu'ici tenté de définir les conditions physiques de l'accident de travail. L'examen de l'interprétation jurisprudentielle de la formule de l'heure et du lieu de travail

(1) Civ., 17 février 1920, S. 1921.1.369.

(2) Trib. de Corbeil, 28 octobre 1930, D.H. 1931.47.

(3) 19 février 1935, G.P. 1935.1.792, s. note c.

nous a fait prendre conscience du contenu actuel de la notion. Il pourrait dès lors sembler que nous ayons épuisé l'étude descriptive que nous nous étions assignée. Mais nos investigations, dirigées du seul point de vue du fond du droit ne nous ont pas encore totalement éclairé.

L'accident ne nous intéresse qu'en tant qu'il cause un dommage à la victime. Le terme même d'accident implique une lésion. « Le même accident qui n'aurait entraîné aucune lésion, ne serait pas un accident, mais un fait banal, sans aucune valeur juridique » écrit fort justement M. Japy (1). Il en est ainsi qu'on le définisse comme *une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure* (2), comme *un événement anormal en général soudain ou tout au moins d'une durée courte et limitée, qui porte atteinte à l'intégralité ou à la santé du corps humain* (3) ou comme *toute lésion provenant de l'action violente et soudaine d'une cause extérieure* (4). La lésion est de l'essence de l'accident, bien qu'elle ne s'identifie pas avec lui, ce qui conduit M. Sachet (5) à prendre pour base de la définition de l'accident, l'événement anormal ou l'action de la cause extérieure, de préférence à l'atteinte au corps humain qui a pu ne se révéler qu'après un laps de temps plus ou moins long.

La question primordiale est donc finalement de savoir si le préjudice souffert par la victime se rattache bien à un accident protégé. Ce n'est qu'une question de preuve, sans influence, pourrait-on penser, sur le contenu de la notion d'accident du travail, et qui, à ce titre, devrait rester étrangère à nos préoccupations. Mais il se trouve que dans cette matière comme dans la précédente, des présomptions ont été

(1) Thèse citée, p. 114.

(2) Marestaing, Définition des accidents du travail dans les divers pays, p. 3, cité par Sachet, t. 1, n° 256, p. 213, note 1.

(3) Sachet, t. 1, n° 226, p. 217.

(4) Civ., 21 février 1912, D.P. 1913.5.7, S. 1912.1.81.

(5) Op. cit., n° 266.

admises, tendant à alléger le fardeau de la preuve qui devrait normalement incomber à la victime.

On n'est pas allé jusqu'à édicter une présomption irréfragable comme celle qui établit le rapport avec le travail de tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail. Lorsqu'on envisage la relation accident-lésion, on se trouve au contraire en présence de présomptions beaucoup moins hardies, n'embrassant pas la totalité du problème et toujours susceptibles de preuve contraire. Leur influence sur le fond du droit n'en est pas moins certaine. L'ouvrier, lorsqu'il se trouve en situation d'en bénéficier, acquiert une position privilégiée ; sans doute le patron conservera-t-il la possibilité de l'en déloger, mais il n'y parviendra pas toujours. Dans ce renversement de la preuve réside une nouvelle extension de la notion d'accident du travail. On verra des accidents du travail dans certaines hypothèses où l'application des règles ordinaires de la preuve n'auraient permis de voir que des accidents de droit commun.

L'examen du rapport de causalité entre la lésion et l'accident ne nécessitera, dans un premier paragraphe, qu'un rappel du travail de M. Rouast sur cette question (1) à laquelle les arrêts les plus récents n'ont pas apporté de changement.

Mais la Cour de cassation en est arrivée dans certains cas à tenir pour inutile la preuve même de l'accident. Nous aurons à insister plus spécialement sur cette évolution notable de la jurisprudence. Ce sera l'objet d'un second paragraphe.

Paragraphe I. — La preuve de la relation entre l'accident et le dommage.

Il y a le plus souvent concomitance entre le fait matériel constituant l'accident et l'apparition du préjudice sous la

(1) L'heure et le lieu du travail et la notion du risque professionnel, R.A.T., 1931, p. 520 s. Rouast et Givord, n^{os} 113 à 129.

forme d'une lésion corporelle. Un ouvrier chargé d'une commission fait un faux mouvement en montant dans un tramway et se blesse à la jambe (1). Une vendangeuse est transportée par les soins de son employeur au domaine viticole de ce dernier. Par suite d'un virage trop brusque, elle est précipitée à terre (2). La relation est indéniable.

Mais elle n'apparaît pas toujours aussi clairement. M. Rouast (3) a rangé les cas prétant à difficulté en deux catégories :

Il peut arriver que les circonstances de l'accident soient demeurées obscures.

Ou bien que plusieurs causes puissent également rendre compte du dommage, soit que celui-ci se révèle immédiatement après un accident ou l'exercice normal du travail, soit que la manifestation des symptômes pathologiques soit ultérieure.

La première hypothèse met en question la preuve de l'accident. Nous l'aborderons dans le second paragraphe et n'envisagerons quant à présent que les autres cas qui posent le problème précis de la relation accident-lésion.

Selon que le dommage suit immédiatement l'accident ou qu'il ne rattache que par un lien éloigné, la jurisprudence fait bénéficier la victime d'une présomption ou laisse à sa charge la preuve de ce que l'accident a été la cause exclusive de son état.

I. — DOMMAGES IMMEDIATS :

Un arrêt de principe rendu le 7 avril 1921 par les Chambres réunies de la Cour de cassation (4) décide que « toute

(1) Civ., 6 janvier 1932, précité, p. 78.

(2) Req., 2 juin 1934, précité, p. 67-68.

(3) Le lien de causalité entre l'accident de travail et le dommage. R.A.T. 1932, p. 677 s. ; Rouast et Givord, n°s 113 s.

(4) S. 1921.1.81. V. arrêts cités par Rouast et Givord, n° 116.

lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, doit être considérée sauf preuve contraire comme résultant de cet accident ». Un employé se trouvant sur la plate-forme d'un tramway était subitement tombé sur le sol et il était mort presque aussitôt. Malgré qu'il parût résulter des documents versés aux débats que la mort était naturelle, les Chambres réunies estimèrent que la preuve d'une relation entre l'accident et le décès n'avait pas à être rapportée.

Cette solution s'explique par la théorie de l'équivalence des conditions. Il suffit que l'accident ait posé une condition quelconque du dommage pour qu'il joue le rôle de cause et que la victime ou ses ayants droit bénéficient des indemnités légales.

Le même principe dicte la portée de cette présomption. Toutes les fois qu'il sera avéré que l'accident est demeuré complètement étranger à l'apparition de la lésion, la responsabilité de l'employeur cessera et celui-ci pourra administrer cette preuve soit indirectement, en établissant que la lésion était antérieure à l'accident, soit directement en justifiant que *tout le dommage* se rattache à une cause autre que l'accident, à un état antérieur de la victime par exemple, ou à une infirmité préexistante (1).

II. — DOMMAGES NON IMMEDIATS :

S'agit-il au contraire d'un accident qui n'a pas laissé de traces apparentes ? La présomption d'imputation disparaît (2). Fondée dans l'hypothèse précédente sur le *plerumque fit* elle est sans application ici où il n'y a pas plus de raison pour que le dommage trouve son origine dans l'accident qu'il n'y en a pour qu'il y soit étranger.

(1) Civ., 27 octobre 1936, D.H. 1937.3; Req., 1^{er} juin 1937 et Civ., 27 juillet 1937, G.P. 1937.2.647.

(2) Req., 11 décembre 1935, G.P., 1936.1.248.

Il est possible, lorsque l'accident est le dernier fait survenu avant l'apparition de la lésion, de soutenir, faute de pouvoir affirmer que sans lui le dommage aurait cependant eu lieu, qu'il a au moins rendu possible l'effet d'autres causes antérieures.

Un raisonnement inverse permet d'admettre, si la victime a été soumis depuis l'accident à des influences étrangères, que celles-ci sont seules à l'origine du dommage, la preuve du contraire incombant à la victime.

Cette conception conduit à transporter dans notre matière la théorie du dommage direct accueillie par le droit commun de la responsabilité délictuelle et à demander à la victime de prouver que le préjudice qu'elle invoque « se rattache au fait dommageable par un lien tel qu'aucun autre événement postérieur n'ait pu être considéré comme la cause même partielle de ce dommage » (1).

Paragraphe 2. — La preuve de l'accident

Nous nous trouvons ici en présence de l'extension la plus remarquable peut-être, d'une jurisprudence dont nous avons pourtant déjà constaté à maintes reprises l'esprit innovateur. Après avoir cessé d'exiger la preuve d'un lien direct entre l'accident et les occupations professionnelles de l'ouvrier et considérablement facilité celle de la relation unissant le dommage à l'accident, la Cour de cassation a dispensé la victime ou ses ayants droits de la preuve même d'une cause violente, soudaine et extérieure susceptible d'expliquer la lésion invoquée.

C'est dans le cas où l'origine de la lésion est demeurée inconnue que se pose la question particulière de l'existence d'un accident.

(1) Rouast et Givord, n° 124.

Il faut supposer par exemple qu'un ouvrier soit trouvé mort à l'heure et au lieu de son travail. Nul n'a été témoin de son décès. A-t-il vraiment succombé par l'effet d'une cause soudaine, violente et extérieure ?

La jurisprudence a d'abord très fermement maintenu à la charge de la victime la preuve de l'accident, question préjudicielle, semble-t-il, au problème de la relation accident-lésion. Dans une espèce où la victime avait été relevée avec des blessures insignifiantes, la Chambre civile de la Cour de cassation (1) estima qu'il n'y avait pas accident ; elle rejeta (2) pour la même raison la demande d'indemnité de la veuve d'un ouvrier qui avait été trouvé mort, debout dans un frigorifique, lieu de son travail, les outils à la main, sans qu'il apparût qu'il eût subi un traumatisme imputable aux conditions matérielles dans lesquelles il effectuait son travail. La Chambre des requêtes statua dans le même sens sur le cas d'un ouvrier d'usine qui était tombé inanimé tandis qu'il lisait son journal, assis devant le tableau des chaudières (3).

A partir de 1930, un revirement s'est opéré. Le motif en est identique à celui qui avait déjà entraîné une présomption d'imputation à l'accident du dommage apparu immédiatement après lui.

Ici encore, la Cour suprême a été guidée par la vraisemblance, par le *plerumque fit*. Dans certaines hypothèses où la lésion avait visiblement une cause soudaine, violente et extérieure, des présomptions de fait lui ont tenu lieu de preuve de l'accident.

Puis elle s'est contentée d'indices plus discutables. Elle a fait un accueil de plus en plus large aux présomptions de fait auxquelles elle substituait en réalité une présomption de droit. Telles circonstances dont elle faisait mention auraient

(1) 17 octobre 1923, G.P. 1923.2.678.

(2) 10 mars 1924, G.P. 1924.1.680.

(3) 17 mai 1927, D.H. 1927.350, G.P. 1927.2.339. V. même sens: Req., 13 décembre 1927, D.H. 1928.18, G.P. 1928.1.754.

à peine suffi à faire supposer l'existence d'un accident et étaient sans influences sur une solution libérale que seule une dispense de preuve pouvait expliquer:

Le dernier terme de l'évolution a consisté à consacrer le même point de vue en l'absence de la justification toute symbolique habituelle, et bientôt même contre toute évidence.

Cette tendance commença à se faire jour dans le cas des noyades. A vrai dire il n'y avait rien là qu'une application pure et simple de la notion d'accident. « La chute de la victime constitue un accident : la perte de l'équilibre sous la loi de la pesanteur est le type même de la cause violente, soudaine et extérieure. Ainsi toute noyade est un accident parce que nécessairement précédée d'une chute, et en tout cas d'une immersion, cause extérieure, violente et soudaine (1) ».

On peut rattacher à cette jurisprudence un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 8 février 1933 (2), rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel d'Angers confirmant lui-même un jugement du Tribunal civil de la Sarthe. Un charretier au service d'un charroyeur avait été trouvé, étendu et frappé de paralysie du bras droit, à côté de sa bicyclette, sur un chemin par lequel il était allé, sur l'ordre de son patron, chercher deux chevaux. Aucun témoin n'avait pu être retrouvé. Il était clair que cet ouvrier avait fait une chute. Une chute est un accident. La seule question était donc de savoir si la paralysie était bien la conséquence de cette chute. Aussi le Tribunal de la Sarthe

(1) Padis, La mort survenue à l'heure et au lieu du travail, *Revue juridique*, 1936, n° 4, p. 189. En ce sens: Civ., 26 juillet 1905, D.P. 1907.1.295; Cf. Req., 30 mai 1921, G.P. 1921.2.225 pour la noyade d'un ouvrier travaillant à bord d'un bateau et pour la noyade d'un ouvrier dont le chantier était voisin d'une rivière; Req., 18 juillet 1933, G.P. 1933.2.834 en note, R.A.T. 1933.1153; Civ., 6 mars 1935, G.P. 1935.1.786.

(2) G.P. 1933.1.768.

avait-il écarté l'offre de preuve de l'employeur tendant à faire admettre : 1^o que l'ouvrier était sujet à des crises fréquentes et en avait eu une quelques jours avant la chute ; 2^o que ces crises étaient suffisantes à provoquer ou expliquer une chute, et déclaré ces deux faits non pertinents, remettant toutefois à un expert le soin de déterminer la relation entre la chute et la paralysie du bras droit, parce que « la présomption de causalité est une simple présomption juris tantum pouvant être combattue par la preuve contraire ».

On trouve une véritable présomption de fait dans l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 29 octobre 1930 (1). Un ouvrier mineur était sorti de la mine atteint de blessures provenant, disait-il, de coups qui lui avaient été portés par un chef porion. Bien que ce dernier eût été acquitté par le tribunal correctionnel, la victime fut considérée comme ayant subi un accident du travail. Il était donc impossible d'affirmer la réalité de l'accident. Cependant la vraisemblance en était telle, que la Cour suprême, sans se demander si l'ouvrier ne s'était pas blessé lui-même, n'hésitait pas à énoncer que *la victime ayant été atteinte au service du chef d'entreprise d'une blessure* dans le temps et le lieu du travail, la réunion de cette double condition était nécessaire et suffisante. Cette affirmation dépassait certainement la portée de la décision qui n'apportait aucune innovation en rappelant simplement que tout accident survenu sur le lieu et pendant la durée du travail devait être considéré comme survenu à l'occasion du travail. Mais elle était symptomatique de la confusion qui ne devait pas tarder à s'opérer entre le dommage et l'accident.

La même solution était ensuite admise le 10 mai 1933 dans un cas où l'existence de l'accident ne s'imposait pas avec la même certitude (2) : Un charretier avait été trouvé, au cours

(1) Précité, p. 23, note 2.

(2) Civ., 10 mai 1933, G.P. 1933.2.272, S. 1933.1.286.

de son travail, étendu inanimé près de son tombereau et blessé à la tête. Transporté à l'hôpital, dans le coma, il était mort quelques jours après, sans avoir repris connaissance. La Chambre civile de la Cour de cassation estima que ces constatations établissaient l'existence d'un accident. « On est loin des *présomptions graves précises et concordantes* dont parle l'article 1353 du Code civil, note M. Rouast. De semblables arrêts ne s'expliquent que parce que les magistrats de la Chambre civile songeaient déjà à une présomption légale, influencés sans doute par le précédent de la décision des chambres réunies » (1).

Dans aucun des cas de noyade sur lesquels la Cour de cassation avait eu à statuer il n'était argué d'une circonstance quelconque autre que l'immersion pour expliquer le décès de la victime. La chute et à tout le moins l'immersion, constituant un accident, toute noyade impliquant une immersion et le suicide ne se présument pas (2), l'accident et son rôle dans la mort de l'ouvrier se trouvaient du même coup établis.

Mais l'arrêt des Chambres réunies du 7 avril 1921 en posant le principe que *toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail doit être considérée comme résultant de cet accident*, conduisait à abandonner l'exigence d'une relation entre l'accident et la lésion. Déjà dans cette espèce, il semblait peu probable que la chute de la victime eût entraîné sa mort : des praticiens éminents avaient exprimé un avis contraire (3). Il n'avait pas non plus été possible à un médecin-expert, dans celle tranchée par la Chambre civile le 10 mai 1933, de préciser si l'hémorragie cérébrale qui, d'après lui, était à l'origine du

(1) Note précitée, D.P. 1936.1.139.

(2) V. Padis, op. cit., p. 194.

(3) V. arrêts Douai, 11 juillet 1911, D.P. 1913. 2. 172 ; Amiens, 27 mai 1914, G.P. 1921.2.122.

décès du charretier, était la conséquence d'une chute, d'un effort ou de l'état morbide de la victime ; l'arrêt estimait pourtant que l'existence de l'accident et de la lésion étant établies, la veuve ne pouvait avoir l'obligation de prouver encore que la cause de l'hémorragie se rattachait au travail.

Ainsi, l'accident n'apparaissait plus désormais que comme le support tout théorique de la responsabilité patronale.

Mais alors la simple logique conduisait à s'en désintéresser : dès l'instant où l'on n'attachait plus d'importance à ce que le dommage résultât d'un accident, il devenait superflu de laisser plus longtemps à la charge de la victime ou de ses ayants droit la dernière preuve qui leur incombait. Une nouvelle présomption s'imposait. Cette évolution s'est achevée dans deux arrêts de la Chambre civile de la Cour de cassation des 25 juillet et 25 mai (1).

Il s'agissait, dans le premier, d'un tailleur de pierres occupé dans une carrière à pousser un gros bloc qu'il venait d'extraire, et qui s'était subitement affaissé sur le sol pour expirer quelques instants après. La Cour d'appel de Paris avait débouté la veuve parce que celle-ci n'avait établi « ni que son mari eût été frappé d'insolation, ni qu'il eût été victime d'une lésion provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure, ni surtout qu'il eût effectué un travail dans des conditions exceptionnelles et particulièrement dangereuses ayant aggravé les forces de la nature ».

Cette décision fut cassée parce que « des constatations mêmes de l'arrêt il résultait que l'ouvrier avait été frappé mortellement au temps et au lieu du travail, double condition nécessaire et suffisante pour que sa veuve et ses représentants pussent se prévaloir du bénéfice de la loi du 9 avril 1898, sans que leur fût en outre imposée la charge de rapporter la preuve, qui ne leur incombait pas, ni de la cause de la mort de la victime, ni des conditions exceptionnelles et

(1) D.P. 1936. 1. 137, note Rouast.

particulièrement dangereuses ayant aggravé les forces de la nature ». Il n'était guère possible, même au prix d'une analyse subtile, comme on en a exprimé la crainte, de rattacher cet arrêt, comme une solution d'espèce, à la précédente jurisprudence, de soutenir qu'il y avait eu accident parce que le poids même du bloc aurait agi extérieurement et avec violence sur l'organisme de la victime (1) ! La Cour de cassation n'excluait-elle pas formellement pareille analyse ? Tout au plus pouvait-on ne pas pénétrer de prime abord toute la portée de la décision parce que, comme l'observe M. Rouast (2), la doctrine de l'arrêt reproduisait « en trompe l'œil » la formule inaugurée par celui des Chambres réunies du 7 avril 1921 relatif à une autre difficulté ; un seul mot était changé : « ... Toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant *du travail* » et non plus « *de cet accident* », énonçait la Cour suprême !

L'arrêt du 25 mai 1936 coupe court à toute équivoque. Un ouvrier au service d'une société de filature était occupé à transporter des paquets de soie à l'entresol de l'usine, lorsque, après quelques instants d'absence il fut retrouvé renversé, la face contre terre, à l'angle de la première marche de l'escalier et ne donnant plus signe de vie. Le médecin aussitôt appelé constata qu'il était porteur d'une plaie superficielle à la région frontale et d'une plaie également superficielle au dos du nez, lésions traumatiques qui n'étaient pas susceptibles d'expliquer la cause de la mort que seule une autopsie à laquelle il n'avait pas été procédé aurait pu établir. Alors que la Cour d'appel de Lyon avait déclaré, pour refuser la rente demandée, que la veuve ne rapportait pas la preuve, qui lui incombait, d'une relation de cause à effet entre le travail et le décès de la victime, la Chambre ci-

(1) Padis, op. cit., p. 194.

(2) Op cit., p. 139.

vile, sans plus d'égard à cette discussion, casse l'arrêt en ces termes :

« Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que X a été, au cours de son travail, trouvé étendu mort au lieu où il travaillait ; que ces constatations suffisent pour établir que l'accident s'est produit sur le lieu et au cours du travail ; qu'il en résulte donc une présomption que c'est par le fait ou à l'occasion du travail qu'il est survenu ».

Cette attitude paraît bien assurée. Deux arrêts récents de la même Chambre l'ont encore affirmée avec la même netteté le 19 juillet 1937 (1) dans des circonstances analogues, au sujet d'un ouvrier agricole trouvé étendu à terre, ne donnant plus signe de vie, sous une rateleuse qu'il avait été chargé de conduire, et d'un chauffeur d'usine trouvé mort dans une pièce près des tuyaux de vapeur, avec des traces de brûlures sur diverses parties du corps, et dont l'autopsie tardivement pratiquée n'avait pu déceler les causes exactes du décès.

Faut-il, avec M. Rouast (2), rattacher ces décisions à l'idée d'autorité patronale ? « Le chef d'entreprise étant désormais considéré comme débiteur légal de sécurité, en contre partie de la subordination des ouvriers, doit répondre de tout dommage survenu à ceux-ci pendant qu'ils sont sous ses ordres, sans qu'il y ait besoin de prouver un rapport entre le dommage et le travail. Ce rapport doit être présumé, parce que l'activité de l'ouvrier appartient au patron, en vertu du contrat de travail qui le lie à lui. Il reste au patron le droit de prouver que la lésion subie est sans rapport avec le travail professionnel de son salarié, qu'elle ne résulte pas d'un accident mais d'une maladie (Civ., 27 oct. 1936, D. H. 1937. 3). S'il ne peut faire cette preuve, si les circonstances du décès de l'ouvrier demeurent inconnues, il est responsable, parce que la loi l'a rendu débiteur de sécurité », écrit cet auteur.

Mais la faculté réservée au patron d'administrer cette preu-

(1) G.P. 1937. 2. 648 et 649 s. note b.

(2) Op. cit., p. 139.

te, contraire, sera dans bien des cas illusoire en raison de l'incertitude du diagnostic-étiologique dans l'état actuel de la science, ou simplement parce que l'autopsie n'aura pas été pratiquée assez tôt. Bien des dommages, nous l'avons vu, seront finalement laissés à la charge de l'employeur, qui n'auront vraisemblablement pas des accidents pour origine. Les résultats pratiques de la présomption qui pèse sur lui dépassent les conséquences les plus étendues que l'on voudrait attribuer à l'idée de subordination ou d'autorité.

Comment rendre compte de l'obligation qui pèse sur un chef d'entreprise à l'occasion d'un décès résultant probablement d'une rupture d'anévrisme ? Il n'est guère possible que de constater la volonté libérale de la jurisprudence et d'en chercher une autre justification.

C'est ce que nous allons maintenant entreprendre.

CHAPITRE II

RECHERCHE D'UN FONDEMENT

La solution de nombreux cas d'espèce a entraîné une extension de la définition du temps et du lieu du travail qui confine à la déformation. Nous allons rechercher, par delà la formule jurisprudentielle, les principes du régime de garantie institué au profit des victimes d'accidents du travail.

C'est là un problème qui jusqu'à ces toutes dernières années avait été traité plutôt par préterition. D'une manière générale, les auteurs n'avaient pas remis en question le fondement primitivement assigné à la législation réparatrice. Il était communément admis qu'il s'agissait du risque professionnel et c'est seulement d'un point de vue descriptif, en fonction des résultats de la jurisprudence, que l'on avait cherché à préciser la portée de cette notion, sans que son aptitude à servir de base au devoir d'indemnisation de l'employeur fût discutée.

Les travaux de M. Rouast et de M. Piaget ont attiré l'atten-

tion sur les conséquences que leur paraissait comporter le soin mis par la jurisprudence à relever, presque dans tous les cas, l'existence du lien de subordination unissant l'employeur à l'employé pour en faire une base, sinon la base exclusive, de ses solutions.

Frappés de l'indifférence manifestée par la jurisprudence à l'égard de tout lien de l'accident avec le travail, autre que sa survenance à l'heure et au lieu du travail, MM. Rouast et Givord ont répudié l'explication courante et proposent de la remplacer par une autre qu'ils jugent mieux adaptée à la réalité des faits et seule conforme aux données morales de la protection légale (1).

Leur théorie comporte un aspect critique et un aspect positif que nous allons successivement envisager.

Pour bien pénétrer la portée de leurs griefs contre la théorie du risque professionnel, il nous faut tout d'abord préciser, dans une première section, cette conception dont nous n'avons donné jusqu'à présent qu'une idée sommaire. Nous énoncerons ensuite, dans une deuxième section, les critiques qui lui sont adressées et la théorie dite du risque d'autorité que certains auteurs proposent à leur tour. Dans une troisième section nous entreprendrons la critique de la théorie du risque d'autorité. Puis nous examinerons, dans une quatrième section, la critique de la théorie du risque professionnel et nous proposerons, dans une dernière section, un critérium de l'accident du travail.

SECTION I . — LA THEORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

Envisageons d'abord la théorie du risque en général, pour

(1) Rouast, L'heure et le lieu de travail et la notion de risque professionnel, R.A.T. 1931, p. 512 s ; Rouast et Givord, n^{os} 19 s., 104.

apprécier ensuite quelle application en a été faite à la matière des accidents du travail (1).

Ce fut la considération des inconvénients pratiques de la théorie classique de la responsabilité qui lui attira les premières critiques. La preuve de la faute de l'agent du dommage est parfois difficile. On s'émut spécialement de la situation des ouvriers qui devenait de plus en plus pénible au fur et à mesure que les progrès de la civilisation industrielle multipliaient les risques d'accidents dont aucune réparation ne pouvait être attendue, le machinisme supprimant par définition le fait du patron dont la faute devenait, en général impossible à prouver.

Par réaction, certains auteurs s'attaquèrent au fondement même de la responsabilité civile et soutinrent que celui qui tire profit de son activité en doit également subir les conséquences fâcheuses, les risques. La question de responsabilité ne se ramène plus pour eux à une question de culpabilité, mais d'attribution de risque. La logique et l'équité, disent-ils doivent faire supporter cette charge à l'agent du dommage, qui, au surplus, a toujours le moyen de l'éviter en s'abstenant d'agir.

Dans le domaine des accidents du travail l'employeur sera considéré, en quelque sorte, comme l'auteur de l'accident par l'intermédiaire de l'entreprise : «s'agit-il d'un chef d'exploitation, c'est lui qui doit payer tous les risques qu'elle entraîne, notamment celui des accidents. Et cela pour deux

(1) Cette théorie a fait l'objet d'amples développements dans le « *Traité des accidents du travail* » de M. Cabouat p. 98 à 166.

Adde : Josserand, *Responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 53 s ; Saleilles, *Accidents du travail et responsabilité civile*, p. 74-79. Planiol, Ripert et Esmein, n° 478. Sachet, t. 1 n° 12. Rouast et Givord, n° 15.

Savatier, *Des effets et de la sanction du devoir moral en droit Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels*, positif français et devant la jurisprudence, Thèse Poitiers, 1916 ; D.H. 1931. chron., p. 9 ; Les règles générales de la responsabilité civile, Rev. crit., 1934, p. 442, n° 29 s.

raisons : d'abord c'est lui qui, en organisant l'exploitation, donne naissance à ce risque ; d'autre part, c'est lui qui retire les bénéfices de l'entreprise (1), écrivent MM. Cuche et Capitant.

La définition du risque d'accident a donné lieu, dans la théorie du risque professionnel, à deux interprétations.

La première, qui a principalement inspiré les auteurs de la loi de 1898, s'attache surtout aux dangers inhérents à l'exécution de certaines catégories de travaux. C'est elle, nous l'avons vu, qui est à l'origine de l'avènement de la loi de 1898, à une époque où la crainte de catastrophes résultant de l'emploi d'un outillage avec lequel on n'était pas encore familiarisé exerçait une forte impression sur les esprits (2).

Dans une seconde opinion, le risque d'accident n'est plus seulement le risque des exploitations dangereuses, mais celui qui est lié à l'accomplissement de tout travail. « C'est d'abord, comme le dit M. Courtin, le danger si minime soit-il engendré par l'exercice de chaque métier ; pour le charretier le risque d'être atteint d'un coup de pied de cheval ; pour le faneur, celui de recevoir un coup de fourche d'un camarade imprudent ; pour la ménagère, celui d'être écrasée dans la rue en revenant, lourdement chargée, d'une tournée d'achats ; pour le concierge, celui d'être blessé par des valeurs » (3). Ce risque, qui, d'après M. Félix Faure, avait toujours existé (4), avait inspiré une proposition de loi (5).

(1) Cuche et Capitant, Précis de législation industrielle, n° 304, p. 206.

(2) « Celui qui tire parti de leur emploi, écrivait dès 1889 M. Jabbé, en les introduisant au milieu des hommes, multiplie pour ceux-ci les causes de danger, est tenu de renoncer à l'utilité de la machine dangereuse, ou de réparer les dommages qu'elle peut causer en éclatant ou en se brisant. » (Note sous Cass. Belgique, 28 mars 1889, S. 1890. 4. 17).

(3) Courtin, p. 101.

(4) Chambre, séance du 17 mai 1888. (Cité par Rouast et Givord, n° 15, p. 20).

(5) Projets du 11 fév. 1882, J.O., Doc. parlem., Ch., 1882, p. 357 et du 26 juin 1886, J.O., Doc. parlem., Ch., p. 978.

étendant à toutes les entreprises industrielles, commerciales et agricoles le bénéfice de la réparation.

C'est encore tout danger auquel l'ouvrier aurait vraisemblablement échappé s'il ne s'était pas trouvé au lieu de son travail. Qu'un passant, par inadvertance ou par mauvaise plaisanterie, blesse un ouvrier à l'heure et au lieu de son travail d'un coup de caillou ! Il y aura accident du travail parce que pour l'ouvrier l'accident est le fait du hasard. Si, au contraire, l'agent du dommage avait été animé d'intentions nocives à l'égard de la victime et qu'il eût résolu de la frapper en quelque endroit qu'elle se trouvât, on déciderait dans cette théorie que le travail n'a pas été l'occasion de l'accident, qu'il a un caractère purement humain.

Entre ces deux conceptions, il n'existe pas de différence de nature, mais seulement une différence quantitative. Il ne s'agit en somme dans l'une et l'autre, que du risque des accidents auxquels l'exercice de son métier expose un ouvrier. La seconde fait simplement une application plus logique et plus exacte du principe commun en admettant la réparation de tous les actes satisfaisant à cette dernière condition, qu'ils aient ou non pour cause l'outillage de l'exploitation et quel que soit leur degré de fréquence ou de probabilité.

Elle a recueilli les suffrages des défenseurs les plus autorisés de la théorie du risque professionnel (1). C'est ainsi que M. Sachet formulait les deux propositions suivantes destinées à atténuer ce que la formule de l'heure et du lieu du travail lui semblait avoir de rigoureux :

« 1^o — Quand un ouvrier blessé ou les représentants survivants d'un ouvrier tué, ont démontré que la blessure ou le décès de la victime sont dûs à un accident survenu pendant le temps et sur le lieu du travail, ils ont droit, en principe, au bénéfice de la loi de 1898, *à moins que le chef d'entreprise ne*

(1) Cuche et Capitant, Précis de législation industrielle, n^o 304.

fasse lui-même la preuve que l'accident a une cause étrangère au travail.

2° — La victime d'un accident non survenu au lieu et pendant la durée du travail, ou ses ayants droit, peuvent néanmoins être admis à démontrer que l'accident a sa cause directe dans le travail et se trouve comme tel, régi par la loi du 9 avril 1898, preuve d'ailleurs particulièrement difficile à administrer » (1). C'est la raison pour laquelle il estimait, par exemple, que l'ouvrier victime d'un attentat de la part d'un préposé du patron ne pouvait se réclamer de la protection légale que dans la cause de l'accident intentionnellement provoqué était inhérente au travail (2) ; il expliquait de même la jurisprudence de la Cour de cassation en ce qui concerne la force majeure (3).

M. Japy, pourtant partisan de la théorie du risque d'autorité, admet les mêmes principes quand il écrit : « Si l'ouvrier n'avait pas été à son travail, il aurait pu rencontrer d'autres risques de cas fortuit ou de fait de tiers, mais il n'aurait pas rencontré les mêmes, ceux qui le menacent et le frappent dans son travail. Dès lors, il y a là une spécialité du risque dont nous parlons qui se confond étroitement avec le travail, n'existe qu'au travail, et pour cette raison, dépend assez du travail pour que celui-ci en soit l'occasion (4) ». Et il précise : « Un commis voyageur de passage dans une région dévastée sera victime d'un accident du travail quand les ouvriers sédentaires seront victimes d'une catastrophe étrangère au travail. En effet, le voyageur a couru un risque spécial à ses fonctions, il n'en va pas de même des autres ouvriers, pour l'un nous reconnaissons *l'occasion* pas pour les autres » (5).

(1) Sachet, 6^e éd., t. 1, n° 355 bis.

(2) Op cit., n° 763.

(3) Op. cit., n° 402 s.

(4) Japy, p. 39.

(5) Op. cit., p. 40, 41.

La théorie du risque professionnel a, depuis quelques années, fait l'objet d'une critique systématique de la part de M. Rouast qui a soutenu dans divers articles et notes, puis dans le traité qu'il a écrit en collaboration avec M. Givord, que la charge des indemnités d'accidents du travail est pour le patron non pas la rançon de sa qualité de créateur d'une entreprise, ni la contre-partie qu'il tire de son fonctionnement, mais la conséquence de l'autorité qui lui donnent ses fonctions sur ses subordonnés.

SECTION II. — CRITIQUES ADRESSEES A LA THEORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

LA THEORIE DU RISQUE D'AUTORITE

Les objections faites par MM. Rouast et Givord à la théorie du risque professionnel trouvent leur base dans la jurisprudence, dont les résultats ne leur semblent pas s'accommoder de l'explication traditionnelle.

Non que ces auteurs contestent l'aptitude de l'idée de profit à servir de fondement à un devoir de réparation. En dépit de quelques réticences (1), ils l'admettent en ces termes : « Si c'est un postulat de dire que l'autorité engendre pour celui qui l'exerce une responsabilité, ç'en est un autre que la règle qui met le risque à la charge du profit. Ce sont là des principes que l'équité naturelle suggère à la conscience humaine, et qui sont acceptés sans difficulté par tout esprit soucieux de justice » (2). « À tout prendre, mieux vaudrait la conception primitive, celle de profit correspondant au risque créé par un danger. Cette conception a du moins le mérite

(1) V. Rouast, *L'heure et le lieu du travail et la notion de risque professionnel*, R.A.T. 1931, p. 520.

(2) Rouast, *op. cit.*, p. 522.

de la clarté, et elle justifie bien l'existence d'une obligation juridique à la charge du patron » (1).

Mais l'extension donnée par la jurisprudence à la notion d'accident du travail leur paraît incompatible avec leur conception de la théorie du risque professionnel.

1° Il faudrait, d'après ces auteurs, que le risque soit exactement proportionné au profit.

Or, la réparation instituée par la loi de 1898 varie, non pas d'après l'importance du profit, mais d'après celle du préjudice subi par la victime et le taux de son salaire. Et elle s'impose au chef d'entreprise alors même qu'il ne réalise pas de profit.

2° La limitation de la rente d'accident à un pourcentage forfaitaire du salaire ne pourrait s'expliquer davantage : si l'obligation du patron est fondée sur son profit, on ne comprend pas qu'elle ne se traduise pas par l'indemnisation totale de la victime ou de ses ayants droit.

3° Cette théorie n'est acceptable que lorsque le travail expose l'ouvrier à des dangers spéciaux. Elle n'est d'aucun intérêt pour expliquer l'assujettissement des employés de commerce, des ouvriers agricoles, des domestiques, ou qu'un ouvrier d'usine soit protégé même à l'occasion d'un accident sans rapport avec l'outillage dangereux utilisé par le chef d'entreprise.

4° Enfin, d'après M. Rouast, théorie matérialiste, la théorie du risque professionnel marquerait une régression au point de vue moral : « L'idée que le risque est une contre-partie du profit repose en définitive sur cette conception de justice élémentaire qu'il doit y avoir un certain équilibre entre les gains et les pertes, entre les bonnes et les mauvaises chances. C'est une conception matérialiste de la justice très inférieure à une conception fondée sur des éléments moraux. Si, pour des raisons d'ordre pratique, la notion morale de faute doit

(1) Rouast et Givord, n° 18 p. 24.

reculer pour faire place à l'idée plus élémentaire de risque, il est souhaitable, du moins, que ce soit pour faire place à une idée de risque à caractère moral et non à un risque purement matériel.

La conception d'un risque attaché à l'autorité comporte ce caractère moral, et à ce titre, elle est infiniment supérieure à celle du risque contre-partie du profit » (3).

Constatant que la Cour de cassation n'accorde le bénéfice de la loi de 1898 qu'aux ouvriers et employés liés à un chef d'entreprise par un contrat de travail et que de nombreux arrêts font même expressément de la réparation légale une conséquence du contrat dont ils prennent soin de relever l'élément caractéristique : le lien de dépendance et de subordination, ces auteurs voient dans l'autorité du patron le véritable fondement de sa responsabilité.

L'autorité est source de risque parce que chacun doit répondre de ses actes.

Le patron qui a donné un ordre que l'ouvrier est tenu d'exécuter en doit supporter les conséquences facheuses. Sonme toute, la personnalité de l'ouvrier est absorbée par celle du patron, son activité est celle du patron ; s'étant abandonné comme un instrument entre ses mains, lui ayant sacrifié son indépendance, il est en droit de lui demander compte de l'usage qu'il en a fait.

« ...Celui qui loue ses services se place sous l'autorité d'un patron. Il accomplit la tâche désignée par ce patron sous la direction de celui-ci. Il travaille aux heures prescrites, au lieu désigné, avec le matériel imposé et en suivant les règles de fabrication fixées par le patron ou en accomplissant une mission commandée par celui-ci. Il n'est pas le maître de sa propre activité, mais il a accepté par un contrat de travail, de mettre cette activité au service d'un patron, et ce patron la dirige dans le sens qu'il veut. L'accident qui survient dans

(3) Op. cit., p. 524.

ces conditions ne doit pas normalement être laissé à la charge de l'ouvrier. C'est un accident survenu en service commandé. Il est peut-être imputable à la mauvaise organisation de ce service. Il doit, en tout cas, incomber à celui qui a donné l'ordre et non à celui qui l'exécute passivement. L'autorité entraîne la responsabilité. L'autorité est source de risques » (1).

Ce qui les amène à proposer la substitution au critérium de l'heure et du lieu du travail de celui, plus expressif en même temps que plus exact, du *service commandé* : « Ainsi, la loi couvre tous les accidents survenus au cours d'un travail accompli sur l'ordre du patron, et elle ne couvre que ces accidents ». (2).

Telle est la formule nouvelle dont M. Piaget conclut après une étude fouillée qu'elle trouve une base indiscutable en jurisprudence. Continueur de l'œuvre de M. Sachet, M. Casteil lui marquait une certaine faveur et déclarait qu'elle pourrait être acceptée car « elle procède de la même idée que la formule de la Cour de cassation, sauf que, dérivant comme celle-ci du contrat de travail, elle ne vise que l'élément de subordination; et il est juste de reconnaître que bien

(1) Rouast et Givord, n° 19, p. 28. Posant le même principe, M. Saintelette avait écrit qu'« il ne se peut pas que l'autorité n'engendre pour le supérieur d'obligations que vis à vis des tiers, qu'elle doit pour les mêmes raisons en engendrer vis à vis de l'inférieur » cit., p. 139-140). V. infra p. 138-139. C'est encore ce qu'exprimait faisait découler de l'autorité qu'une obligation contractuelle identique à celle dont le transporteur est tenu envers le voyageur (op. cit., p. 139-140). V. infra p. 138-139. C'est encore ce qu'exprimait M. Cabouat après avoir observé que la responsabilité patronale devait, antérieurement à la loi de 1898, paraître conforme à la commune intention de contractants : « Or, la jurisprudence a reconnu très justement l'existence de cette condition essentielle dans ce fait que l'entrepreneur, c'est-à-dire celui qui commande le travail, en assure en même temps la direction et la surveillance » (Cabouat, n° 30, p. 46-47). Ainsi, pour cet auteur, l'autorité du patron impliquait une acceptation de la garantie des risques menaçant l'ouvrier.

(2) Rouast et Givord, n° 104, p. 113.

des arrêts font découler le caractère d'accidents du travail de l'existence de ce lien de subordination (1) ». Mais il reconnaissait qu'elle ne suffit pas à justifier la décision de tous les arrêts. C'est dans cette restriction que réside la condamnation de la théorie du risque d'autorité dont nous allons maintenant entreprendre la critique.

SECTION III. — EXAMEN DE LA THEORIE DU RISQUE D'AUTORITE :

Nous estimons avoir fait ressortir que la jurisprudence avait été guidée, dans ses extensions successives du concept d'accident du travail non par l'idée de subordination, mais par des considérations tirées des conditions d'exécution du travail dans le temps et dans l'espace, soit qu'elle les envisageât strictement par rapport à l'ouvrier intéressé, en admettant qu'il est à l'heure et au lieu du travail partout où il se rend d'ordre du patron et pour les besoins de l'entreprise, soit qu'ayant du travail une vue plus générale, elle définît les dépendances d'une exploitation considérées comme lieu du travail en s'en tenant seulement à la topographie de l'endroit eu égard au fonctionnement de l'entreprise.

Il nous est apparu qu'en principe les arrêts étaient motivés par l'idée de subordination et que même certains d'entre eux mentionnaient l'existence d'un devoir de surveillance à la charge du patron. D'autres, à la vérité moins nombreux, font explicitement découler son obligation de son autorité qu'ils distinguent d'ailleurs de son aptitude technique à donner des ordres (2).

(1) Sachet, t. 1, n° 356 ter, p. 304, 305.

(2) « Ce qui caractérise l'autorité dont doit être investi tout patron, c'est non pas la possibilité de donner des ordres, mais le droit de le faire et de substituer sa volonté à celle du travailleur quand il le juge bon, quel que puisse être le résultat de son intervention », énonce un arrêt de la Cour de Dijon du 9 juillet 1932. (D.H. 1932.210).

Nous prétendons cependant que l'idée d'autorité n'est pas le fondement véritable de la notion d'accident du travail.

Nous avons déjà constaté que certains arrêts avaient fait application de la protection légale en l'absence même de l'élément de subordination dont M. Rouast assure le caractère indispensable.

Qu'il nous suffise de rappeler ici la jurisprudence qui s'est établie au profit des ouvriers bénéficiant, pour gagner le lieu de leur travail, sur le réseau d'une compagnie de chemins de fer ou de tramways, d'une carte de circulation gratuite dont ils peuvent user comme des voyageurs ordinaires.

La protection légale doit, pensons nous, s'appliquer également à d'autres hypothèses, dans lesquelles l'accident présente un lien indiscutable avec le travail.

C'est le sens dans lequel s'est orienté le Tribunal civil de Lyon le 12 janvier 1932 (1) : Un ouvrier qui avait refusé de se mettre en grève avait été blessé par des grévistes en entrant à son hôtel. La loi de 1898 fut déclarée applicable à cette agression. « ...La jurisprudence a essayé d'interpréter la loi et prétend que seuls sont des accidents du travail ceux qui arrivent sur le lieu du travail, énonça le Tribunal, mais cette définition n'est pas un guide sûr, car on n'est pas d'accord sur ce qu'il faut entendre par lieu et heure du travail ; ...en vertu de son texte seul, la loi doit être appliquée chaque fois que le juge reconnaît une relation directe ou indirecte de cause à effet entre le travail et l'accident, sans que le juge ait le droit de fixer à cette relation aucune limite, ni dans le temps, ni dans l'espace ; ...en l'espèce, la relation entre les coups reçus et le travail est étroite et manifeste. C'est le travail seul exécuté au profit des défendeurs par le patron que les grévistes ont voulu atteindre et paralyser dans son corps. »

Mais cette solution est demeurée isolée. Citons, entre au-

(1) D.H. 1932. 131, R.A.T. 1932. 350. V. Sachet, t. 1, n° 331.

tres décisions excluant l'application de la loi de 1898 en pareil cas, un jugement du Tribunal civil de Narbonne dont la doctrine est tout à fait conforme à la théorie du risque d'autorité ; (1) il s'exprime en ces termes : « Si la jurisprudence étend la notion d'accident du travail à des accidents survenus hors du lieu et du temps du travail, c'est à la condition qu'ils soient reliés à celui-ci par une relation directe de cause à effet qui peut permettre de les considérer comme ayant eu lieu à l'occasion du travail et constituant en quelque sorte un manquement à l'obligation de sécurité qui est le corollaire de son droit d'autorité. En l'espèce, c'est bien parce que X travaillait que les grévistes l'ont frappé, mais les coups reçus ne sont pas imputables à l'organisation du travail et de la surveillance et le patron ne peut hors du lieu et du temps du travail être responsable d'une insuffisance de mesures de police qu'il ne lui appartenait pas d'exercer. »

Imaginant le cas où le contremaître d'une usine serait frappé, à l'intérieur de l'établissement, par un ouvrier mécontent d'une réprimande, et celui où un ouvrier travaillant dans une fabrique de matières explosives se blesserait mortellement, une fois rentré chez lui en manipulant involontairement un peu de substance détonnante qui aurait, à son insu, glissé dans sa poche durant son travail, M. Sachet admet que ces accidents donneraient lieu à l'attribution des indemnités légales (2). Nous partageons son avis.

Mais l'idée d'autorité suffit-elle même à expliquer celles des décisions qui peuvent mentionner que la victime se trouvait au moment de l'accident sous la surveillance, la dépendance ou la subordination de son patron ?

Nous allons, pour répondre à cette question, envisager la théorie du risque d'autorité successivement du point de vue pratique et du point de vue des idées fondamentales de la matière.

(1) 28 novembre 1933. D.H. 1934. 80.

(2) Sachet, t. 1, n° 354, p. 296-297.

Paragraphe I. — Valeur pratique de la théorie du risque d'autorité

Ce n'est pas seulement l'ordre précis exécuté passivement qui est générateur de responsabilité pour le patron, mais aussi l'ordre initial, le cadre d'ordres très général donné par le directeur d'une grosse exploitation technique à des ingénieurs, à des contremaîtres qui ont eux-mêmes à organiser et à répartir la tâche d'un grand nombre d'ouvriers. C'est également le programme d'instructions tracé à l'inspecteur d'une société à son départ pour un pays lointain. Qu'un accident atteigne ces employés dans l'exercice de leurs fonctions ! Dira-t-on d'eux qui avaient une grande latitude dans l'exécution de leur tâche, une liberté d'allure à peu près complète sinon la faculté d'imprimer à leur mission la marque de leurs conceptions propres, que c'est l'ordre du patron qui est à l'origine de l'accident, parce que sa volonté s'était substituée à la leur ?

Et pourtant la jurisprudence applique en pareil cas sans hésiter la loi de 1898.

Il est bien certain que même à l'intérieur d'un établissement le contrôle de l'employeur n'est la plupart du temps qu'une fiction. « Le loueur d'automobiles a-t-il des antennes pour correspondre avec son chauffeur qui conduit des clients ? L'entrepreneur peut-il surveiller ses ouvriers couvreurs ? L'usiner fait surveiller ses ouvriers par un contremaître, mais si celui-ci est blessé, qui le surveillait ? Transportons-nous dans un atelier où cent machines identiques sont manœuvrées par cent ouvriers. Ils sont tous dans la même situation. Mais une mouche distrait l'un d'eux ou bien c'est un camarade qui l'appelle ; il fait un faux mouvement, son bras est pris dans un engrenage. Personne ne niera qu'il y a là un accident protégé par la loi de 1898 et pourtant le

patron n'y est absolument pour rien », observe M. Rodière (1)

Qu'il s'agisse de justifier l'application de la loi à des ouvriers accomplissant non plus des actes normaux de leur fonction, mais des actes étrangers dans l'intérêt d'autrui et même dans leur intérêt personnel, ou se livrant à des divertissements variés au cours d'un repos réglementaire ou volontaire ! Suffit-il vraiment de dire que telle attitude de l'ouvrier n'est pas en contradiction avec l'autorité du chef d'entreprise parce qu'elle n'implique pas une rupture du lien de subordination ?

On en arrive à interpréter la volonté du patron et, par un processus d'affaiblissement successif de l'idée d'autorité, à présumer arbitrairement une autorisation ou une ratification dans des cas où manifestement le patron consulté ne l'aurait pas donnée, au moins lorsque instruit par une première expérience il aurait été à même de mesurer les conséquences préjudiciables à ses intérêts de telle initiative de l'ouvrier.

Soutiendra-t-on qu'un patron a consenti à ce que l'un de ses ouvriers se fabrique un briquet pendant les heures de travail, qu'il quitte sa table de travail pour voir fonctionner une machine à polir, jette des boules de neige à un camarade pendant un déplacement ? Ce serait découvrir dans les rapports sociaux une mansuétude qui ne s'y trouve certes pas.

Partisan de la théorie du risque d'autorité et s'avisant de cette singularité, M. Japy en a tenté une explication. Pour lui, « ...le travail garanti n'est pas un phénomène purement objectif, une occupation suffisante par elle-même... L'intention de provoquer l'accident, la faute inexcusable ou la faute simple, ne sont pas des espèces essentiellement différentes. Elles marquent comme des étapes d'une même voie, elles ne sont pas séparées, discontinues, entre elles sont des fautes sur la nature desquelles il est permis d'hésiter et sur lesquelles

(1) Les accidents survenus à l'ouvrier entre son domicile et le lieu de son travail, *Revue juridique*, 1936, n° 3, p. 169.

les le juge doit prendre parti (1)... La faute intervient seulement ici pour dissocier les éléments qui doivent être en rapport *travail et accident* (2)... Aucune faute de la victime ne saurait être invoquée pour soustraire le patron à une réparation dont le fondement n'est pas sa faute. Mais l'accident doit être survenu à l'occasion du travail, et c'est cette relation de causalité qui est brisée par certaines fautes...

Un accident survenu ne rentrera pas dans le domaine de la loi ou y entrera suivant que les circonstances du travail analysées révéleront ou ne révéleront pas, de la part de la victime, une volonté fautive telle qu'elle soit nettement exorbitante du cadre du risque professionnel ou de celui des charges du commandement (3) ». Et cet auteur pense que « ...toute loi positive a son fondement moral, la subordination traduit en un mot la règle morale du travail. Quand même les ordres du patron n'ont pas été exécutés, il faut, avant de dire qu'il y a eu insubordination, examiner toutes les circonstances de cette insubordination, apprécier si l'ouvrier n'a pas cru de bonne foi agir pour le mieux, en prenant une initiative même malheureuse. Ce n'est pas tellement l'ordre du patron qui compte, que la représentation que s'en fait l'ouvrier, il aura le sentiment de se comporter en loyal compagnon, même en se permettant certaines incartades, s'il pense agir, sinon suivant la lettre, au moins suivant l'esprit des ordres de son service. À plus forte raison l'ouvrier reste-t-il subordonné quand il s'agit sans orâmes préalables particuliers, et qu'un calcul erroné peut être, mais bien intentionné, le fait agir comme le patron ne l'aurait pas voulu (4)... Nous renoncions à trouver ce qu'aurait fait pour se conformer à ce principe, un ouvrier de conscience professionnelle normale, afin de déterminer avec plus d'indulgence, in concreto, ce que

(1) Japy, p. 24.

(2) Op. cit., p. 25.

(3) Op. cit., p. 25-26.

(4) Op. cit., p. 95-96.

l'ouvrier dont il s'agit, la victime même, pouvait faire sans reprendre sa liberté et avec elle la charge des risques réalisés » (1).

Loin que ces explications nous rallient à l'idée que M. Japy se fait de la subordination, elles n'aboutissent qu'à nous confirmer dans la défiance que nous lui avons marquée.

Voici une théorie fondée sur l'autorité patronale qui en vient à laisser au subordonné le soin de fixer la mesure de sa subordination. Voici que l'autorité détenue par le patron lui échappe au profit de celui sur qui elle s'exerçait. On est bien loin de la passivité dont parlent MM. Rouast et Givord.

Empressons-nous d'ajouter que ces auteurs ne sont pas sans prévenir quelque peu semblable objection. Après avoir défini l'accident du travail comme celui qui est survenu en service commandé, ils appliquent en somme la subordination de l'ouvrier à tout le temps qu'il passe dans l'établissement au chef d'entreprise en conformité de l'horaire de travail fixé, sans qu'il y ait lieu, dans ce cas, de s'attacher aux infractions aux ordres patronaux qu'il peut commettre, et en dehors de l'établissement, à l'activité ordonnée, ratifiée ou tolérée par lui, pour l'appréciation de laquelle il leur faut bien admettre des présomptions avec ce qu'elles comportent d'arbitraire.

Dès lors leur théorie se présente sous un double aspect : En dehors de l'établissement ou de ses dépendances, la subordination perd toute signification positive et apparaît seulement comme un état ou cours duquel les ouvriers devaient être protégés. Au fond, l'idée de subordination disparaît pour faire place à un critérium physique, en tous points assimilable à celui de la jurisprudence, et que l'on pourrait appeler critérium de l'heure et du lieu de la subordination.

Nous estimons que ceci ne constitue pas un progrès : reste en effet à découvrir quelle autre notion le terme de subor-

(1) Op. cit., p. 98.

dination recouvre encore. Au moins le critérium jurisprudentiel, qui comporte le même inconvénient, a-t-il le mérite, sans préjuger du fondement de la législation, de manifester qu'elle avait évidemment voulu protéger le travail.

À l'intérieur de l'établissement patronal MM. Rouast et Givord s'en tiennent au contraire à la constatation de la dépendance technique.

Mais les ordres ne seront pas toujours exécutés rigoureusement, la ratification de l'employeur ne sera pas toujours valablement présumée et la surveillance ne sera jamais totalement efficace. Il faut bien admettre que la théorie du risque d'autorité ne suffit pas à rendre compte des solutions adoptées par la jurisprudence.

Paragraphe 2. — Valeur de fondement de l'idée d'autorité

Envisageons maintenant le cas idéal où un contrôle absolu s'exercerait sur l'ouvrier et le rendrait incapable d'accomplir le moindre geste étranger à son travail ; où le patron ne lui donnerait que des ordres minutieusement détaillés et parviendrait à lui enlever toute possibilité d'initiative au point de le ravalier vraiment à l'état d'instrument entre ses mains. L'autorité de l'employeur justifierait-elle alors son devoir de réparation ?

Si la responsabilité du patron trouve sa cause dans les ordres qu'il donne, il faut la rattacher à une obligation pré-existante. Laquelle ?

On avait pensé autrefois (1) à rattacher au contrat de travail une obligation contractuelle de restitution de l'ouvrier sain et sauf.

Cette théorie déplaçait la charge de la preuve en la faisant

(1) Sauzet, Responsabilité des patrons, Rev. crit., 1883, p. 596, 608, 611 s ; Sainctelette, De la responsabilité et de la garantie, Bruxelles et Paris, 1884, p. 130 à 140.

peser sur l'employeur et non plus sur le patron. En France la Cour de cassation a toujours refusé d'appliquer ce raisonnement (1). L'obligation de sécurité, que l'on justifiait, il est vrai, par l'existence du contrat de travail considéré comme nécessaire dans les rapports entre l'employeur et l'employé, était arbitrairement supposée.

On en vient donc à présumer une faute de la part du patron et à rejoindre la théorie de la responsabilité des choses inanimées. Mais ce ne sera pas toujours par le fait d'une chose que l'ouvrier sera blessé : Nous avons vu que la jurisprudence répute accident du travail aussi bien que la chute de l'ouvrier que l'on a envoyé faire une course, une rixe entre ouvriers ! Même quand l'accident est causé par la chose d'un tiers, encore faut-il que cette chose ait joué un rôle actif dans l'accident pour qu'une obligation naisse à la charge de son propriétaire (2) : un passant fait un faux pas et se fracasse la tête contre un mur, le propriétaire de l'immeuble n'est pas responsable dans les termes de l'article 1384 du Code civil. Enfin, cette disposition ne permet pas de rendre le patron responsable lorsque la faute de la victime est à l'origine de l'accident.

Si le principe de la responsabilité des choses inanimées s'avère à son tour impuissant à rendre compte de l'obligation de l'employeur, c'est en réalité parce qu'il ne s'entend que d'une faute dans la garde de choses alors que nous recherchons la justification de la faute dans la garde de l'ouvrier qui est impliquée par la théorie du risque d'autorité.

(1) Req., 5 avril 1889 et 15 juillet 1896, S. 1897. 1. 229. — Comp. Civ., 27 février 1929, S. 1929. 1. 297 note Hugueney.

(2) C'est du moins l'opinion dominante : V.H. et L. Mazeaud, *Traité de la responsabilité civile*, 2^e éd., t. 2, n^o 1211-2 ; Lalou, *Les choses inertes et l'article 1384*, s 1^{er} du Code civil, D.H. 1933, Chron. p. 93 ; Esmein, *L'article 1384*, al 1^{er}, C. Civil. est-il applicable au profit de celui qui heurte une chose immobile ? D.H. 1937, Chron., p. 65 s ; adde : Trib. de Nogent-Le-Rotrou, 20 juillet 1937, G. P. 1937. 2. 706 ; Montpellier, 21 octobre 1937, G.P. 1937. 2. 851, D.H. 1938. 44.

Mais, diront les partisans de cette théorie, l'élément de fait de la surveillance répond au droit d'exercer cette surveillance qui est lié à la qualité de chef du patron. Il n'est qu'un aspect de l'autorité qui caractérise cette qualité, dont l'autre aspect est le droit de donner les ordres. Et comme conséquence de son autorité, le patron en devra supporter les conséquences préjudiciables à l'ouvrier.

C'est en définitive par une affirmation que se résout le problème. Nous ne voyons pas quant à nous en quoi un tel droit implique un tel devoir.

Nous ne comprenons pas, nous ne pressentons même pas, pourquoi, parce que le patron a le droit de commandement sur ses ouvriers, il leur devra, alors qu'il n'a personnellement aucune faute à se reprocher, une réparation s'il leur survient un accident pendant qu'ils sont soumis à son pouvoir (1).

L'autorité n'a paru engendrer de responsabilité qu'à la charge des maîtres et commettants, tenus de réparer les dommages causés aux tiers par leurs préposés (2).

Une première théorie, qui semble bien avoir été celle du législateur, avait cherché dans une double présomption de faute, le fondement de leur obligation, leur imputant tantôt une négligence dans le choix du préposé, tantôt un défaut de surveillance. Incapable d'expliquer le caractère irréfragable de la présomption, elle est à rejeter.

Une autre tentative, faite pour rattacher cette responsabilité à un principe général de représentation, outre qu'elle fait arbitrairement jouer cette dernière notion en dehors du domaine des actes juridiques auquel elle s'applique exclusivement, échoue devant l'impossibilité d'une conciliation

(1) « Ce qu'il (M. Rouast) ne nous dit pas, c'est pourquoi l'autorité comporte l'obligation de réparation. Quel rapport peut-il bien y avoir entre l'autorité qui donne un droit de commandement et la charge des risques qui est une obligation légale ? » (Ripert, *Le régime démocratique et le droit civil moderne*, n° 177, p. 158).

(2) V. Flour, *Les rapports de commettant à préposé dans l'article 1384 du Code civil*, Thèse Caen, 1933, p. 31 à 62.

avec la responsabilité personnelle du préposé et le caractère exceptionnel de celle du commettant.

Seule une idée de garantie envers les tiers explique les particularités de la responsabilité des commettants et en décelé le but véritable, l'idée d'autorité n'intervenant que pour jouer un rôle de prévention des dommages en rendant, selon l'expression de Pothier, « les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques ».

Mais alors que vis-à-vis des tiers, l'existence de présomptions de faute « in eligendo » ou « in vigilando » serait concevable si elles étaient susceptibles de preuve contraire, vis-à-vis de l'ouvrier au contraire l'autorité de l'employeur ne le charge d'aucun devoir.

Isolons l'élément d'autorité. Nous nous apercevrons qu'il n'a par lui-même aucune valeur. Pourquoi les prisonniers ne bénéficient-ils pas de la loi de 1898 ? Le travail qu'ils effectuent comporte indiscutablement un élément de surveillance, et, si l'on tient cette considération pour négligeable parce que la surveillance ne s'exerce jamais dans des conditions idéales d'efficacité, à tout le moins doit-on convenir que la subordination revêt pour eux une importance particulière.

Pour expliquer que la loi les laisse ainsi en marge de ses dispositions protectrices, on pourrait peut-être invoquer que leurs torts envers la société les met hors d'état de lui réclamer quoi que ce soit. Sans avoir à apprécier la portée de cette objection, qu'il nous suffise de noter que la solution du problème résiderait en tous cas dans une appréciation relative à la personnalité du créancier. Ici encore, la notion d'autorité est hors de cause : si l'on admet que l'autorité de l'employeur, librement consentie, comportera cependant sa responsabilité, comment peut-il en être autrement quand elle est imposée ?

De même pourquoi le directeur de l'exploitation qui, sans être le patron, a donné les ordres, n'est-il pas personnellement responsable ? On répond intuitivement : parce qu'il n'a don-

né ces ordres que par délégation. C'est bien la preuve que l'idée d'autorité n'est pas essentielle et que le fondement de l'obligation patronale est ailleurs.

SECTION IV. — EXAMEN DE LA THEORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

Ayant envisagé la valeur de la théorie de la subordination, il nous reste à nous demander si la théorie du risque professionnel est elle-même susceptible de fournir le fondement du devoir d'indemnisation de l'employeur.

Nous examinerons d'abord les critiques qui lui sont adressées par les promoteurs de l'idée de risque d'autorité et serons ainsi amenés à préciser notre point de vue.

1^o M. Piaget (1) nous paraît, après M. Cuche (2), avoir définitivement fait justice de l'objection que suggère à M. Rouast l'attribution à l'ouvrier des rentes d'accidents du travail dans des cas où le chef d'entreprise ne réalise aucun profit. « Si l'entreprise travaille à perte, écrit M. Piaget, cela ne provient pas, le plus souvent, du travail fourni par les ouvriers ; celui-ci procure toujours un certain profit. Le déficit peut venir d'autres causes. »

Et puis, comme le fait observer M. Cuche, « la loi est faite pour des situations normales. Quelles complications inextricables si, à chaque accident, il fallait se préoccuper préalablement de la prospérité de l'entreprise, pour savoir si l'ouvrier pourra ou non exercer son droit à indemnité ».

M. Rouast ne nous paraît pas consolider sa position lorsqu'il fait valoir, en réponse à cet argument (3), que l'on a vu

(1) Du rapport de dépendance, élément constitutif du contrat de travail, *Rev. crit.*, 1913, p. 418.

(2) *Op. cit.*, p. 99 s.

(4) L'heure et le lieu du travail et la notion de risque professionnel, *R.A.T.* 1931 p. 521.

des patrons travailler à perte simplement parce qu'ils avaient mal calculé leur prix de revient. N'est-ce pas reconnaître que le profit était réalisable ?

Cet auteur a poussé sa critique en insistant sur le défaut d'adaptation des indemnités à l'importance du profit (1) car la maxime « ubi emolumentum ibi onus » doit comporter comme corollaire : « à profit très grand risque très grand ; à profit minime, risque minime ». Mais MM. Rouast et Givord font observer que le caractère forfaitaire des rentes participe du souci qui anime la loi d'éviter l'arbitraire et d'établir des dispositions uniformes ! (2) C'est la meilleure réponse qui puisse être faite à cette critique.

2° M. Piaget (3) réfute encore, justement selon nous, l'argument tiré du caractère transactionnel et forfaitaire de l'indemnité par M. Rouast, qui y voit la consécration de ce principe que l'autorité du patron sur son subordonné ne lui crée qu'une obligation alimentaire à son égard, et non pas celle de continuer à lui verser son salaire entier constitué pour partie par un minimum indispensable, la fraction égale à la rent, le surplus devant servir à la satisfaction d'autres besoins moins pressants.

Cette limitation n'est en réalité que le résultat du compromis intervenu lors du vote de la loi de 1898 entre les partisans de l'idée du risque professionnel et ceux, nombreux, qui avaient peine à s'affranchir de l'idée de faute (4).

C'est une demi-mesure par laquelle des considérations tenant aux fautes de chacune des parties ont été introduites dans une matière dont on avait souhaité les exclure complètement. « Sur les cinq causes d'accidents, écrivait M. Sachet, visant à exprimer le raisonnement des rédacteurs de la loi,

(1) Op. cit., p. 520.

(2) Rouast et Givord, n° 21, p. 29, note 1.

(3) Op. cit., p. 101-102.

(4) Voir notam., Sachet, t. 1, n° 14, p. 12 et 13 ; Rouast et Givord, n° 19, p. 26.

l'équité et le droit obligent le patron à réparer intégralement les conséquences de sa propre faute et celles des cas fortuits ; la victime à supporter aussi celles de sa faute et celle de la force majeure, et enfin commandent de mettre par égales parts à la charge du patron et de l'ouvrier, les suites d'accidents dûs à une cause inconnue. Eh bien, établissons un forfait, décidons que tous les accidents, sauf ceux de force majeure qui sont étrangers au travail, donneront droit à une réparation, mais intégrale, mais partielle, et que le taux en sera fixé d'avance suivant un tarif et proportionnellement au montant du salaire, de façon à prévenir toute contestation. En d'autres termes, limitons les dommages intérêts auxquels l'ouvrier a droit en cas d'accident dû à la faute du patron, ou à un cas fortuit, et donnons-lui en échange le droit à l'allocation d'une indemnité dans les accidents dûs à sa faute, ainsi que dans tous ceux dont la cause reste indéterminée » (1).

En outre, cette disposition procédait du même esprit que nous avons signalé en étudiant les travaux préparatoires et qui inclinait les auteurs du projet à ne faire qu'une expérience limitée dans sa portée. Pour la même raison qui avait fait écarter l'application de la loi à toutes les entreprises, on n'entendait pas allouer aux victimes d'accidents une rente égale à la fraction de salaire dont elles se trouvaient privées ; on craignait que la nouvelle loi ne fût pour l'industrie une trop lourde charge.

Ce n'est pas à dire que nous entendions nier le caractère alimentaire de ces indemnités (2). Si le législateur n'a pas visé à leur donner un but alimentaire (3), il est indéniable que ce résultat a cependant été atteint. Il ne saurait en être

(1) Op. et loc., cit.

(2) Rouast, Le caractère alimentaire des indemnités d'accidents du travail, Annales de l'Université de Paris, 1930, p. 148 s.

(3) Piaget, p. 103.

autrement puisque la rente d'accident remplace la créance du salaire qui a déjà un caractère alimentaire.

Ces deux premières critiques adressées à la théorie du risque professionnel sont donc loin d'être décisives. Les autres apparaissent plus profondes et nous voudrions y insister.

3° Dire que la loi ne devrait concerner que les entreprises dangereuses, c'est adopter la première conception du risque professionnel que nous avons signalée (1), voisine de la théorie de la responsabilité du fait des choses.

Or, si l'on en croit M. Sarrut, « le risque professionnel est le risque du patron (2) : de même qu'il doit prévoir la destruction, l'usure de son matériel, le patron doit prévoir les accidents à son personnel, les blessures, la mort des ouvriers, étant donnée surtout la complication du mécanisme industriel », cette dernière circonstance n'intervenant, on le voit, qu'à titre de justification supplémentaire mais non essentielle, dans l'esprit de cet auteur.

Au surplus, à considérer même le point de vue de l'ouvrier, aucune distinction n'est à faire entre les accidents auxquels l'expose le travail. « Toute activité humaine est en même temps créatrice et destructive ; seul le rapport entre ces deux caractères varie » écrit M. Piaget (3). Il importe peu à ce sujet qu'un accident soit en rapport avec l'exercice d'une profession dangereuse ou qu'il se rattache à l'accomplissement d'une besogne réputée exclusive de tout danger ; « Un employé, un domestique fait une course pour son patron, glisse et se casse la jambe. C'est un accident du travail. Où est le risque professionnel ? En quoi le travail de la victime lui a-t-elle imposé un risque spécial ? » interroge M. Rouast (4).

En réalité, il y a bien là un risque spécial, qui est sans

(1) V. Cabouat, op. cit., n^{os} 111. 112, p. 150. 151.

(2) Note D.P. 1903. 1. 105.

(3) Op. cit., p. 99.

(4) L'heure et le lieu du travail et la notion de risque professionnel, R.A.T. 1931, p. 521.

doute commun à tous les piétons, mais qui n'en participe pas moins de la nature du travail effectué. Et la même réflexion peut être faite pour toutes les professions assujetties qui toutes comportent un risque. Telle est la deuxième conception du risque professionnel sur laquelle nous nous sommes déjà expliqué.

Mais, nous objectera-t-on alors, que dire des cas où l'accident du travail se présente comme privé de rapport avec l'exécution du travail, du cas, par exemple, où un ouvrier est blessé à l'usine dans une rixe qui a éclaté pour des raisons étrangères au service, ou par un tiers qui s'y est introduit spécialement pour l'y rencontrer ? (1)

Peut-on continuer à parler du risque professionnel, et les raisons que nous avons données pour appuyer la deuxième interprétation de cette théorie ne s'opposent-elles pas à une nouvelle extension ?

Il est bien certain que de tels accidents n'ont rien de spécial à l'exécution du travail. Quel lien présentent-ils avec le travail ? Leur survenance à l'heure et au lieu du travail. La théorie de l'équivalence des conditions, en nous autorisant à retenir cette circonstance au même titre que toute autre, justifie en même temps, croyons nous, l'appellation de professionnel donnée au risque relatif à ces accidents.

4° Enfin, le critère matérialiste de la théorie du risque professionnel postule-t-il une nécessaire régression sur le terrain moral ?

Il nous faut, pour répondre à cette dernière critique, la plus grave à notre sens, préciser un peu plus que nous ne l'avons fait au cours de la discussion précédente, le fondement qui nous semble être celui de l'obligation patronale de réparation.

Adversaire de la théorie du risque en général, M. Esmein

(1) Espèce du jugement du Trib. d'Avesnes du 24 avril 1931, précité p. 34 s.

ne la discute pas en notre matière. Estimant que l'idée du risque se sert à rien pour déterminer l'incidence juridique du dommage, parce que « toujours la victime aussi bien que le prétendu responsable du dommage a eu le profit d'une chose ou d'une entreprise », il déclare qu'il faut en chercher une autre : « On songe à l'inégalité des profits. Cette inégalité était flagrante dans le cas des accidents survenus aux ouvriers d'industrie et c'est une nette volonté de justice distributive qui a fait consacrer en 1898 la garantie par le patron du risque industriel » (1).

On ne saurait mieux dire : si l'employeur a la charge des accidents qui peuvent survenir à ses ouvriers, c'est parce qu'il tire profit, ou qu'il a le risque du profit, de leur travail dont eux-mêmes ne retirent, dans la presque totalité des cas, qu'une rémunération n'excédant guère le minimum vital.

Il ne nous apparaît pas comme à M. Esmein, que l'idée d'inégalité des profits soit distincte de celle de profit : Parler de profit, mettre le risque à la charge du profit, c'est bien sous-entendre que le sujet du dommage n'en réalisait pas, ou en réalisait moins que l'agent du dommage. Quoi qu'il en soit, l'expression a le mérite de mettre en lumière le point de vue de la victime de l'accident dans une discussion où celui de l'employeur a été jusqu'ici prédominant.

L'expression de risque évoque plutôt la situation du patron, celle d'inégalité des profits attire l'attention sur la situation de la victime. Comme telle, elle nous paraît rendre exactement compte du fondement de notre matière. C'est parce que l'ouvrier est dans une situation inférieure vis-à-vis du patron que celui-ci devra l'indemniser de certaines des conséquences des accidents du travail. C'est parce qu'on ne peut, sans injustice, lui laisser supporter durant toute sa vie une diminution de salaire en raison d'un accident survenu à l'occasion de son travail.

(1) Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de de la responsabilité délictuelle, *Rev. trim.*, 1933, p. 665, n° 206.

C'est donc une donnée morale et sociale qui est l'inspiration de la protection légale et qui se manifestera jusque dans cette disposition par laquelle on refusera d'avoir égard, pour indemniser l'ouvrier, à ce que l'accident a été causé par son imprudence, voire même par sa faute, ne voulant pas lui faire grief d'une infraction tout humaine n'impliquant pas un inaccomplissement du travail. Peut-être ce raisonnement n'était-il que pressenti par les auteurs de la loi de 1898, préoccupés surtout de pourvoir à certaines nécessités pressantes. La limitation forfaitaire de la rente atteste d'autre part, nous l'avons vu, que l'on ne manifestait pas une indulgence totale pour les ouvriers. Il n'en reste pas moins que l'état actuel des textes, de la jurisprudence et des idées sociales en général, autorisent notre opinion.

Le risque à caractère moral dont parle M. Rouast n'est pas autre chose que le poids des fautes de l'employeur, que viendra éventuellement atténuer celui des fautes de la victime.

Où est donc, sur le terrain moral, la supériorité de l'idée d'autorité ?

Bien que, selon l'expression de M. Capitant, la théorie du risque d'autorité retourne inconsciemment à l'idée de faute, (1) la question n'est pas ici d'opposer au système général de la responsabilité subjective celui de la responsabilité objective dont on a redouté, en droit commun, qu'il inclinât l'individu à se désintéresser de la valeur morale de ses actes puisque les conséquences en seraient réglées par un jeu d'obligations de garantie (2).

L'idée d'autorité ne conduira pas à laisser à la charge de l'ouvrier ceux des accidents qu'il aura provoqués par sa propre faute ou sa propre imprudence. Il faudrait, s'il en était autrement, rechercher de la stricte conscience professionnel-

(1) Préface au traité de MM. Rouast et Givord, p. XI.

(2) Planiol, Ripert et Esmein, n° 480, p. 665, 666.

le ou de l'infortune de l'ouvrier, quelle considération relève de la morale la plus élevée.

Mais telle n'est pas l'interprétation des protagonistes de la théorie du risque d'autorité ; celle-ci a été élaborée en fonction de la jurisprudence qui, réserve faite de quelques cas douteux, consacre, nous l'avons vu, le droit de l'ouvrier à la réparation dans tous les cas où il est à l'heure et au lieu du travail. C'est ce que précisent MM. Rouast et Givord en écrivant que « le chef d'entreprise répond de tous les accidents survenus au cours d'interruptions de travail, même s'il y a désobéissance de la victime, pourvu qu'ils se soient produits dans un lieu où existe sa subordination vis-à-vis du patron, c'est-à-dire dans l'établissement où s'exerce son autorité. Il faut seulement tenir compte, suivant les circonstances, de la faute inexcusable que peut constituer l'acte de la victime » (1). Nous savons que cette dernière circonstance est sans effet sur le caractère professionnel de l'accident.

Ainsi, la tendance est la même dans les deux théories. Les applications pratiques en sont à peu près identiques.

L'adoption d'un critérium matérialiste est sans influence sur l'aspect moral de l'institution de protection, car le problème de l'indemnisation de la victime, problème technique, ne fait qu'exprimer les exigences des données morales et sociales qui en sont l'inspiration, alors même qu'elles n'apparaissent plus dans l'expression définitive.

SECTION V. — NOTRE POINT DE VUE

L'échec de la théorie du risque d'autorité tient à ce que ses auteurs ne font dans leurs explications aucune place à l'idée de profit. Y voyant cependant un progrès sur la théorie du risque professionnel, M. Capitant signale cette lacune :

(1) Op. cit., n° 108, p. 122.

« Peut-être se rapprocherait-on plus encore de la vérité en adjoignant à la notion de subordination celle de profit. C'est parce que l'employeur tire profit du travail qu'il doit, sur ce profit, indemniser le salarié des accidents qui se produisent. Mais cette idée n'est, elle aussi, qu'une approximation et doit être combinée avec celle de subordination. Quoi qu'il en soit, cette notion de subordination, qui est d'ordre économique, doit l'emporter au besoin sur celle, purement juridique, du contrat de travail » (1).

Cette opinion fait bien apparaître que l'élément capital, en notre matière, qu'il prenne nom *profit* ou *subordination* est bien d'ordre économique et non juridique.

Mais nous allons plus loin que M. Capitant. Nous estimons que la subordination de l'ouvrier n'est pas une condition essentielle du jeu de la responsabilité patronale et dans tous les cas où les arrêts où MM. Rouast et Givord relèvent l'influence de la subordination, nous pensons que l'idée de travail suffit à expliquer la solution.

Nous retenons comme unique fondement de l'obligation patronale l'idée de profit à l'exclusion de celle d'autorité.

La jurisprudence assigne comme domaine exclusif à la législation réparatrice, le cadre du contrat de travail dont le critérium réside dans le lien de subordination. La subordination apparaît comme l'expression et le principe d'action des rapports laboriques qui s'établissent alors : l'activité de l'ouvrier est dirigée, contrôlée, souvent même directement surveillée par le patron ; l'ouvrier met sa force de travail à la disposition de l'employeur (2). Sans doute le contrat intervenu entre eux a-t-il le plus souvent un objet limité : c'est un tourneur ou un comptable qui s'engage pour accomplir le travail de sa spécialité. Mais là s'arrête toute précision : par définition, puisqu'il s'agit d'un contrat de travail, le patron se réserve le droit d'en régler les conditions d'exécution, cel-

(1) Op. cit., p. XI.

(2) Cf. définition de Planiol, Ripert et Esmein, n° 767, p. 6.

les du moins qui n'ont pas de caractère légal ou qui n'entrent pas dans les prévisions d'une convention collective de travail.

L'objet de ce contrat s'analyse dès lors en deux éléments : d'abord le travail proprement dit que l'ouvrier devra accomplir ; ensuite tout le temps passé dans l'attente des ordres du patron ou même simplement à l'endroit prescrit pour l'exécution du contrat. (1) Il embrasse tout ce que le patron impose à l'ouvrier ou l'autorise à faire en vue de cette exécution. Peu importe que l'intérêt de l'entreprise apparaisse ou non dans l'une de ces activités ; le chef d'entreprise en est le seul juge et nul mieux que lui ne connaît les mesures propres à le sauvegarder.

L'ouvrier est-il nécessairement pendant tout ce temps sous la subordination du patron ? C'est là une question de terminologie et la réponse sera affirmative ou négative selon que l'on donnera à l'expression de subordination le sens d'un état de droit au cours duquel l'ouvrier agira en qualité de travailleur ou bien se trouvera en un lieu déterminé au su du patron et en exécution de son contrat, ou seulement celui d'un état de fait comportant pour le patron la possibilité matérielle de lui donner des ordres.

Nous avons montré que ce second sens était le seul logique dans la théorie du risque d'autorité et qu'il n'expliquait pas les solutions de la jurisprudence. C'est d'ailleurs le premier que celle-ci sous-entend dans toutes ses décisions et sur lequel il faut raisonner.

La subordination ainsi comprise, *la sphère de surveillance*

(1) L'élément « temps » est tellement important dans le contrat de travail qu'il a incité certains auteurs à ne pas voir dans les rapports des ouvriers payés à la tâche avec leurs employeurs l'existence d'un contrat de travail (V. Planiol, Ripert et Rouast, n° 772), et ce n'est que parce que ces ouvriers reçoivent cependant les ordres du patron que le critérium du mode de rémunération a été abandonné.

et d'autorité du patron comme s'exprime M. Sachet (1), marque en général les limites du travail au sens précis du terme.

L'ouvrier travaille à l'heure et au lieu fixés par le patron. La jurisprudence a donc pu, sans inconvénient pratique dans la majorité des cas, en tant qu'il s'agit d'ouvriers liés par un contrat de travail, s'en tenir à la constatation de cet élément de subordination sans avoir à vérifier s'il abritait bien le travail lui-même.

Mais quelle que soit son importance, la subordination n'est jamais que l'expression d'une certaine organisation du travail. Elle en est si l'on veut la raison sociale, mais elle n'est pas le travail lui-même.

Il y a intérêt à distinguer, d'abord pour éviter toute équivoque pouvant résulter de l'imprécision du terme de subordination, ensuite pour déceler le véritable élément à retenir dans la relation causale. Enfin cette discrimination n'est pas purement théorique parce que la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu d'étendre le bénéfice de la législation des accidents du travail en dehors du contrat de louages de services.

L'erreur de la théorie du risque d'autorité a donc été de substituer comme fondement, au principe même de la responsabilité, le travail, sa manifestation ordinaire dans le cadre du contrat de travail, la subordination, parfois toute virtuelle, de l'ouvrier.

Nous sommes maintenant à même de vérifier l'applicabilité de l'idée de risque professionnel telle que nous la concevons. Dans tous les cas où la jurisprudence ou MM. Rouast et Givord parleront de subordination, nous parlerons de travail.

Lorsqu'il s'agit d'ouvriers ou employés travaillant hors d'un établissement patronal, les arrêts prennent souvent soin

(1) Sachet, t. 1, n° 321, p. 263.

de relever l'existence d'un lien de subordination pour les admettre au bénéfice de la réparation légale, mais ils ne font en réalité que présumer un ordre exactement adapté aux besoins de l'entreprise, à l'exécution de la tâche assignée à l'ouvrier. Le critérium est « l'ouvrier est à l'heure et au lieu du travail partout où il se rend d'ordre du patron et pour les besoins de l'entreprises » et, nous l'avons vu, la loi de 1898 ne s'applique pas, dans ce cas, pendant les temps de repos, les interruptions de travail proprement dites. Les solutions les plus libérales s'expliquent par l'idée de travail ; nous l'avons constaté notamment à propos du chauffeur de taxi qui, ayant garé sa voiture pour aller prendre son repas, se retournait, en traversant la chaussée, pour surveiller sa voiture (1).

La correspondance des notions de travail et de subordination apparaît clairement. Prenons l'exemple d'un représentant en tournée. De deux choses l'une : ou bien il s'acquitte de sa mission, et nous y comprenons tout trajet effectué spécialement à cette fin, dès son origine, par analogie avec la situation des employés chargés d'une commission (2), à l'exception des actes qui lui sont inspirés par des préoccupations extra-professionnelles. Il y a incontestablement dans ce cas travail et subordination. Ou bien il fait tout autre chose : il se trouve assis à une terrasse de café, écoutant un concert. Il n'est pas au travail, et personne ne songera à dire qu'il se trouve sous la subordination de son patron. Raisonner autrement serait étendre la sphère de subordination à tous les faits et gestes des employés et ouvriers ! Mais qu'il reçoive soudain un télégramme lui ordonnant de se rendre d'urgence chez un client et que se levant précipitamment il glisse et se blesse ! Nous concevons parfaitement que cet accident soit réputé accident du travail. Dès qu'il a entrepris

(1) Civ., 6 novembre 1935 précité, p. 85.

(2) Ainsi avons nous fait justice de l'objection de M. Piaget qui ne voit pas le rôle du travail dans l'accident survenu dans les escaliers de sa maison à un commis voyageur au moment où il s'apprêtait à partir pour une mission lointaine. V. Piaget, p. 71, 72.

l'exécution de l'ordre reçu l'employé a repris son travail et il s'est du même coup replacé sous la subordination de son patron.

La même correspondance se retrouve lorsqu'il s'agit d'ouvriers travaillant à l'intérieur d'un établissement. La question n'est pas douteuse si un accident leur est survenu au cours de l'accomplissement de leur tâche. Lors même que la jurisprudence étend l'heure et le lieu du travail - par exemple au moment qui précède ou suit immédiatement la journée de travail et pendant lequel les ouvriers sont rassemblés dans la cour de l'établissement ou procèdent à leurs ablutions, ou à celui consacré au repos dans l'enceinte de l'exploitation - c'est parce qu'elle admet que le travail a commencé ou qu'il se continue, et elle l'exprime en affirmant que l'heure et le lieu du travail se déterminent d'après les conditions dans lesquelles il s'effectue dans l'entreprise. S'il y a là une fiction, c'est une autre fiction de dire que l'ouvrier est alors sous la subordination du patron. Car s'il ne s'agit pas du travail proprement dit, il n'en est pas moins vrai que la présence de l'ouvrier est alors motivée par les nécessités ou la commodité du travail. L'ouvrier est déjà sous l'emprise du travail ou il n'en est pas encore sorti car il est nécessaire ou normal qu'il soit devant l'usine à tel moment, ou qu'il y soit encore à tel autre. Même s'il s'agit en apparence uniquement de son intérêt personnel, c'est dans l'intérêt de son travail qu'il a pris son repos sur place, qu'il est logé.

Notre conception a, pensons nous, le mérite de restituer à l'accident du travail sa véritable physionomie, de retrouver le contact avec l'élément essentiel en notre matière, qui est le travail et non la subordination, simple expression d'une certaine forme de rapports laboriques.

L'origine des difficultés rencontrées dans la recherche du fondement de l'obligation patronale nous semble résider dans le fait qu'on a voulu traiter cette question comme une

question de responsabilité alors qu'elle ne soulève qu'un problème de garantie.

Partageant l'avis de M. Esmein, nous estimons qu'il n'y a pas de responsabilité sans faute. Il ne s'agit ici que d'une obligation de garantie édictée par une loi d'assistance.

Le bénéfice de la législation réparatrice a été étendu par les lois postérieures à la loi de 1898 et par la jurisprudence au delà du domaine étroit qui lui avait été assigné dans un esprit transactionnel. La situation inférieure de l'ouvrier en demeure aujourd'hui la seule justification.

Un projet de réforme de la législation des accidents du travail a été élaboré (1), comportant notamment l'élévation des indemnités légales ; qu'il vienne à être repris, et avec le caractère forfaitaire de la rente d'accident s'atténuera notablement le principal vestige de l'idée de faute. Il en est d'autres mais bien restreints. Nous comprenons que la faute intentionnelle fasse échec à l'application de la loi : *Fraus omnia corrumpit*. Quant à la faute inexcusable, elle est sans influence sur la causalité, n'intervenant que pour nuancer l'indemnité en fonction d'une appréciation des conduites, d'ailleurs limitée aux cas de fautes extrêmement graves.

De l'existence de ces survivances de l'idée de faute, nous ne pensons pas qu'il soit possible de rien conclure contre notre conception. La faute ne joue aucun rôle dans la relation causale.

Quel sera dans notre théorie le critérium de l'accident du travail ? La théorie du risque professionnel stricto sensu faisait concevoir de façon assez précise le domaine de l'accident du travail. N'est-il pas à craindre que toute limitation soit arbitraire si l'on adopte la notion plus large de ce que nous avons appelé le risque humain ?

La recherche de la causalité matérielle est vaine. Il faut

(1) Rouast et Givord, n° 7, p. 10 ; Revue juridique, 1937, n° 1.

donc s'arrêter à un critérium approximatif. La jurisprudence en a adopté un qui correspond au *plerumque fit* et dont la valeur se trouve affirmée par de longues années d'application satisfaisante en dépit de certaines difficultés d'espèces.

Nous ne le rejeterons donc pas, mais viserons seulement à le préciser en fonction de notre fondement pour lui donner toute la portée que nous attribuons à la notion d'accident du travail, et nous dirons, en nous inspirant de la formule de M. Piaget, que *l'ouvrier est à l'heure et au lieu du travail chaque fois que sa présence ou son attitude à une heure et en un lieu donnés ne s'explique que par l'obligation qui lui en était faite par l'exécution de son travail.*

Nous éliminons, avec la jurisprudence, tous les actes qui sont simplement préparatoires au travail comme le trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu de son travail, à moins qu'ils ne participent de l'objet du contrat intervenu entre les parties.

Nous exigerons donc plus qu'un simple lien avec le travail, un lien avec *l'exécution* du travail et nous ne pensons pas que notre définition, à laquelle nous ne pouvons donner une plus grande précision en raison de l'infinie diversité des conditions de chaque situation particulière, puisse paraître englober tous les actes de la vie d'un ouvrier que le travail peut influencer : par exemple le fait d'enfiler ses vêtements de travail au saut du lit ; pareille attitude n'a de lien direct qu'avec son *intention* de se rendre à l'usine ou à l'atelier et non pas avec l'exécution de son travail.

On pourra peut-être nous objecter, en ce qui concerne les ouvriers travaillant dans un établissement, que le repos pris sur place, les interruptions de travail, ne présentent pas toujours ce même lien.

Mais nous touchons ici à une présomption, qui, croyons nous, permet d'envisager comme un « bloc » le séjour de l'ouvrier dans l'établissement. Il y vient pour l'exécution de

sa tâche qui est censée se continuer tant qu'il y demeure en vertu de son contrat. Et nous ne nierons pas que s'il en est ainsi, c'est parce que le patron a ordonné ou supporté cette organisation du travail, car nous ne prétendons pas éliminer la subordination qui est le principe moteur du travail accompli dans le cadre du contrat de travail : nous voulons seulement par delà cet élément retrouver ce qui est essentiel, le travail, pour pouvoir adopter un critérium plus vrai et plus large que celui de la théorie du risque d'autorité.

A coté de cette première catégorie d'accidents du travail, nous en voyons une autre, celle des accidents non survenus au lieu et pendant la durée du travail et qui sont engendrés par un risque inhérent au travail, ce dont la victime ou ses ayants droit auront à rapporter la preuve. Tel sera le cas des agressions de grévistes, des rixes entre ouvriers à raison de motifs de service, où qu'elles se produisent, ou encore des blessures causées par le maniement d'instruments de travail en dehors de l'enceinte de l'établissement patronal.

Notre matière est trop neuve et trop vivante pour que nous ayons l'ambition de donner un critère parfait : Aussi bien n'avons nous tendu qu'à donner une indication aussi précise qu'il nous a été possible de la fournir.

Cette étude de la notion d'accident du travail nous a montré, en même temps que la tendance très largement extensive de la jurisprudence, que l'idée d'autorité n'en est pas le fondement.

Dans de nombreux cas la protection légale a été reconnue à la victime alors même qu'elle se trouvait soustraite à l'autorité du chef d'entreprise.

On est dès lors logiquement conduit à envisager l'application du droit des accidents du travail à des situations exclusives de toute dépendance juridique.

Ce sera l'objet de notre deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE

Le lien entre l'employeur et l'employé

C'est en raisonnant sur une conception trop étroite du risque professionnel et en donnant par contre un champ d'application trop vaste à l'idée de subordination que certains auteurs ont cru pouvoir faire triompher la théorie du risque d'autorité.

De l'évolution qui s'est produite dans notre matière, ils ont retenu que l'accident du travail pouvait ne présenter aucune différence avec l'accident que tout homme peut redouter des hasards de l'existence, et que n'est pas seul admis à invoquer le bénéfice de la législation réparatrice celui qui se livre à un travail productif (1). Ils ont été frappés de l'importance attachée par les arrêts au lien de dépendance et de subordination pour rendre le patron responsable (2). Et parce qu'ils définissent le risque professionnel comme le risque des entreprises dangereuses et que l'idée de profit ne leur paraît pas applicable à d'autres hypothèses, ils ont fait découler l'assujettissement des employeurs de leur autorité.

Nos investigations dans le domaine de la causalité se sont jusqu'ici limitées au contrat de travail ; le profit de l'employeur y est la règle. Est-il possible d'étendre le bénéfice de la réparation légale à d'autres situations ? Il nous faut, avant de tirer de nouvelles conséquences de l'idée de profit, la scruter de plus près, ce qui nous amènera à pousser plus avant que nous l'avons fait jusqu'à présent l'analyse des principes de la matière et à remonter, par delà le fondement, jusqu'à ce que nous avons appelé les idées inspiratrices du régime de protection.

Nous résumerons préalablement l'état actuel de la question et nous examinerons les réactions qu'il a suscitées

(1) Rouast et Givord, n° 17, p. 24.

(2) Op. cit., n° 19, p. 25.

CHAPITRE PREMIER

ETAT ACTUEL DE LA QUESTION

Nous avons, à maintes reprises, signalé la règle jurisprudentielle selon laquelle l'existence d'un contrat de louages de services unissant l'employé à l'employeur, était impliquée dans la législation des accidents du travail.

Une longue suite d'arrêts consacre cette solution sur laquelle la jurisprudence n'a jamais eu de doute, comme l'écrivent MM. Rouast et Givord (1).

La doctrine l'a, en général, accueillie favorablement (2) et, ainsi que le note M. Rodière (3), « ... le principe est d'autant moins discuté (par certains auteurs) qu'ils trouvent dans les effets juridiques du contrat de travail le fondement même du devoir de réparation qui grève le patron. »

Nous rechercherons dans trois sections successives si cette conceptions trouve un appui dans les textes, les exceptions que la loi oblige à y apporter et ses inconvénients pratiques.

SECTION I. — LES TEXTES

La loi du 9 avril 1898 ne limite nulle part son application au domaine du contrat de travail.

(1) Op. cit., n° 62, p. 71.V. les arrêts cités par Sachet, t. 1 n° 170. p. 144, note 1. Rodière: La législation des accidents du travail est-elle applicable aux ouvriers engagés suivant un contrat nul, *Revue juridique* 1936, n° 4, p. 227-228 ; Plaïniol, Ripert et Rouast, n° 768. adde : Dijon, 16 avril 1937, D.H. 1938. 324.

(2) Sachet, t. 1, n°s 170, 172 s. Capitant et Cucho, *Précis de législation industrielles*, n° 368. Gazier, *Législation et jurisprudence des accidents du travail dans l'agriculture*, n° 205, p. 104.

(3) Op. cit., p. 228.

Seule la loi du 15 juillet 1914 précise, dans son article 3, que la responsabilité du chef d'entreprise n'existe qu'à condition pour la victime ou ses ayants droit d'établir la preuve de l'embauchage (1), et encore ceci n'est-il pas, à notre sens, une preuve décisive de ce qu'elle n'ait entendu viser que le contrat de travail, l'expression d'embauchage pouvant comporter une acception indépendante de ce contrat.

On devrait cependant, d'après MM. Rouast et Givord, considérer cette exigence comme sous-entendue par l'article 1^{er} de la loi de 1898, lorsqu'il parle des accidents survenus aux « ouvriers et employés », par l'article 1^{er} de la loi du 12 décembre 1922, lorsqu'il vise les « ouvriers, employés et domestiques », et par celle du 2 août 1923 lorsqu'elle énumère ses bénéficiaires, « domestiques, gens de maisons, serviteurs à gage, concierges et salariés du même genre, à un titre quelconque, attachés ou non à la personne ». Les mêmes auteurs font de plus observer « qu'il a été constamment supposé par les membres du Parlement qui discutaient cette loi que les accidents atteignaient un ouvrier salarié travaillant sous les ordres du chef d'entreprise » (2).

Cette argumentation, pour aussi considérables qu'en soient les défenseurs, ne nous paraît pas absolument péremptoire. Les termes d'ouvriers et employés, de salariés, utilisés par la loi de 1898, la seule à laquelle il faille attacher une valeur de principe, servent couramment à désigner des travailleurs juridiquement indépendants. Sans doute ces termes sont-ils les mêmes qu'emploient le Code civil et les lois subséquentes pour désigner ceux qui se sont engagés dans les liens d'un contrat de travail. Mais il n'est rien moins que certain que les rédacteurs de ces textes se soient inquiétés

(1) Rouast et Givord, n° 62, p. 70. Ces auteurs font en outre remarquer que le projet voté à la chambre en 1927 mentionne expressément le rattachement de la loi à l'existence d'un contrat de travail.

(2) Op. et loc. cit.

d'adopter une terminologie irréprochable. Il leur eût été facile d'y insérer l'expression de louage de services ou celle de contrat de travail, ce qui eût supprimé toute difficulté. On peut du reste observer que l'article 1798 du Code civil qualifie lui-même d'ouvrier celui que l'on a chargé de « faire un ouvrage » et de salaire la rémunération qui est due à ce dernier (1).

Le traité de MM. Planiol et Ripert signale (2) que la loi exclut formellement « les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ». Cet argument nous semble de moindre valeur que le précédent : car si la loi n'a pas entendu considérer les ouvriers comme des patrons, elle ne dit ni ne peut dire qu'ils ne peuvent jamais être protégés en tant qu'ouvriers.

Et l'absence d'un texte formel, c'est, pensons-nous, dans l'esprit qui se dégage de l'ensemble de notre matière qu'il faut chercher les limites d'application de la législation réparatrice et non dans les travaux préparatoires dont les auteurs ne pouvaient embrasser le développement que prendrait dans la suite la notion d'accident du travail.

L'impressionnant édifice de la responsabilité du fait des choses inanimées construit par la jurisprudence est du reste la meilleure illustration de notre opinion que le juge et le commentateur doivent, avant toute considération autre que celle tirée de l'existence d'un texte irréfutable, envisager l'intérêt supérieur d'une fin plus humaine à atteindre et d'une adaptation meilleure aux besoins que la pratique révèle. Le droit manquerait à sa mission s'il devenait une pure exégèse au lieu d'être la science du juste et de l'injuste.

SECTION 2. — LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA NECESSITE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL

La loi elle-même prévoit des exceptions à la nécessité d'un

(1) Art. 1787, 1788 et 1790.

(2) Planiol, Ripert et Rouast, n° 772.

contrat de travail (1), manifestant par là que certaines situations différentes méritent le même traitement que celle de l'ouvrier lié à son patron par un tel contrat.

I. — C'est d'abord l'article 1^{er} al. 2 de la loi du 15 décembre 1922 modifiée par la loi du 30 avril 1926, aux termes duquel « les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré, ne sont assujettis à la présente loi que pour les collaborateurs salariés ou non qu'ils emploient ».

II. — Ensuite, la loi du 30 juin 1899 « concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés », dont bénéficient « toutes les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines ».

III. — Enfin la loi du 13 décembre 1912, « faisant bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail »,

Examinons brièvement la portée de ces restrictions.

I. — Des déclarations du rapporteur de la loi du 30 avril 1926 au Sénat (2), il ressort que l'on a voulu, par l'expression de « collaborateur non salarié », viser les cas d'entraide et de coups de main. « Le voisin qui donne un coup de main est couvert dans des conditions identiques au salarié lui-même » déclarait-il. Et par coups de main, il faut entendre tous

(1) V. Rouast et Givord, n° 63 s. S., Lois annotées de 1927, p. 650 note 4.

(2) Sachet, t. 3, n°s 1960 s., 2322 bis s., 2278, 2288 s. Note G.P. 1935.2.721 : A la séance du 2 février 1926 le rapporteur M. Mauger avait indiqué : « Nous avons voulu que le cultivateur, lorsqu'il occupe quelqu'un même à titre bénévole, soit tenu de supporter les conséquences d'un accident survenu à la personne qu'il occupe... ». M. François Saint Maur avait fait observer qu'en se rapportant aux principes généraux du droit, c'est le maître de l'ouvrage qui est responsable et qu'en l'espèce, le maître de l'ouvrage est celui qui a appelé à son aide ou qui a accepté l'aide du voisin. Le ministre du travail lui répondit que sa thèse était celle du gouverne-

les services que des cultivateurs voisins peuvent être amenés à se rendre à charge de réciprocité (1).

Il est certain que l'existence d'un contrat de travail est subordonnée à un accord sur la prestation offerte par l'employé et la rémunération promise par l'employeur. Or, ici, s'il y a bien travail de la part du cultivateur venu apporter son aide à un voisin, le salaire fait défaut. On ne peut parler de contrat de travail.

Ceci est indéniable, mais cette disposition n'a pas été interprétée par la jurisprudence comme une exception véritable au principe tiré de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1899. Les arrêts en ont étroitement limité la portée pratique en rappelant que la loi de 1922 n'apporte aucune dérogation à celle de 1898 qu'elle ne fait qu'étendre à l'agriculture (2).

Cherchant à préciser la nature du coup de main, ils l'ont assimilé à un travail effectué sous la subordination du cultivateur aidé.

C'est ainsi que le bénéfice de la loi a été refusé à un petit propriétaire spontanément accouru sur la propriété de son voisin pour maîtriser un taureau qui menaçait un domestique de ce dernier et victime de la fureur de l'animal (3) ; les actes qu'on est convenu d'appeler « de courage et de dé-

ment et il ajouta : « Dans l'hypothèse envisagée, la personne qui prête son aide au voisin devient l'employé de son voisin, et, partant, ce sont les règles du risque professionnel qui doivent déterminer la solution de la matière. » J.O., 3 février 1926, Deb. parlem., Sénat p. 102 s. S., Lois annotées de 1927, p. 650, note 7.

(1) V. Gazier, *Législation et jurisprudence des accidents du travail dans l'agriculture*, n^{os} 249 s.

(2) Trib. de Guéret, 19 novembre 1930, D.H. 1931. 79, S. 1931. 2. 101 ; Angers, 2 juin 1934, D.H. 1934. 437, G.P. 1934. 2. 581, s. note b ; Req., 6 novembre 1934, G. P. 1935. 1. 554, s. note c ; Req., 9 janvier 1935, G. P. 1935. 1. 554, s. note c ; Civ., 25 juillet 1935, G. P. 1935. 2. 720, R.A.T. 1936. 111 ; Civ., 25 mars 1936, G.P. 1936. 1. 937 ; Civ., 15 juin 1936, G.P. 1937. 2. 466.

(3) Civ., 5 février 1934, D.H. 1934. 205, G.P. 1934. 1. 708.

vouement » sont, nous l'avons vu, exclus de la protection légale.

On a essayé en sens inverse de tirer argument de l'article 8 de la loi, disposition générale cette fois, qui, en prévoyant un mode de calcul des rentes pour les accidents survenus à des non salariés, révèle que la loi prend en considération une situation particulière.

Pourquoi s'astreindre à modeler le coup de main à l'image du travail ordinairement assujéti puisqu'il ne peut être question ici de contrat de travail ?

Et d'ailleurs l'expression de « collaborateur » n'est-elle pas révélatrice d'une intention de rompre avec la tradition d'un travail dirigé par celui qui en profite ? (1).

Après M. Sachet (2), M. Rouast (3) a développé la thèse de l'assimilation au cas général et soutenu que l'ouvrier non-salarié est celui qui est embauché sans avoir au préalable stipulé un salaire, s'en remettant à la bonne foi du chef d'exploitation qui lui donnera le salaire d'usage ou une rémunération en nature.

La jurisprudence, nous l'avons vu, a formellement déclaré l'existence d'un contrat de travail nécessaire pour l'application de la loi de 1922.

Citons à titre d'exemple de son attachement à la notion de contrat de travail, son interprétation de l'article 2 de la loi du 15 décembre 1922 qui assimile aux ouvriers agricoles au point de vue de l'application de la loi « ceux qui, n'étant pas petits patrons sont occupés par des entrepreneurs ou par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins »

L'originalité de cette disposition était d'astreindre au devoir d'indemnisation de simples particuliers. Elle a été inspirée par la considération des dangers que certains travaux

(1) Note Félix Tournier, D.P., 1923. 4. 313 s. n° 32.

(2) Sachet, tome 3, n° 2289, note 1.

(3) Note sous Civ., 29 avril 1929 et Req., 31 juillet 1929, D.P. 1930 1. 6.

des parcs et jardins, notamment ceux d'élagage des arbres, font courir à ceux qui les exécutent et le fait que les propriétaires qui les font effectuer appartiennent généralement à la classe aisée (1). « Au lieu d'envisager la situation du patron responsable, les rédacteurs de l'article 2 se sont placés au point de vue de l'ouvrier bénéficiaire » écrivait M. Sachet. Cette observation est intéressante. Elle marque que le souci de l'autorité patronale était absent des préoccupations des auteurs de la loi comme il est absent de la lettre du texte : Un raisonnement *a contrario* conduirait en effet à n'écarter de son bénéfice que les petits patrons, pour l'appliquer à tous les autres travailleurs, engagés ou non dans les liens d'un contrat de travail. La jurisprudence en a décidé autrement (2), et elle a refusé d'y voir une dérogation au principe général.

Mais les arguments de texte et d'analogie les plus séduisants n'ont pas le pouvoir de justifier qu'un lien de subordination soit toujours exigé.

C'est ainsi par exemple que la Cour d'appel de Besançon (3) a considéré comme victime d'un accident du travail un cultivateur mordu par une vache appartenant à l'un de ses voisins, pendant que sur la demande de ce dernier, il tentait d'extraire de la trachée artère de l'animal, une pomme qui menaçait de l'étouffer. À vrai dire, la Cour d'appel ne mentionne pas l'existence d'un élément de subordination mais celle d'un élément de direction.

Il nous semble qu'il y avait contrat d'entreprise, le propriétaire de la vache n'ayant eu recours à un tiers « mieux qualifié que lui » que parce qu'il s'était estimé incapable de pratiquer lui-même l'extirpation nécessaire, circonstance qui fait obstacle à ce que l'opération eût lieu sous son autorité.

(1) Sachet, t. 3, n° 2323, p. 307.

(2) Civ., 8 juillet 1931, S. 1931. I. 351 ; Req., 13 mai 1935. G.P. 1935. 2. 221.

(3) 1^{er} mars 1937, G.P. 1937. 1. 917.

C'est bien l'intérêt du cultivateur aidé qui est la base véritable de sa responsabilité et cet intérêt doit primer toute autre considération tirée des rapports existant entre ses collaborateurs momentanés et lui-même. Il est tenu à leur égard parce qu'ils ont participé au fonctionnement de l'entreprise, non parce qu'il leur a donné des ordres ou qu'ils se sont trouvés sous sa surveillance.

Voici donc un cas où le contrat de travail n'est pas nécessaire et dans lequel les efforts faits par la jurisprudence pour découvrir le lien de subordination caractéristique de ce contrat s'avèrent parfois inopérants.

II. — La loi du 30 juin 1899 comporte une exception plus nette à la règle jurisprudentielle. L'accident causé par l'emploi d'une machine mue par un moteur inanimé à quiconque se trouve occupé à la conduite ou au service du moteur ou de la machine est un accident du travail (1).

La jurisprudence ne recherche pas cette fois, comme dans les cas d'application de la loi de 1922 l'existence d'un lien de subordination « ...Et c'est strictement conforme à l'esprit comme à la lettre des deux législations écrit M. Gazier » (2).

Il est certain que la loi de 1899 s'explique par le souci de garantir les ouvriers contre les dangers inhérents au fonctionnement des moteurs inanimés utilisés dans les exploitations agricoles, que l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne comprenait pas bien qu'il visât par ailleurs les exploitations dans lesquelles il est fait usage de machines mues par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

Mais nous ne voyons rien là qui justifie l'extension du nombre des bénéficiaires éventuels de la loi de 1899. Fera-t-on valoir que s'il n'est pas d'usage que des étrangers à l'entre-

(1) Paris, 27 octobre 1930, D.H. 1930. 577.

Req., 23 mars 1931, G.P. 1931. 1. 804.

Civ., 31 janvier 1934. 163.

(2) Sachet, t. 3, n° 2278 quater, p. 278. adde : Gazier, Législation et jurisprudence des accidents de travail dans l'agriculture, n° 4, p. 3 et 4, n° 165, p. 81, n° 181 s.

prise se mêlent au travail qui s'effectue dans les exploitations visées par la loi de 1898, il arrive très souvent dans les campagnes que le personnel soit en partie ou en totalité composé de voisins ou d'amis complaisants ? Mais cette observation est précisément de nature à fortifier notre conviction, maintes fois exprimée, sur la nature de l'élément essentiel dans notre matière, qui est l'entreprise, le travail.

III. — C'est ce que fait ressortir encore la loi du 13 décembre 1912 étendant la protection de la législation des accidents du travail aux délégués mineurs.

« L'idée de subordination est ici mise de côté pour déterminer quels sont les assujettis au régime de la loi de 1898, écrivent MM. Rouast et Givord (1), cette exception s'explique par le désir du législateur de favoriser l'institution des délégués mineurs dont les fonctions sont soumises aux risques de la mine ».

Elus par les ouvriers eux-mêmes, ces délégués, qui ne sont pas liés pour l'exercice de leurs fonctions par un contrat de travail avec le patron de la mine, sont chargés de veiller à la sécurité du personnel employé aux travaux souterrains, et de rechercher les conditions dans lesquelles les accidents se sont produits ; ils ont en outre à surveiller l'hygiène du personnel et à contrôler l'application des lois sur la réglementation du travail, sur le repos hebdomadaire, sur le travail des enfants et des femmes, sur la durée du travail dans les mines (2).

Pourquoi la loi les protège-t-elle si ce n'est parce qu'ils remplissent selon le vœu du législateur, un service se rattachant au fonctionnement de l'entreprise qui de toute évidence est seule en jeu ?

La même idée explique la responsabilité accessoire de

(1) Op. cit., n° 65.

(2) V. Sachet, t. 3, n° 1961 et les textes cités note 1 : Lois des 23 juillet 1907, 13 juillet 1906, 12 mars 1910, 30 mars 1900, 24 juin 1919, 3 juin 1933 (S., Lois annotées de 1933, p. 897).

l'entrepreneur principal envers les ouvriers du sous-entrepreneur de main d'œuvre auxquels il n'est pourtant pas lié (1).

Nous ne pensons pas que ces exceptions soient de celles dont on dit qu'elles confirment une règle. Il ne suffit pas, pour leur dénier toute valeur dans la discussion que nous avons entreprise, de soutenir qu'elles régissent des cas particuliers sans analogie avec les situations, en nombre plus considérables, auxquelles s'applique le principe de la nécessité d'un contrat de travail.

Dès l'instant que la justification en apparaît identique à celle que nous pensons être le véritable fondement de l'obligation imposée aux employeurs par la loi de 1898, elles présentent pour nous tout l'intérêt d'une expérimentation. La dissociation toute intellectuelle que, raisonnant dans le cadre du contrat de travail, nous avons cru devoir opérer ailleurs entre les éléments « travail » et « subordination » y est matérialisée. Isolé, l'élément travail continue à servir de support au devoir d'indemnisation du patron. Renversant les données du problème, M. Rouast peut-il trouver un cas où la subordination à l'état pur, postule la même responsabilité ?

SECTION 3. — INCONVENIENTS PRATIQUES DE LA CONCEPTION JURISPRUDENTIELLE

La conception restrictive de la jurisprudence manifeste ses inconvénients dans le domaine même où on a voulu cantonner la responsabilité de l'employeur :

Elle conduit à déclarer la législation des accidents du travail inapplicable aux ouvriers engagés suivant un contrat nul.

M. Capitant est d'avis que la jurisprudence a tort de s'atta-

(1) Art. 30 c. Livre 1^{er}. Code du Travail, créé par le décret-loi du 8 août 1935, au D.P. 1935, 4. 217. cité par Rodière, op. cit., p. 228.

cher rigoureusement à la notion purement juridique de contrat de travail et de faire dépendre l'application de la loi de la validité du contrat. (1) « Ainsi elle refuse d'en appliquer le bénéfice au mineur de moins de treize ans victime d'un accident du travail ». Et cet auteur ajoute : « Il est absurde de méconnaître les faits au nom des principes du droit. C'est de tourner ces principes de leur fonction. Quand il s'agit d'interpréter les lois sociales, il faut tempérer l'esprit juriste en y ajoutant quelques gouttes d'esprit social, sinon on risque de sacrifier la vérité à la logique ».

Il nous suffira de résumer le raisonnement de M. Rodière (2) pour montrer le danger des règles abstraites qui font perdre de vue la réalité.

Si l'annulation d'un acte juridique ne faisant que censurer un vice contemporain de sa création, doit retroagir, il n'est pas toujours possible de satisfaire à ce principe de restitution intégrale. On ne peut revenir sur les effets passés d'un contrat successif travail de l'ouvrier et salaires touchés par lui, en ce qui concerne le contrat de travail. On ne peut davantage refuser l'application de la loi de 1898 qui dépouille de l'exécution donnée au contrat annulé. Il en est ainsi quel que soit le fondement que l'on attribue à cette loi.

« L'annulation du contrat ne dégage pas le chef d'entreprise du devoir moral d'assistance qui le contraignait à soulager les misères de ceux dont il absorbait les forces vives. Elle ne lui enlève pas pour le passé l'autorité dont il était investi, fait social qui résiste à la fiction d'une disparition retroactive. Enfin elle n'empêche pas que l'ouvrier a coopéré aux profits de l'entreprise dont la théorie du risque professionnel est pour le patron la juste compensation... Ainsi, à quelque explication de la loi de 1898 que l'on recoure, l'annulation ne peut empêcher, en fait, le contrat de travail d'a-

(1) Préface au traité de MM. Rouast et Givord, p. XII et XIII.

(2) Op. cit.

voir fonctionné et d'avoir notamment assujéti les rapports laboriques passés, au principe de réparation créé par cette loi ».

Heureusement parmi les causes d'annulation des contrats de travail : prescriptions de droit commun et prescriptions d'ordre public, rares sont celles qui sont invoquées. Le cas de violence est peu concevable, de même que l'incapacité du chef d'entreprise. On ne peut guère citer dans cette dernière hypothèse qu'un arrêt de la Cour suprême relatif à un accident qui était survenu à un jardinier engagé par un interdit. La Cour d'appel de Dijon (1) refusa l'annulation du contrat en retenant l'existence d'une délégation tacite à l'interdit des pouvoirs de son tuteur. La Chambre civile de la Cour rejeta le pourvoi parce que l'ouvrier « était habituellement engagé par l'interdit pour des travaux de jardinage et que cet engagement était nécessairement connu de son tuteur et accepté par lui » (2). « Argumentation de fait qui l'a dispensée de la conséquence critiquable qu'elle eût cru imposée par l'annulation du contrat », observe M. Rodière.

On peut citer cependant plusieurs décisions retenant le dol de l'employé pour se faire embaucher comme une cause d'annulation faisant obstacle au jeu de la loi de 1898 (3).

Mais le cas le plus pratique est celui de l'enfant engagé au mépris des dispositions d'ordre public sur l'âge minimum d'emploi ou celui de la scolarité obligatoire.

La Chambre civile de la Cour de cassation a le 28 juin 1932 (4) sur pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel d'Angers, refusé le bénéfice de la loi de 1898 à un enfant de moins de treize ans qui avait été victime d'un accident le 22

(1) 11 déc. 1928, D.H. 1929. 154.

(2) Civ., 4 janv. 1934 ; D.H. 1934. 97.

(3) Req., 2 déc. 1901, D.P. 1902. 1. 403, S. 1902. 1. 181 ; Req., 17 janv. 1911, S. 1912. 1. 518 ; Trib. de Lille, 28 déc. 1922, G.P. 1923. 1. 119 (cités par Rodière, op. cit., p. 225).

(4) D.H. 1932. 458, G.P. 1932. 2. 509, S. 1932. 1. 303, R.A.T. 1932. 1058, note Rouast.

mars 1926, alors qu'il se trouvait au service d'un cultivateur ; elle a argué du caractère d'ordre public de la loi du 28 mars 1882 dont l'article 4 a institué l'instruction obligatoire pour les enfants âgés de six à treize ans. Les dispositions également d'ordre public des articles 2 et 3 du livre II du code du travail exigeant un âge minimum pour le travail des enfants dans l'industrie n'étaient pas en jeu, non plus que la loi du 30 juin 1928 étendant ces dispositions aux exploitations commerciales.

Il ne semble pas résulter de cet arrêt que la nullité doit être prononcée dès qu'il s'agit d'un enfant de moins de treize ans. Au contraire, il fait ressortir que la Cour d'appel aurait dû rechercher si le contrat de travail était compatible avec les obligations scolaires et signaler que l'accident était survenu le 22 mars, à une époque donc où l'enfant aurait dû se trouver à l'école.

Même ainsi limitée dans sa portée, cette décision est critiquée par M. Rouast qui approuve la Cour d'appel d'Angers d'avoir rappelé que la loi de 1882 ne comportait que des sanctions pénales et ne frappait d'aucune incapacité les contrevenants. « Sans doute il s'agit d'une loi d'ordre public, mais il n'est dit nulle part qu'un contrat dont les conséquences entraînent *indirectement* la violation de l'ordre public est nul de nullité absolue. L'article 6 du Code civil n'interdit que les contrats dont l'objet est contraire à l'ordre public. Tel n'est pas le cas d'un contrat de travail passé par un enfant, ce contrat a un objet licite et la Cour de cassation ne peut le critiquer parce que les circonstances de son exécution sont incompatibles avec une loi d'ordre public ». (1).

Nous venons d'examiner, à un premier point de vue, com-

(1) Note précitée. M. Rouast observe encore que le raisonnement de la Cour de cassation l'entraînera inévitablement à annuler le contrat dont l'exécution sera incompatible avec d'autres obligations de droit public : « l'accident du travail subi par un soldat qui aurait prolongé indûment une permission ou par un journalier qui se sera en-

bien la notion de contrat de travail risquait de masquer les nécessités d'ordre économique et social auxquelles doit pourvoir la législation des accidents du travail.

D'autres décisions font apparaître qu'il est arbitraire d'y soustraire certaines situations dans lesquelles on ne décèle pas l'existence de l'élément de subordination caractéristique du contrat de travail.

C'est ainsi que la Cour d'appel de Bordeaux a, le 27 octobre 1931 (1) refusé le bénéfice des indemnités légales à un carrier-puisatier travaillant à la tâche à raison de 250 francs par mètre cube de terre extraite en profondeur, ne recevant aucun ordre et travaillant à sa guise pour le compte d'un propriétaire « sans connaissance technique » qui venait rarement à la propriété, sans diriger les travaux bien qu'il eût fourni une partie du matériel nécessaire, benne et treuil, ainsi qu'un manoeuvre pour descendre et remonter le puisatier au fonds du puits et qu'il supportât même les frais de mèche, de poudre et d'aiguillage des outils.

De ces constatations, le Tribunal induit qu'il n'y a pas de subordination entre le propriétaire et le puisatier. Le motif essentiel est que ce dernier ne recevait aucun ordre. Les autres considérations n'apparaissent que comme la vérification supplémentaire de l'absence de contrat de travail, déjà établie. En effet, le mode de rémunération n'est nullement caractéristique de ce contrat. Un patron n'a pas nécessairement la mê-

gagé au lieu de se rendre à sa fonction de juré, ne seront pas couverts par la loi de 1898. » Ceci est incontestable.

Plus récemment le Tribunal civil de Millau (7 février 1935, G.P. 1935. 1. 792, s. note c, R.A.T. 1935. 617) a décidé que l'enfant mineur d'un exploitant agricole assujetti volontaire à la loi peut être employé pour le service de l'exploitation, le fait que ses parents seraient dans l'obligation, à raison de son âge, de lui faire fréquenter l'école ne pouvant mettre obstacle à son droit à indemnité en cas d'accident.

(1) G.P. 1931. 2. 784, S. 1932. 2. 33.

me compétence technique que ses subordonnés (1). Tel peut être le cas de l'industriel qui a des chimistes sous ses ordres. Mais s'il en est ainsi, comment aurait pu se manifester en l'espèce l'autorité de l'employeur ? Nous ne voyons guère comment il aurait pu prescrire autre chose que des heures fixes de travail, par exemple. Il avait certainement fourni, avant le commencement des travaux, des indications générales sur le genre de puits qu'il voulait faire creuser.

Seule, au fond, l'absence de tout contrôle de l'employeur sur les heures de travail distinguait au point de vue de l'application de la loi de 1898 la situation de l'espèce de celle existant par exemple entre le chimiste attaché à une société et son patron. Y avait-il là quelque chose de nature à influencer sur le profit que le propriétaire tirait du travail du puisatier ? De plus la situation économique de ce dernier, élément sur lequel nous allons avoir à nous expliquer, l'assimilait à un salarié subordonné : il ne fournissait que son travail et des outils de première nécessité. N'était-il pas choquant de lui refuser tout droit à une indemnité ?

Nous ferons les mêmes observations à propos d'un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 29 juillet 1935 (2), soumettant à un traitement identique un ouvrier occupé à casser des cailloux. Encore qu'il travaillât avec ses outils personnels et quand il le voulait, qu'il suspendît même quelquefois son travail pour aller faire la récolte des foin chez un autre propriétaire et fût payé non à la journée mais au mètre cube, celui-ci apparaissait économiquement comme un ouvrier et non comme un entrepreneur, recevant d'ailleurs de temps à autre la visite du propriétaire de la carrière et ses observations au sujet de la grosseur du caillou cassé.

Des efforts ont été tentés pour adapter plus étroitement la protection de la loi à la réalité économique. Nous allons les examiner dans un second chapitre.

(1) V. notamment Dijon, 9 février 1932, précité p. 131, note 2.

(2) G.P. 1935. 2. 383.

CHAPITRE II

LES REACTIONS

L'article 1^{er} du projet de refonte de la loi de 1898, aux termes duquel la loi s'appliquera désormais à « tous ceux qui louent leurs services à un titre quelconque », ne fait rien moins que « substituer au critérium juridique du contrat de travail un critérium de fait économique » (1).

« ...Notre volonté, écrit le rapporteur au Sénat, est que, seuls soient exclus des avantages de ce régime ceux qui travaillent sans patron, c'est-à-dire qui sont eux-mêmes employeurs, occupés pour autrui en vertu d'un contrat d'entreprise et non d'après un contrat de louage de services ». Et il s'en remet au juge du soin de décider s'il se trouve réellement en présence d'un contrat d'entreprise ou de louage de services, en ayant égard, non seulement au degré de liberté laissé au travailleur, mais à toutes les circonstances de fait, condition des personnes en cause, usages de la profession etc..

Nous n'avons cité ce texte qu'en raison de la volonté d'extension qui semble animer ses auteurs et nous ne nous risquons pas à préjuger de sa portée alors qu'il ne doit pas s'appliquer en dehors des limites du travail. L'expression de *critérium économique* dont il est fait mention au projet est des plus vagues, et le rapporteur parle d'une « indiscutable subordination de droit » en même temps qu'il admet l'indem-

(3) Rapport supplémentaire Chauveau 28 mars 1935. Cité par Sumien, L'assujettissement des hôpitaux, hospices et asiles à la législation sur les accidents du travail, Revue juridique, 1936, n° 4 p. 238.

nisation de « tous les travailleurs salariés... quel que soit leur mode de rémunération et même s'il n'y a pas de rémunération ». Nous pensons que la jurisprudence n'y pourrait dès lors jamais trouver qu'une invitation à apprécier très largement le lien de subordination qui demeurerait inébranlablement caractéristique de la notion d'accident du travail.

Il ne s'agit là que d'une tentative pour joindre plus étroitement la réalité économique, tentative qui manque d'ampleur puisqu'elle ne s'attaque pas à la cause profonde de l'état de choses auquel elle veut remédier, le contrat de travail.

C'est à la même préoccupation qu'a obéi le Tribunal civil d'Angers dans un jugement en date du 17 février 1936 (1) admettant au bénéfice de la loi de 1898 un ouvrier inscrit au fonds de chômage de la ville et employé à des travaux de voirie qu'il devait exécuter conformément aux instructions données sur le chantier, à l'aide d'outils qui lui étaient fournis et sous la direction et le contrôle d'un chef de service, sous peine d'être radié du fonds de chômage. Mais s'il existait en l'espèce une rétribution, qui ne pouvait du reste être assimilée à un salaire, et un travail, et si l'ouvrier se trouvait dans un état de subordination pour l'exécution de ce travail, la liberté de consentement qui est de l'essence du contrat de travail (2) faisait défaut, l'inscription de l'ouvrier au fonds de chômage ayant précédé son embauchage sur les chantiers de la ville. La considération d'une situation de fait a été déterminante plutôt que le respect formel des conditions d'existence du contrat de travail.

Cette décision est à notre connaissance isolée. Nous n'y voyons donc pas l'expression d'une tendance de la jurisprudence. Néanmoins, elle est intéressante en ce qu'elle est em-

(1) G.P. 1936. 1. 833.

(2) V. arrêts cités, note G.P. 1936. 1. 834.

plainte de *l'esprit social* que nous nous attachons à dégager et qui permet aux interprètes de « tempérer l'esprit juriste » en écartant certaines de ses conséquences inopportunes.

Mais il faut, pour donner son effet naturel au régime légal de protection, éliminer la notion même de subordination.

M. Cuche s'y est appliqué en recherchant l'accroissement du nombre des bénéficiaires de la loi de 1898 dans une extension du cadre du contrat de travail (1).

Son but est de ranger dans cette catégorie juridique « tous les individus de condition égale situés sur le même plan économique et compris sous la désignation commune de salariés ». Il part de cette constatation que deux conditions sont requises pour l'application de la loi, contrat de travail et dépendance technique, et il observe que l'abandon du mode de rémunération des ouvriers, en tant que critérium de ce contrat, a été motivé par le désir de faire disparaître « l'inégalité intolérable entre deux catégories de salariés, camarades d'usine ou d'atelier, vivant de la même vie et exposés aux mêmes dangers », qui serait résultée de cette exigence supplémentaire. On s'est contenté de la dépendance technique que l'on a entendu, pour couper court à d'insolubles questions de fait, comme l'occupation effective de l'ouvrier au lieu de travail qui lui est assigné par le patron (2).

Mais la notion de dépendance technique a été dépassée dès les premières années d'application de la loi de 1898 (3). Trop étroite, elle a fait place à celle de subordination « encore moins précise et qui laissait à l'appréciation souveraine des juges du fait une marge beaucoup plus considérable ».

L'inégalité subsiste toutefois entre les travailleurs à domi-

(2) Du rapport de dépendance, élément constitutif du contrat de travail, *Rev. crit.*, 1913, p. 412 s.

(1) Sachet, t. 1, n° 170, et les arrêts cités p. 144, note 2.

(2) V. les arrêts cités par Cuche, *op. cit.*, p. 419, notes 1. 2. 3.

cile et les ouvriers d'usine. La jurisprudence a bien aperçu que l'élément constitutif du contrat de travail consistait en un lien de dépendance, mais elle n'a pas déduit de cette constatation toutes ses conséquences logiques. Le sens de l'évolution est indiqué par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes dont les travaux préparatoires établissent que tous les assurés obligatoires sont ceux liés à un employeur par un contrat de travail.

Or, parmi les assurés obligatoires figurent les salariés qui travaillent à domicile et qui se trouvent seulement sous la dépendance économique de l'employeur. Cette notion de dépendance économique, qui vient se juxtaposer à celle de subordination comme élément constitutif du contrat de travail pour l'application de la loi sur les retraites ouvrières, doit être la seule à prendre en considération du point de vue de la législation des accidents du travail, car « l'accident du travail est la rançon de l'activité productrice, que cette activité soit ou non subordonnée à celle qui l'exploite, ou surveillée par lui ».

Sans doute le critérium de la dépendance économique est-il moins précis que celui de la subordination, mais un essai de systématisation des décisions relatives aux assurés obligatoires permet d'en dégager deux conditions nécessaires.

« La première, c'est que celui qui fournit le travail en tire son unique ou son principal moyen d'existence. Il faut qu'il vive de son travail et que la rémunération qu'il reçoit ne dépasse pas sensiblement ses besoins et ceux de sa famille ».

Ainsi se trouve exclu du contrat de travail « l'entrepreneur spéculant non seulement sur son travail, mais sur son outillage et dont l'employeur est peut-être plus dépendant que lui-même ne l'est de son employeur ».

« La seconde c'est que celui qui paie le travail absorbe, si l'on peut dire, intégralement et régulièrement l'activité de celui qui le fournit. Il faut qu'il lui demande tout son temps,

qu'il lui assure un débouché permanent pour les produits de son travail, si bien que, pour le moment, le prestataire de travail n'a ni le besoin, ni la possibilité d'offrir ses services à d'autres employeurs ».

On a reproché à cette théorie (1) de manquer de précision. Pour MM. Planiol, Ripert et Rouast « rien n'est aussi vague que la notion de dépendance économique ». Le soin mis par M. Cuche à en limiter le domaine d'application nous paraît de nature à réduire considérablement la portée de cette critique. Nous reconnaissons toutefois que la notion de subordination est plus précise parce qu'« elle correspond à un droit et à une obligation : le droit du patron de commander à son employé et l'obligation de celui-ci d'obéir » (2).

Quoi qu'il en soit, nous tenterons d'autant moins de forcer, après M. Cuche, les barrières du contrat de travail que nous estimons indifférent de savoir s'il existe ou non un pareil contrat. C'est en effet à cette conclusion que nous conduit un examen plus attentif des idées inspiratrices de notre matière qui se sont fait jour au cours de cette étude et auxquelles il nous faut maintenant arriver.

(1) Planiol, Ripert et Rouast, n° 772.

(2) Op. et loc. cit.

CHAPITRE III.

LES IDEES INSPIRATRICES NOTRE POINT DE VUE

Nous avons recherché, sans idée préconçue, le contenu actuel de la notion d'accident du travail et nous l'avons envisagé comme formant un tout indissoluble dans lequel les apports d'origine législative ou jurisprudentielle avaient perdu leur individualité.

Nous voulons maintenant en définir l'esprit sans davantage avoir égard aux considérations d'opportunité qui ont pu dicter telle disposition ou interprétation particulière, mais en sondant tout l'ensemble.

Le droit des accidents du travail se présente comme une législation d'assistance conçue dans l'intérêt d'une certaine catégorie d'individus. On y retrouve une des nombreuses manifestations de la tendance croissante, depuis le discrédit du libéralisme, à substituer *un droit de classe* au droit des individus (1) qui ne repose que sur un principe de justice commutative correspondant à la stricte exécution des contrats.

Dans le problème de la réparation, l'élément prédominant n'est pas l'accident, que l'on présume, en dépit de toute apparence contraire quelquefois ; ce n'est pas le travail, avec lequel l'accident présente un lien si mince que d'aucuns l'ont nié ; c'est le travailleur en tant que tel. Et pourquoi cette sollicitude ? Parce que ce qu'il faut éviter c'est que celui qui

(1) V. Savatier, note sous Poitiers, 5 décembre 1923, D.P. 1924. 2. 73 ; Vers la socialisation des risques et de la responsabilité, D.H. 1931, Chron., p. 9 s. — Ripert, Le régime démocratique et le droit civil moderne, n° 198 s., p. 397 s. — Josserand, Sur la reconstitution d'un droit de classes, D.H. 1937, chron., p. 1 s ; Un ordre juridique nouveau, eod. loc., p. 42 s.

vit de son travail voie sa capacité de travail, c'est-à-dire son aptitude à gagner sa vie, amoindrie ou même supprimée à la suite d'un accident survenu parce qu'il travaillait. « ...La réparation des dommages professionnels remplace le recours à l'assistance publique, remplacement qui marque le progrès de justice, car les victimes ont un droit à ces réparations, trop souvent modiques, malheureusement », écrit M. Rodière (1).

On ne conçoit pas qu'un individu soit abandonné à son sort lorsqu'il est dénué de ressources. Toute la morale est commandée par l'idée de la dignité humaine qui engendre des droits. Le premier de ces droits est le droit à la vie, moyen pour l'homme de réaliser ses fins morales et intellectuelles, avec pour corollaire le droit au travail, pour un individu valide, et subsidiairement le droit à l'assistance.

L'existence de ce droit de l'individu appelle celle d'un devoir destiné à en permettre la satisfaction. Nous touchons ici au point crucial de nos explications. Le devoir d'indemnisation de l'employeur présente-t-il la même certitude que le droit du travailleur à la réparation ?

Nous ne nous étions pas posé la question en étudiant les conditions physiques de l'accident du travail, car il nous suffisait alors de constater que la situation de l'ouvrier au moment de l'accident devait être appréciée par rapport à son travail plutôt que par rapport à son employeur.

Elle s'impose à nous maintenant que nous envisageons ce dernier ordre de relations. Et notre réponse est négative (2). Nous reconnaissons que la réparation de certains accidents de caractère simplement humain, qui n'ont d'autre lien avec

(1) *Revue juridique*, 1936, n° 4, p. 228-229.

(2) « L'opinion publique ne tolère plus que certaines personnes qui travaillent pour d'autres restent sans recours quand un accident se produit ; le maître ou le patron est là qui peut réparer ; cela suffit, le législateur lui impose par la réparation l'assistance à son

les occupations de la victime que d'être survenus à une heure et en un lieu où la présence ou l'attitude de celle-ci s'expliquait par l'exécution de son travail, est difficilement justifiable du point de vue du chef d'entreprise.

Toutes les idées qui avaient été agitées avant la loi de 1898 pour expliquer la responsabilité automatique du patron, théorie de la responsabilité contractuelle, de la responsabilité du fait des choses (1), assuraient l'immédiate désignation du chargé de risque. On conçoit que le législateur par une pente toute naturelle, par prudence, parce qu'il n'a pas supputé la portée de ses extensions successives et de celles surtout de la jurisprudence, parce que celles-ci ne se sont pas produites immédiatement, n'ait pas envisagé le déplacement de cette charge. Peut-être aurait-il pu le faire. Mais ce problème n'entre pas dans l'objet de notre étude.

Nous devons nous borner à constater que la considération de l'incidence du poids de la réparation incline à limiter le domaine d'application du régime des accidents du travail que le besoin économique de l'ouvrier conduirait à étendre à tous les individus de conditions sociales voisines.

Telles sont les deux idées inspiratrices de notre matière.

Correspondant à des préoccupations différentes et même dans une certaine mesure opposées puisqu'elles expriment deux points de vue antagonistes, celui de l'ouvrier et celui du patron, elles ne peuvent comporter des conséquences identiques.

Le sort de la victime est aussi intéressant, qu'elle ait été frappée à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement patronal, pendant l'exécution de son travail ou tandis qu'elle se livre à un divertissement. Mais c'est le chef d'entreprise que l'on charge du devoir d'assistance. On ne peut songer à éten-

(1) Articles 1386 et même 1384 dont on commençait à pressentir la portée future. V. Civ., 16 juin 1896, s. 1897. 1. 17 et la note de M. Esmein, D.P. 1897, 1. 423 et la note de M. Saleilles.

dre son obligation en dehors des limites dans lesquelles l'accident présente un rapport avec le travail, puisqu'elle ne peut reposer que sur le profit qu'il retire ou peut retirer de l'activité de l'ouvrier. Et c'est là la seule limitation à l'extension de la notion d'accident du travail.

Les deux idées s'accordent à justifier l'introduction de la protection légale dans d'autres rapports laboriques que ceux créés par un contrat de travail.

Nous pensons que tous les travailleurs d'une certaine catégorie sociale, tous ceux qui vivent de leur travail sans spéculer sur un personnel ou un outillage et pour lesquels un amoindrissement physique peut avoir des conséquences alimentaires, y ont également droit s'ils travaillent pour le compte d'un chef d'entreprise.

En ce qui concerne les lois récentes sur les retraites ouvrières et les assurances sociales, le traité de MM. Planiol et Ripert (1) enseigne qu'il s'agit de « lois sociales beaucoup plus que de lois juridiques » et il en approuve l'application à certaines situations qui ne coïncident pas avec l'existence d'un contrat de travail, car « certains petits entrepreneurs et petits métayers méritent la même sollicitude que les ouvriers parce qu'ils ont la même difficulté à épargner ». N'en est-il pas de même dans notre matière ?

Toute la difficulté est de préciser dans quelles conditions le travail peut être considéré comme effectué pour le compte d'un chef d'entreprise.

Il en est ainsi en cas de contrat de travail.

Le postulat d'ordre social et économique qui est à la base du régime de réparation produit alors incontestablement ses effets. « Mais, écrit M. Rodière, l'observation faite, les juristes, avec leur goût de la classification abstraite, ont transformé la corrélation en condition générale et préjudicielle. Ils y étaient portés non seulement par leur formation mais par les

(1) Planiol, Ripert et Rouast, n° 772.

faits car, dans l'immense majorité des cas, le soulagement des misères auxquelles on avait voulu pallier se trouvait assuré étant donné la diffusion du contrat de travail. Mais enfin, cette heureuse coïncidence n'aurait pas dû faire oublier l'origine empirique de l'observation doctrinale » (1).

Le principe aussitôt aperçu, la jurisprudence a prétendu en enfermer tout le domaine dans une institution déjà connue. Plutôt que de remonter chaque fois à la raison d'être de la charge patronale, elle en a subordonné l'existence à la constatation préalable d'un contrat de travail entre l'employeur et la victime, sans vérifier s'il y avait concordance absolue entre ces deux notions, ce à quoi elle eût dû apporter d'autant plus d'attention que la première ne met en jeu que des considérations sociales et économiques tandis que l'autre est caractérisée par un critérium purement juridique.

A côté du contrat de travail, la dépendance économique nous semble aussi pouvoir justifier une obligation de garantie. Ouvrier à domicile, courtier d'assurances, tâcheron, celui qui travaille régulièrement et habituellement pour un chef d'entreprise et dont les gains n'excèdent pas une certaine somme doit bénéficier des mêmes avantages que si sa tâche s'effectuait sous la subordination de ce dernier.

Quelles objections pourra-t-on nous opposer ?

Le critérium de la dépendance économique manque-t-il de précision ?

Sans doute n'est-il pas d'une absolue rigueur, mais celui de la subordination n'est lui-même pas à l'abri de semblable critique. Il appartiendra au juge de le déceler dans des cas d'espèces complexes.

Il y aurait à déterminer pour chaque catégorie de travailleurs le chiffre de la rémunération au-dessus duquel cesserait la protection légale ; on pourrait appliquer à cette recherche les procédés d'investigation utilisés par les lois sur

(1) Revue juridique, 1936, n° 4, p. 229.

le salaire minimum des ouvrières à domicile et sur les assurances sociales.

Nous n'apercevons pas de difficultés de preuve particulières : selon que les nouveaux bénéficiaires de la législation réparatrice travailleraient ou non dans un établissement, ils suivraient le sort des ouvriers subordonnés placés dans les mêmes conditions.

S'il y a pourtant de prime abord quelque chose d'inharmonieux dans un système qui conduirait à refuser les indemnités légales à un petit entrepreneur, parce qu'il n'aurait consacré qu'occasionnellement son activité à un employeur, et à les accorder à un directeur d'usine recevant des appointements élevés, la raison en est dans l'incertitude de la vocation du chef d'entreprise à assumer la charge de certains accidents atteignant ceux qu'il fait travailler. Ne pouvant lui imposer la même obligation à l'égard de tous ceux dont il a utilisé les services, nous avons dû établir une cloison étanche là où la réalité ne présente qu'une succession de cas d'espèces séparés par des nuances imperceptibles.

CONCLUSION

L'évolution de la relation causale que nous venons de retracer se caractérise par l'importance croissante donnée aux intérêts des victimes d'accidents du travail. Sans doute ce furent des considérations relatives à la condition des ouvriers qui inspirèrent le vote de la loi capitale du 9 avril 1898. Mais la situation du chef d'entreprise occupait alors grandement les esprits, soucieux de ne lui faire supporter que la réparation d'accidents présentant un lien incontestable avec le travail.

Aujourd'hui s'affirme nettement l'influence d'un courant d'idées favorables aux travailleurs. Entre l'employeur et l'employé l'équilibre est rompu au détriment du premier. L'idée de profit n'est plus qu'un prétexte à retenir son obligation dans certains cas qui semblent relever de la pure assistance. L'idée d'autorité n'est elle-même pas en cause, en dépit d'une certaine opinion jurisprudentielle, car elle exprime le point de vue du patron dans une discussion d'où il est désormais absent.

La théorie du risque d'autorité, qui accorde trop de crédit aux affirmations de certains arrêts, doit être rejetée. Quant à celle du risque professionnel, elle doit être corrigée par l'apport de l'élément moral et social inhérent à la personnalité de la victime.

Le régime des assurances sociales pourrait dès lors fort bien absorber un jour celui des accidents du travail, ce qui, toutes choses égales d'ailleurs, ne paraît pas souhaitable, les rentes d'accidents étant plus élevées que les prestations de l'assurance et cette différence étant destinée à s'accroître au cas où la victime se verrait attribuer l'intégralité de la portion de salaire dont elle est privée.

En revanche les accidents du travail donnent lieu à un nombre infini de procès qui souvent ne sont pas résolus avec toute la rapidité désirable. Fort heureusement la législation des assurances sociales sert ici de palliatif en permettant à l'ouvrier dont le droit n'est pas encore reconnu de toucher provisoirement les prestations de l'assurance maladie (1).

(1) Décret du 30 octobre 1935, art. 20.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

Pages

Les conditions physiques de l'accident	7
CHAPITRE I. — La notion d'accident du travail en droit positif	10
Section 1. — Aperçu historique	10
Paragraphe 1. — Les travaux préparatoires	10
Paragraphe 2. — L'évolution législative	17
Section 2. — L'accident du travail question de fond	20
Paragraphe 1. — Le risque d'accident, risque humain	29
Paragraphe 2. — Les limites de l'heure et du lieu de travail	39
I. — Ouvriers travaillant dans un établissement	43
A. — Le commencement et la fin du travail	44
B. — Les interruptions de travail	50
C. — Le trajet entre le domicile de l'ouvrier et le lieu du travail	61
II. — Ouvriers travaillant hors d'un établissement	74
A. — Ouvriers chargés d'une commission	76
B. — Voituriers, cochets, livreurs, pilotes, chauffeurs	81
C. — Voyageurs de commerce	87
III. — Les exceptions au critérium jurisprudentiel	92
IV. — Travaux accessoires ou étrangers à l'entreprise	101
A. — Travaux commandés par le patron	101
B. — Travaux dont l'ouvrier a pris l'initiative	105

	Pages
Section 3. — Le problème de la preuve	107
Paragraphe 1. — La preuve de la relation entre l'accident et le dommage	109
I. — Dommages immédiats	110
II. — Dommages non immédiats	111
Paragraphe 2. — La preuve de l'accident	112
CHAPITRE II. — Recherche d'un fondement	121
Section 1. — La théorie du risque professionnel	122
Section 2. — Critiques adressées à la théorie du risque professionnel. La théorie du risque d'autorité	127
Section 3. — Examen de la théorie du risque d'autorité	131
Paragraphe 1. — Valeur pratique de la théorie du risque d'autorité	134
Paragraphe 2. — Valeur de fondement de l'idée d'autorité	138
Section 4. — Examen de la théorie du risque professionnel	142
Section 5. — Notre point de vue	149
DEUXIEME PARTIE	
Le lien entre l'employeur et l'employé	159
CHAPITRE I. — Etat actuel de la question	162
Section 1. — Les textes	162
Section 2. — Les exceptions au principe de la nécessité du contrat de travail	164
Section 3. — Inconvénients pratiques de la conception jurisprudentielle	171
CHAPITRE II. — Les réactions	177
CHAPITRE III. — Les idées inspiratrices. Notre point de vue	182
CONCLUSION	189

Vu : LE DOYEN

Pour le Doyen, l'Assesseur

ANDRÉ BRETON

Vu : LE PRÉSIDENT DE THÈSE

R. RODIERE

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Alger le 28 Mars 1938.

LE RECTEUR

Pour le Recteur et par ordre :

Le Doyen de la Faculté des Sciences,

ROUYER

